

# **Registre des délibérations - décisions**

## **TOME II**

**SEANCE PUBLIQUE DU :**

**Lundi 29 mai 2012**

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29/06/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Réalisation de petits travaux de voirie et de maçonnerie sur divers espaces verts de la Ville.

### Appel d'offres - Aurorisation de signer les marchés

Monsieur FLEURENCE rapporte:

Le présent dossier a pour objet l'appel d'offres pour le renouvellement du marché de réalisation de petits travaux de voirie et de maçonnerie et d'installation de mobiliers dans divers espaces verts de la Ville par des entreprises. Il est établi pour l'année 2012, renouvelable 3 fois maximum par expresse reconduction.

### 1- PRESENTATION DU MARCHE

Les grandes catégories de travaux confiés à l'entreprise sont :

- travaux préparatoires
- terrassements
- maçonnerie
- revêtements
- réseaux
- pose de mobiliers.

Les prestations sont réparties en 4 lots :

N° du Lot	Lieu	Montant HT minimum en €	Montant HT maximum en €
Lot n°1	Hôpitaux Facultés / Mosson	100 000	450 000
Lot n°2	Cévennes / Croix d'Argent	100 000	450 000
Lot n°3	Port Marianne / Près d'Arènes	100 000	450 000
Lot n°4	Montpellier Centre	100 000	450 000

## 2- FINANCEMENT AU BUDGET PRIMITIF

Les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2012 section investissement 908 et fonctionnement 928.

## 3- RAPPEL DE LA PROCEDURE

La date limite des offres a été fixée au 9 février 2012.

Les plis ont été ouverts le 21 février 2012.

Le critère mémoire technique compte pour 60% et comprend :

- les moyens humains mis en œuvre pour cette opération
- les moyens matériels mis en œuvre pour cette opération
- la provenance et la qualité des matériaux
- le phasage des travaux et planning de réalisation
- les moyens de communication
- la sécurité des chantiers et personnes
- les mesures environnementales

Le critère prix compte pour 40%.

Après analyse du mémoire technique et l'analyse financière des offres, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 6 mars 2012 a retenu l'entreprise SPORT ENVIRONNEMENT pour les lots 1, 2, 3 et 4.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment les marchés avec l'entreprise SPORT ENVIRONNEMENT.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux



Publiée le : 30 05 2012



Direction de la  
Réglementation et de la  
Tranquillité Publique  
Ressources Communes

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 215

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Accompagnement des manifestations en milieu festif Demande de subventions

Madame SOUCHE rapporte:

La Ville de Montpellier souhaitant appréhender les phénomènes de sécurité et de prévention de la délinquance sur l'ensemble des territoires de la commune a mis en place une commission « addictions et conduites à risques » sous le co-pilotage du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) et du pôle prévention santé.

Un des axes de travail de cette commission est la lutte contre les addictions et les conduites à risques, ceci afin de prévenir et réduire les risques liés aux consommations d'alcool (ou autres produits) lors des événements festifs organisés sur l'espace public de la Ville.

Afin d'apporter une réponse au titre de la prévention liée à consommation abusive d'alcool, la ville souhaite déployer, lors de la période estivale 2012, et plus particulièrement sur la période de mai à septembre, un dispositif d'accompagnement, d'information et de sensibilisation de la population présente sur les espaces publics lors des événements festifs et les fins de semaine, en travaillant avec des opérateurs associatifs.

Le financement de ce dispositif peut faire l'objet d'une demande de subvention auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT) qui coordonne anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool).

**En conséquence, nous demandons au Conseil Municipal :**

- de solliciter les subventions les plus larges possible et plus particulièrement auprès des services de l'Etat dans le cadre de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT),
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux



Publiée le : 30 05 2012

Direction de la  
Réglementation et de la  
Tranquillité Publique  
Ressources Communes

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 216

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Délégation de service public Fourrière automobile Avenant n°1 Modification tarifs 2012

Madame SOUCHE rapporte:

Par délibération du 07 novembre 2011, le conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles. En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel du décret du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par l'arrêté du 2 mars 2012, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

Frais d'enlèvement	ancien tarif 110 € / nouveau tarif 113 €
Frais de garde journalière	ancien tarif de 4.60 € / nouveau tarif 6 €

Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière municipale, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer cet avenant n°1 ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire



Hélène Mandroux

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA FOURRIERE  
AUTOMOBILE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

AVENANT N° 1

**A. Identification des parties à la convention de délégation de service public**

**La collectivité délégante :**

**La Ville de MONTPELLIER**, représentée par Madame le Maire, Hélène MANDROUX, 1 place Georges FRECHE, 34 270 MONTPELLIER Cedex 2

**Le délégataire :**

**La société EFFIA Stationnement**, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 435 272 596 dont le siège social est 20 boulevard Poniatowski 75 012 PARIS,

**B. Renseignements concernant la convention de délégation de service public**

*Objet de la convention :*

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA FOURRIERE MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

Par délibération du 07 novembre 2011, le conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour le service public de la fourrière automobile et autorisé la signature de la convention.

La convention de délégation de service public est conclue pour une durée de 6 ans du 01/01/2012 au 31/12/2017.

*N° attribué à la procédure :*

DSP 2011/02

*Notifié le :*

28 décembre 2011

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet l'actualisation des tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel du décret du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

### ARTICLE 2

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par l'arrêté du 2 mars 2012, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

Frais d'enlèvement                    ancien tarif 110 € / nouveau tarif 113 €

Frais de garde journalière        ancien tarif de 4.60 € / nouveau tarif 6 €

L'annexe 4.1 « Tarifs réglementés (suite arrêté interministériel du 2 avril 2010) » de la convention délégation de service public est modifiée en conséquence.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## D. Signatures des parties

A Montpellier, le

Le délégataire, EFFIA STATIONNEMENT,  
Représenté par

Pour Madame Le Maire  
L'adjointe déléguée,

Régine SOUCHE

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Théâtre Jean Vilar Convention d'aide à la diffusion théâtrale avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur SAUREL rapporte:

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à ses compétences et aux orientations de sa politique culturelle, accorde des aides spécifiques aux théâtres de l'agglomération de Montpellier, dans le cadre d'un fonds d'aide à la diffusion théâtrale ;

Le spectacle *Conseils pour une jeune épouse*, présenté du 3 au 6 avril 2012, a qualité à bénéficier de cette aide de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une convention d'aide à la diffusion théâtrale doit ainsi être conclue entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, afin que cette dernière puisse participer à l'achat du spectacle *Conseils pour une jeune épouse*, pour un montant ferme et définitif de 2 500.00 € TTC.

Conformément à cette convention, la Ville de Montpellier assurera l'ensemble des charges du budget artistique non couvert par cette contribution et conservera le produit des recettes d'entrées.

### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la signature de la convention d'aide à la diffusion théâtrale avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, jointe en annexe ;
- D'imputer la recette correspondante sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

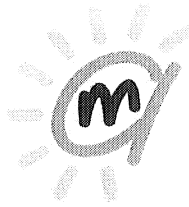
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux



Publiée le : 30 05 2012



Montpellier  
Agglomération

## **CONVENTION d'AIDE à la DIFFUSION THEATRALE**

*entre*

***La COMMUNAUTE d'AGGLOMERATION de MONTPELLIER***

dont le siège est situé : 50 Place Zeus – CS 39556 - 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 représentée par son Premier Vice - Président, Monsieur Jean-Pierre MOURE en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté en date du 29 octobre 2010,

*Et*

***La Ville de MONTPELLIER – THEATRE JEAN VILAR***

représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX,  
domiciliée Hôtel de Ville, 1, place Francis Ponge, 34000 Montpellier  
Ci-après dénommée « le Diffuseur »

*Et*

***La Compagnie INTIME CAMARADE***

Association représentée par son Président, Monsieur Philippe BRAQUART  
domiciliée 8, rue Roudil, 34000 MONTPELLIER  
Ci-après dénommée « la Compagnie »

---

*VU* le Code Général des Collectivités Territoriales,

***CONSIDERANT*** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à ses compétences et aux orientations de sa politique culturelle, accorde dans le cadre du Fonds d'aide à la diffusion théâtrale des aides spécifiques aux compagnies théâtrales de l'agglomération de Montpellier,

***CONSIDERANT*** le budget artistique lié à l'accueil de la Compagnie *Intime Camarade* par le Théâtre Jean Vilar pour quatre représentations du spectacle *Conseils pour une jeune épouse* du 3 au 6 avril 2012.

***CONSIDERANT*** que le spectacle a qualité à bénéficier d'une aide spécifique de la Communauté d'Agglomération,

***CONSIDERANT*** qu'il importe, à cet effet, que les relations entre la Communauté d'Agglomération et le Diffuseur fassent l'objet d'une convention définissant les soutiens financiers et les obligations de chacune des parties,

***Il a été convenu et accepté ce qui suit :***

### ***ARTICLE 1***

---

La Communauté d'Agglomération de Montpellier décide de participer à l'achat du spectacle *Conseils pour une jeune épouse* pour un montant ferme et définitif de 2 500 € TTC.

Le Diffuseur assurera l'ensemble des charges du budget artistique non couvert par la contribution de la Communauté d'Agglomération et conservera en contrepartie le produit des recettes d'entrée.

## ARTICLE 2

Le Diffuseur est seul responsable des conditions d'accueil du spectacle, tant en ce qui concerne les aspects techniques que la responsabilité civile et financière.

## ARTICLE 3

La Communauté d'Agglomération de Montpellier apportera sa contribution au Diffuseur directement sur son compte.

## ARTICLE 4

Le versement interviendra au terme des représentations prévues et après communication du bilan de la manifestation par le Diffuseur

## ARTICLE 5

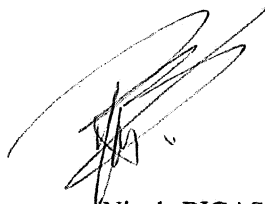
Le Diffuseur s'engage à mentionner, sur tous les supports et moyens d'information diffusés relatifs au spectacle, l'aide et le logo de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.  
Il s'engage également à transmettre à la Communauté d'Agglomération le document de présentation de sa saison et du spectacle concerné.

## ARTICLE 7

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non respect d'une des clauses qu'elle comporte.

Fait à Montpellier, le .....

La Présidente déléguée de la  
Commission Culture,  
Enseignements Artistiques



Nicole BIGAS

Le Diffuseur

Hélène MANDROUX  
Maire de Montpellier

Le Président de la  
Compagnie



Philippe BRAQUART



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## ENSEMBLE HEBRAÏQUE Etude archéologique - Lancement de la phase 3

Monsieur SAUREL rapporte:

L'ensemble de l'immeuble, propriété de la Ville et situé 1, rue de la Barralerie, est classé au titre des monuments historiques depuis le 5 mai 2004. Dès 1985, la Ville s'est intéressée à ce site en procédant à la restauration du mikvé, bain rituel juif du XIII<sup>ème</sup> siècle.

Ce site constitue un ensemble architectural exceptionnel en France et en Europe au vu des vestiges encore en place et ceux récemment découverts.

Deux phases d'étude archéologique (comprenant recherches en archive, sondages, décroutages et relevés) ont été réalisées de 2009 à 2011 par une équipe d'archéologues.

Le site est complexe et ces phases d'étude menées par la Ville, en partenariat avec la Direction régionale des affaires culturelles et l'architecte en chef des monuments historiques visent à comprendre l'évolution du site au cours des siècles.

Plusieurs éléments architecturaux significatifs ont récemment été mis à jour (le niveau de sol d'origine, une citerne, une construction circulaire, des portails et portes d'accès, la pierre de bouchement de l'ouverture qui éclairait initialement le bain rituel) mais la connaissance est encore incomplète et ne suffit pas encore pour arrêter un parti de restauration/restitution.

Au vu des résultats de ces deux premières phases d'étude, il est convenu avec la Direction régionale des affaires culturelles (conservation régionale des monuments historiques et service régional de l'archéologie) et l'architecte en chef des monuments historiques qu'une troisième phase d'étude est nécessaire pour dégager et sonder les parements des espaces qui n'ont pas encore été étudiés.

Le programme de la phase 3 propose de procéder à la démolition de divers murs tardifs afin de pouvoir analyser les maçonneries anciennes. La dépose du plancher béton situé au-dessus de l'escalier d'accès au mikvé, ainsi que le mur de refend permettront de fouiller le reste de la construction circulaire afin de tenter d'identifier sa fonction. La poursuite des sondages dans la salle aux 3 arches permettra d'observer les connexions



stratigraphiques existant entre les niveaux d'occupation des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles et les fondations des arcs brisés. De nouveaux sondages seront réalisés dans les cours afin d'étudier notamment les élévations et les liaisons entre les maisons.

La dépose des éléments récents de surface ainsi que tous les travaux de gros œuvre (démolitions, étaielements, décroutages) seront confiés à une entreprise, après consultation, sous la responsabilité de Dominique Larpin, architecte en chef des monuments historiques, et la surveillance de l'équipe d'archéologues.

S'agissant d'un monument historique classé, cette opération fait l'objet d'une convention avec l'Etat fixant les modalités de délégation de la maîtrise d'ouvrage à la Ville. Sur la base du programme de fouilles et de travaux d'accompagnement, l'Etat délègue la maîtrise d'ouvrage au propriétaire et subventionne l'ensemble de l'opération à hauteur de 40% du montant HT des dépenses.

Le coût de l'opération est estimé à 125 000 HT soit 149 500 € TTC.

Des demandes de subventions complémentaires seront adressées au Département et à la Région.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

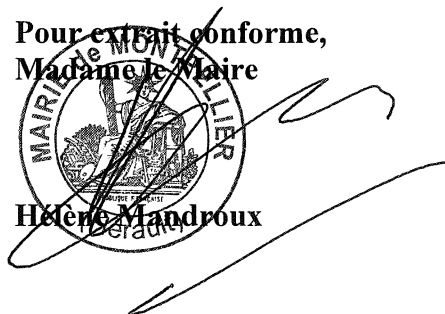
- d'approuver le programme de la phase 3,
- d'approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage proposée par l'Etat, ministère de la culture et de la communication à la Ville de Montpellier pour le programme d'opérations de la phase 3,
- de dire que les dépenses liées à cette opération seront imputées sur le budget de la Ville CRB 28500, programme 10128, nature 2313, opération 04D00148,
- de solliciter de l'Etat, Ministère de la Culture et de la Communication, une subvention au taux de 40% sur le montant hors taxe de l'opération,
- de solliciter du Département et de la Région une subvention au meilleur taux possible,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux

**Publiée le : 30 05 2012**



## PROJET

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

PRÉFECTURE DE LA RÉGION Languedoc-Roussillon

DIRECTION REGIONALE  
DES AFFAIRES CULTURELLES  
CONSERVATION REGIONALE  
DES MONUMENTS HISTORIQUES



Exercice : 2012

Chapitre : .....

**CONVENTION de délégation de maîtrise d'ouvrage**

Entre

**1) l'Etat**, Ministère de la Culture et de la Communication, représenté par le **Préfet de la Région Languedoc-Roussillon**

*d'une part*

et

**2) la Commune de MONTPELLIER**, représentée par Madame le Maire  
propriétaire de l'édifice : Ensemble hébraïque - MONTPELLIER - Hérault  
classé parmi les monuments historiques par arrêté du 05 mai 2004

*d'autre part*

**Vu :** - le Code du Patrimoine, Livre VI, titres 1 et 2  
- le décret n°80.911 du 20 novembre 1980  
- le décret n°87.312 du 5 mai 1987  
- le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret du 18 avril 2003  
- l'arrêté du 5 juin 2003 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'Etat pour des projets d'investissement  
- le décret n°2000-1022 du 17 octobre 2000

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 - OBJET**

Le propriétaire ci-dessus désigné assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération :  
**Ensemble hébraïque - Etude archéologique - Analyse de bâti – Phase 3**

Il s'engage à commander à M. Dominique LARPIN, Architecte en chef des monuments historiques, la mission d'étude préalable selon le programme, conjointement approuvé, par l'Etat et la Commune.

## **PROJET**

### **ARTICLE 2 - COMMANDE DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE**

Le propriétaire établit, signe et notifie la commande de mission de maîtrise d'œuvre, selon le modèle de contrat proposé par la DRAC.

### **ARTICLE 3 - AUTORISATION D'EFFECTUER LES TRAVAUX**

Au stade du projet architectural et technique le projet sera approuvé par l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) et cette approbation vaudra autorisation d'effectuer les travaux conformément à l'article 9 de la loi 31 décembre 1913.

Cependant, aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date à laquelle le dossier de subvention est complet conformément à l'article 15 du décret du 16 décembre 1999.

### **ARTICLE 4 - SUBVENTION DE L'ETAT**

Le montant prévisionnel de la subvention de l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) s'élève à **50 000 €** (CINQUANTE MILLE EUROS) représentant 40,00% du montant hors taxes de l'opération.

Le montant total de l'opération est estimé à **125 000 €** (CENT VINGT CINQ MILLE EUROS) hors taxes soit 149 500 € TTC (CENT QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENT EUROS).

L'engagement financier de l'Etat sera constitué par une décision attributive de subvention (arrêté) établie à cet effet par le Préfet de région.

### **ARTICLE 5 - CONTENU DE LA MISSION**

Les responsabilités du propriétaire, maître d'ouvrage, s'exercent sur les phases suivantes des travaux :

- notification de la commande de la mission de maîtrise d'œuvre à l'Architecte en chef des monuments historiques,
- suivi de l'exécution de la mission,
- transmission à la Direction régionale des affaires culturelles (à l'attention de Monsieur le Conservateur régional des monuments historiques) des éléments justifiant de l'avancement de l'étude (relevés, notice historique, diagnostic sanitaire...)
- paiement de la mission de la maîtrise d'œuvre et des différents contrats lorsqu'il y a des intervenants extérieurs (ex :BET structure, géotechnique, géomètres, sondages...)

### **ARTICLE 6 - PROCEDURE DE DEVOLUTION DES MARCHES**

A) Les règles de passation des marchés des prestataires extérieurs autres que l'architecte en chef des monuments historiques sont celles fixées par le Code des marchés publics (livre I et III).

Les prestataires seront sélectionnées à partir de leurs qualifications et de références récentes rendant de leurs capacités à exécuter les missions prévus dans le cadre de l'étude préalable

L'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) sera invité à participer aux commissions d'ouvertures des plis des appels à candidatures, appel d'offres et consultations sommaires.

## **PROJET**

B) L'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) sera destinataire d'un exemplaire des contrats signés par le propriétaire, maître d'ouvrage.

C) En cas de désaccord entre les intervenants, l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) pourra être saisi afin d'apporter son concours à la désignation des prestataires à consulter.

### **ARTICLE 7 - PHASE EXECUTION DE L'ETUDE**

- Le propriétaire, maître d'ouvrage, informera l'Etat, Direction régionale des affaires culturelles (Conservation régionale des monuments historiques) du calendrier des réunions avec l'architecte.

- L'Etat, Direction régionale des affaires culturelles (Conservation régionale des monuments historiques) sera invité lorsque l'ACMH présentera les différentes étapes de son étude

- Le propriétaire remettra à l'Etat, Direction régionale des affaires culturelles (à l'attention de Monsieur le Conservateur régional des monuments historiques) Quatre exemplaires de l'étude préalable, ainsi qu'un CR ROM produit par l'Architecte.

### **ARTICLE 8 - CONTROLE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME DE L'ETAT**

L'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) et ses agents pourront à tout moment, demander au propriétaire la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

### **ARTICLE 9 - MODIFICATION DU PROGRAMME OU DU PROJET**

Les modifications apportées au projet en cours d'exécution devront recevoir l'accord de l'Etat. Elles feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

### **ARTICLE 10 - CONSTITUTION ET REMUNERATION**

La maîtrise d'œuvre sera assurée par M. Dominique LARPIN, Architecte en chef des monuments historiques et M. Thierry HELLEC, Vérificateur des monuments historiques.

Lorsqu'il est fait appel à un ou plusieurs intervenants extérieurs à la maîtrise d'œuvre, désignés ci-dessus, cette maîtrise d'œuvre particulière fera l'objet d'un ou plusieurs contrats séparés.

Les honoraires dus par le propriétaire à l'Architecte en chef et au Vérificateur des monuments historiques sont calculés selon les modalités prévues par le décret n°87-312 du 5 mai 1987 sur la rémunération des Architectes en chef des monuments historiques et des Vérificateurs, et par son arrêté d'application du 5 juin 1987, et conformément à la commande citée à l'article 2 de la présente convention.

### **ARTICLE 11 - PAIEMENT DE LA SUBVENTION**

Au fur et à mesure de l'avancement physique de la mission, des acomptes pourront être versés sur la subvention, en application des termes de l'arrêté attributif. Les versements s'effectuent sur production par l'Architecte en chef des monuments historiques de la justification de l'avancement de l'étude.

L'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) procédera au versement du solde de la subvention sur présentation :

du certificat de bonne exécution du programme de l'étude, objet de l'arrêté attributif de subvention, établi par l'Architecte en chef des monuments historiques,

## PROJET

Le montant final de la subvention est calculé par application du taux à la dépense réelle plafonnée à la dépense subventionnable prévisionnelle (article 13 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999).

### **ARTICLE 12 - RESILIATION**

En cas de non respect des clauses de la présente convention, et après mise en demeure d'avoir à s'y conformer, l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) peut refuser le versement de tout ou partie de la subvention, ou exiger le reversement total ou partiel de la subvention versée (art.15 du décret du 16 décembre 1999).

Et en particulier, il est rappelé que l'Etat, Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles) ne s'engage à verser la totalité de la subvention que si l'étude réalisée est à tous égards conformes au programme d'étude approuvé - (article 9 de la loi du 31 décembre 1913 et des articles 14 et 16 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999).

Fait à  
Le

Pour Madame le Maire,  
l'adjoint Délégué

Philippe SAUREL

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERTMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Centre d'Art contemporain La Panacée Autorisation de signer l'avenant n° 1 Chauffage, ventilation, climatisation

Monsieur SAUREL rapporte:

Suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise Sud Energie Thermi, par délibération en date du 09 mai 2011, la Ville de Montpellier a attribué le lot 14 – chauffage ventilation climatisation, à l'entreprise Sanithermic pour un montant de 312 600 € HT.

Après la redéfinition des aménagements intérieurs visant à intégrer une salle de documentation, un café/restaurant et des ateliers pédagogiques et à augmenter la capacité de l'auditorium, le bureau de contrôle a demandé une mise à jour du système de désenfumage entraînant certains surcoûts.

Ces surcoûts comprennent notamment :

- L'augmentation de l'étendue des conduits de désenfumage ;
- L'augmentation du nombre de grilles d'amenées d'air en façade.

En parallèle le système de chauffage a pu être optimisé dans la zone café/restaurant ainsi que dans l'auditorium entraînant une moins-value.

Le montant final de l'avenant s'élève à la somme de 24 045,80 € HT, ce qui représente une augmentation de 7,69% par rapport au marché initial et porte son montant de 312 600,00 € H.T.T à 336 645,80 € H.T..

La Commission d'appel d'offre réunie le 24 avril 2012, après étude, a émis un avis favorable sur cet avenant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver l'avenant n°1 au marché de l'entreprise SANITHERMIC, lot Chauffage Ventilation Climatisation, pour un montant de 24 045,80 € HT
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux  
(Hérault)



Publiée le : 30 05 2012

## AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

SANITHERMIC  
*Représenté par Monsieur le Directeur*

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*

LA PANACEE - 14 RUE DE L'ECOLE DE PHARMACIE  
CREATION D'UN CENTRE D'ART ET DE LOGEMENTS ETUDIANT  
RELANCE DU LOT 14 : CHAUFFAGE - CLIMATISATION - VENTILATION

*N° du marché :*  
1M558191

*Notifié le :*  
09 juin 2011

*Montant initial du marché :*  
*Montant HT :* 312 600,00 Euros

---

*Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 24/04/2012*

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants:

- suite à la redéfinition des aménagements intérieurs, le système de chauffage a pu être optimisé (suppression de gaines au profit d'un soufflage en plenum, remplacement des radiateurs par un système de ventilo-convecteurs en faux-plafonds. Cette optimisation a généré une moins-value de 1 370,00 € HT.
- suite à la demande du bureau de contrôle de renforcer l'étendue du système de désenfumage :
  - . l'entreprise a fourni des ouvrants de façade non prévus initialement. Le montant de la plus value est de 9 050,80 € HT.
  - . l'entreprise a réalisé des conduits non prévus initialement. Le montant de la plus value est de 16 365,00 € HT.

### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 24 045,80 € H.T., soit en toutes lettres : vingt quatre mille quarante cinq euros quatre-vingt centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 336 645,80 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 7,69 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A MONTPELLIER le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Michaël DELAFOSSE



### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

Direction Travaux et  
Maintenance Action  
Solidaire  
Administration et  
Comptabilité

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 220

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## ZAC Ovalie - construction de la crèche Joséphine BAKER - autorisation de signer l'avenant n° 1 au marché de travaux - lot n° 7

Madame PRUNIER rapporte:

Par délibération du 27 juillet 2009, la Ville de Montpellier a programmé l'aménagement de la crèche Joséphine BAKER dans des locaux achetés en VEFA (Vente en Etat de Futur Achèvement) pour répondre aux besoins des habitants du nouveau quartier Ovalie.

Pour réaliser ces travaux sur une durée de 7 mois, des marchés de travaux allotés à procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des marchés publics et comportant 12 lots ont été lancés le 20 août 2010.

Par délibération n° 2010 / 487 du 8 novembre 2010, le Conseil Municipal a décidé d'attribuer à la société HERVE THERMIQUE le lot n° 7 « Plomberie » pour un montant de 60 272,03 € HT.

Les nouvelles exigences du Plan Maîtrise Sanitaire imposent certaines adaptations :

- Amélioration des siphons de sol ;
- Amélioration des meubles inox de la cuisine ;
- Mise en place de vannes de sectionnement EF et EC.

Le surcoût engendré s'élève à 3 753,10 € HT, soit une augmentation du montant du marché de 6,23 %.

Le 3 avril 2012, la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la passation d'un avenant n° 1 permettant d'augmenter le marché en question du montant indiqué ci-dessus, ce qui le porte à 64 025,13 € H.T.

**Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offre du 03/04/2012, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'accepter l'avenant au marché pour l'entreprise HERVE THERMIQUE
- d'imputer la dépense correspondante sur le budget 2012 : section investissement – fonction 9064 – nature 2313 – programme 10314 – opération 06D02899
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire



Hélène Mandroux

## AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

HERVE THERMIQUE  
*Représenté par Monsieur le Directeur*

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
CRECHE JOSEPHINE BAKER - CREATION  
Plomberie

*N° du marché :*  
0M80326G

*Notifié le :*  
20 janvier 2011

*Montant initial du marché :*  
*Montant HT :* 60 272,03 Euros

---

*Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 03/04/2012.*

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : adaptation aux nouvelles exigences du Plan Maîtrise Sanitaire avec :

- amélioration des siphons de sol
- amélioration des meubles inox de la cuisine
- mise en place de vannes de sectionnement EF et EC

### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 3 753,10 € H.T., soit en toutes lettres : trois mille sept cent cinquante trois euros dix centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 64 025,13 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 6,23 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangé

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Françoise PRUNIER

**E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... Je

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 221

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2012

Monsieur GELY rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier a développé un partenariat actif avec les associations œuvrant pour le développement social en faveur des habitants des quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), géré par le GIP-DSUA.

Pour rappel, les grands axes prioritaires d'intervention du CUCS sont :

- l'accès à l'emploi et le développement économique,
- l'éducation et la scolarité,
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance,
- l'habitat et le cadre de vie,
- l'accès à la prévention et aux soins.

En juillet 2009, le Conseil d'Administration du GIP-DSUA a décidé d'engager une démarche d'élaboration de projets territoriaux de cohésion sociale sur 3 secteurs (Mosson, Centre et Cévennes) qui vise à remettre la dimension « projet » au cœur de la démarche contractuelle et donc à privilégier une réflexion davantage territoriale que thématique.

Pour chacun des territoires visés, des leviers d'intervention prioritaires ont été identifiés. Par exemple pour le territoire des Cévennes, il s'agit de favoriser la maîtrise de la langue française, de redonner du sens à l'école et favoriser la réussite scolaire, d'améliorer les conditions de fonctionnement du commerce et de l'artisanat, de bâtir un cadre de vie par une gestion urbaine de proximité et de développer l'attractivité du territoire.

En novembre 2011, le GIP-DSUA a lancé un appel à projets pour la mise en œuvre d'actions complémentaires au droit commun sur l'ensemble des territoires CUCS au titre de l'année 2012. Pour les territoires Mosson,

Centre et Cévennes, il a été demandé aux associations d'inscrire prioritairement leurs propositions dans les leviers d'intervention repérés au sein des projets territoriaux de cohésion sociale.

La présente délibération concerne l'affectation de subventions, pour un montant total de 19 750 €, aux collèges ayant sollicité le soutien financier de la Ville pour mettre en œuvre des actions définies comme prioritaires dans le cadre du CUCS.

Type subvention	n° asso	Sigle organisme	Intitulé projet	Ville proposé
<b>Financements Cohésion Sociale</b>				
M	1690	Collège Fontcarrade	Ecole des parents du collège Fontcarrade	500
LDC 21498 / Chap 925				<b>TOTAL 500</b>
<b>Financements Réussite éducative</b>				
Type subvention	n° asso	Sigle organisme	Intitulé projet	Ville proposé
M	1329	Collège Escholiers de la Mosson	Accompagner les familles dans la scolarité de leurs enfants	2 000
M	3036	Collège Gérard Philipe	De l'école aux quartiers	8 00
M	3036	Collège Gérard Philipe	Choeurs d'enfants - Culture et excellence	1 000
M	1424	Collège Las Cazes	Apprendre la règle par la connaissance des Institutions	2 000
M	1424	Collège Las Cazes	Tous en scène	3 000
M	1424	Collège Las Cazes	CLER (Classe Lecture Ecriture Renforcée)	4 000
M	1424	Collège Las Cazes	Imagin'art... L'imaginaire des parents du réseau Las Cazes se réveille et se montre !	2 050
M	3125	Collège les Garrigues	Vers une communauté d'apprentissage : parents/élèves/enseignants	1 500
M	3125	Collège les Garrigues	Impulser l'ambition scolaire de la maternelle à l'université	1 500
M	5454	Collège Rimbaud	Associer les parents aux actions d'éducation et de scolarité	1 400
LDC 1495 / Chap 922				<b>TOTAL 19 250</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

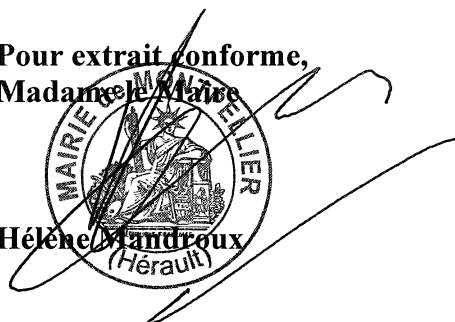
- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574, pour un montant total de 19 250 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types années à la présente subvention ;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

**Hélène Mandroux  
(Hérault)**

**Publiée le : 30 05 2012**





## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Attribution de subventions Associations à thématique Sports Exercice 2012

Monsieur MAILHE rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir les initiatives des associations qui contribuent au “mieux vivre ensemble” et participant au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire.

L'engouement et l'énergie des associations sportives contribuent largement à cette démarche. Aussi afin de soutenir le développement de cette culture d'excellence sportive, il est proposé d'apporter une aide financière aux associations qui en font la demande et qui concourent à un intérêt général et local.

*L'Association Socio Culturelle Jeunes Sportifs de Montpellier* développe des actions culturelles et sportives afin de lutter contre la délinquance et le désœuvrement des jeunes.

Il est proposé une subvention de 1 000 €.

*L'association Conti Bureau Culturel* réseau de solidarité internationale, dans la continuité de rencontres organisées à la Maison Pour Tous Rosa Lee Park dans le cadre de rencontres autour de cultures étrangères, souhaite tisser des liens par le Judo, avec des clubs montpelliérains, en direction de Madagascar.

En effet, dans le cadre de l'organisation des Championnats de France de Judo à Montpellier en novembre 2012, l'association souhaite envoyer dans la banlieue de Tana, des tatamis offerts par la Fédération Française de Judo, afin de créer un Espace d'Education Judo Loisirs, qui sera un élément moteur pour le dynamisme sportif et culturel de cette région.

Il est proposé une subvention de 3 000 €.

*L'association A.K.Sport* intervient sur le quartier Hauts de Massane, dans le domaine de l'insertion sociale en utilisant les activités sportives comme instrument pédagogique et support privilégié.

Elle est structurée autour de trois axes de travail : les sports de combat pour le respect du partenaire, la randonnée pédestre pour le respect de la flore ou de la faune, la musculation et l'haltérophilie pour l'estime de soi.

Il est proposé une subvention de 8 000 €.

N°Asso	Association	Nature	Montant
95	Association Socio Culturelle Jeunes Sportifs de Montpellier	F	1 000 €
1958	Conti Bureau Culturel	M	3 000 €
5400	A.K. Sport	F	8 000 €
		Total	12 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776 nature 6574, chapitre 924

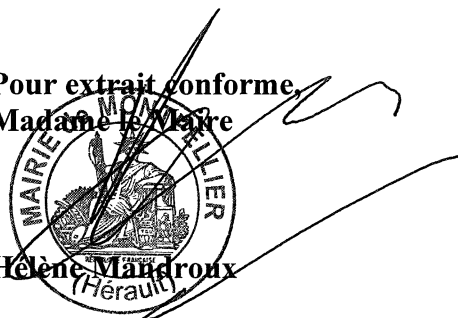
**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de :**

- Décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ce sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 , pour un montant total de 12 000 €.
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions type annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer ces conventions et tout autre document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux



**Publiée le : 30 05 2012**

Nom et code de la structure : XXXX  
Intitulé du projet : XXXX  
Montant attribué : XXXXX €  
Thématique : XXXX



## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

### **Entre :**

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

### **D'une part,**

### **Et :**

La structure bénéficiaire XXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

### **D'autre part,**

### **Il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Objet**

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

La structure bénéficiaire XXXXXa sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire .....contribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

#### **Article 2 : Subvention**

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de XXXXeuros.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2011 ;

\* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

## Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

## Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

## Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom et code de la structure : XXXX  
Nature de la subvention : XXXXXX  
Intitulé du projet : XXXX  
Montant attribué : XXXXX €  
Thématique : XXXX

## Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion  
Mairie de Montpellier  
1, place George Frêche  
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention deXXXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal duXXXXXXXXXconformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom et code de la structure : XXXX  
Montant attribué : XXXXX €  
Thématique : XXXX



## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

### **Entre :**

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

### **D'une part,**

### **Et :**

La structure bénéficiaire XXXXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e)  
par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

### **D'autre part,**

### **Il a été convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 : Objet**

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

La structure bénéficiaire XXXXXXXX a sollicité une subvention de ..... euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire ..... contribuent au développement de sa politique en matière de ..... et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

#### **Article 2 : Subvention**

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXXX une subvention d'un montant de XXXXXXeuros.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

\* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet



indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

#### **Article 6 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **Article 7 : Informations complémentaires éventuelles**

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

#### **Article 8 : Durée**

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

#### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le  
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

#### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous pour l'Office Public d'Habitat ACM

Madame BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier accueillent chaque année des réunions d'information et de concertation pour les partenaires institutionnels de la Ville de Montpellier.

Le code général de propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux personnes publiques qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur le prêt de salles à titre gratuit au sein des Maisons pour tous à l'Office Public d'Habitat ACM, pour l'organisation de ses réunions d'information et de concertation auprès de ses locataires.

Cette gratuité se justifie par le caractère d'intérêt général de l'activité de l'OPH ACM et de l'objet des réunions organisées.

### En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la signature avec l'OPH ACM de la convention nécessaire selon les modèles approuvés lors de la séance du conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire



Hélène Mandroux

Publiée le : 30 05 2012



CONVENTION D'OCCUPATION PONCTUELLE DU DOMAINE PUBLIC  
DE LA VILLE DE MONTPELLIER PAR L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT  
ACM  
AYANT POUR OBJET L'INFORMATION DES MONTPELLIERAINS  
A TITRE GRATUIT

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Montpellier représentée par Madame Sophie BONIFACE-PASCAL, dûment habilitée par arrêté de Madame le Maire n°2011/2186/T/R, en date du 5 septembre 2011.

Et

Monsieur Louis POUGET .....  
Président de l'Office Public de l'Habitat ACM: .....  
Dont le siège est situé au 407 rue du Professeur Antonelli 34070 Montpellier .....  
.....  
Téléphone : 04 99 52 75 00 .....  
N° de Fax : .....

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT

**Article 1 : Objet de l'autorisation**

La Régie des Maisons pour tous accepte de mettre à la disposition d'A.C.M. des salles dans les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier pour des réunions de locataires ou inhérentes à ses services.

La localisation des salles appartenant au domaine public communal, ainsi que les jours et horaires de mise à disposition seront convenu entre la Maison pour tous et ACM.

L'engagement de la Ville de Montpellier s'attache à la nécessaire information des Montpelliérains sur toute question relevant des services d'ACM et intéressant leurs locataires habitant la commune.

**Article 2 : Nature juridique**

L'occupation consentie est régie par les articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques à l'exclusion de toute autre législation.

**Article 3 : Conditions générales d'occupation**

Le Président d'ACM pourra désigner un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié de la Direction de l'Action Territoriale, ou DAT, service chargé de la gestion de ce dossier.

ACM s'engagera à respecter les plages horaires d'utilisation qui lui sont attribuées. En cas de non utilisation réitérée du local aux heures précitées, la Ville se réserve le droit de disposer de ces créneaux horaires.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant la remise des clefs, et l'association devra rendre le local ou l'équipement en l'état initial. (Document annexé à la présente convention).

L'association veillera à une bonne utilisation de l'équipement de la part de ses services et usagers et en contrôlera les accès.

Elle utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, elle ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à

disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

ACM s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

ACM ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, ACM devra laisser les lieux en bon état.

Si ACM souhaite utiliser l'équipement ou le local pour une manifestation spécifique ou pendant des horaires particuliers, une demande d'autorisation sera formulée par écrit auprès de la DAT au moins 30 jours à l'avance.

L'utilisation des locaux internes aux Maisons pour tous pendant les vacances scolaires fera l'objet d'une demande dans les mêmes délais que ci-dessus.

Il est précisé qu'en aucun cas ACM ne pourra changer les serrures des locaux sans l'accord express et préalable de la Ville.

La Ville se réserve le droit de rendre les locaux indisponibles en cas de manifestation exceptionnelle, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou en cas de fermeture nécessaire. La Ville s'engage à avertir dans ces cas là ACM au préalable et dans un délai raisonnable.

#### **Article 4 : Destination des lieux**

ACM s'engage à utiliser les lieux uniquement pour des activités conformes à son objet social ou sa demande initiale. Il devra se conformer rigoureusement pour l'exercice de ses activités aux lois, règlements, prescriptions administratives et plus particulièrement en matière de sécurité, ainsi qu'aux contraintes spécifiques des activités pratiquées.

#### **Article 5 : Redevance**

Considérant l'intérêt général attaché à l'activité de l'association, la ville consent l'occupation de son domaine public à titre gratuit en application de l'article L 2125-1 du code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Cette occupation du Domaine Public à titre gratuit est considérée comme une subvention en nature équivalente conformément à la délibération du Conseil Municipal en date du lundi 25 juillet 2011.

d'un montant de : ..... (.....heures à .....€ de l'heure)

Ce montant devra être inscrit dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Toutefois, une caution est fixée à 150 € est demandée : chèque à libeller à l'ordre du Trésor Public et remis lors de la signature du contrat, pour l'utilisation des locaux au sein des Maisons pour tous et la Maison de la Démocratie.

#### **Article 6 : Droits d'auteurs**

L'utilisation par le preneur de supports enregistrés ou la diffusion de spectacles vivants utilisant des œuvres protégées dans le domaine musical ou littéraire et inscrites au répertoire de la SACEM, Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique : 266 Place Ernest Garnier, 34070 Montpellier, tél : 04 99 74 21 70, ou inscrites au répertoire de la SACD, Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques, 9 rue Ballu, 75009 Paris, tél : 01 40 23 44 55, doivent être obligatoirement déclarés auprès des organismes précités.

Les droits d'auteurs en découlant éventuellement doivent donc avoir été impérativement acquittés.

#### **Article 7 : Cotisations sociales**

Si ACM emploie du personnel, il devra s'affilier aux divers régimes obligatoires d'assurance maladie, vieillesse, accidents, prévoyance, ou GUSO, (Guichet Unique pour Spectacles occasionnels), pour les artistes, les musiciens et compléter le cadre ci-dessous.

Le non respect de cet article entrainera la résiliation pure et simple de cette convention.

Je soussigné(e), M Louis POUGET, Président de l'Office Public de l'Habitat ACM certifie sur l'honneur que ACM : .....

- Satisfait aux obligations légales et réglementaires liées à l'emploi de salarié(s) dans le cadre de ses activités.
- Paiera les contributions personnelles, mobilières, taxes professionnelles et autres cotisations de toute nature, le concernant personnellement et relatives à ses activités.

Joindre votre n° de Siret : .....

Joindre une attestation sociale à jour, en date du : .....

OU

- N'emploie pas de salarié(s) et m'engage à solliciter des personnes uniquement à titre bénévole ou des intervenants salariés d'un autre organisme

#### **Article 8 : Consignes d'utilisation**

La Ville s'engage à contrôler régulièrement le mode d'utilisation des locaux notamment au regard des consignes d'utilisation spécifiques à ces derniers.

Ce règlement sera consultable sur place par voie d'affichage.

#### **Article 9 : Responsabilité et encadrement**

Les utilisateurs des locaux sont placés sous la responsabilité des membres de l'Office Public de l'Habitat.

Par ailleurs, des membres de l'encadrement devront être présents en nombre suffisant du début à la fin des plages horaires attribuées par la Ville.

#### **Article 10 : Assurances et renonciation à recours**

L'occupant doit obligatoirement souscrire une police d'assurances multirisques et en responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tout dommage pouvant être causés du fait de son occupation, y compris ceux causés aux tiers.

L'occupant devra également assurer ses biens propres.

L'attestation d'assurance devra être fournie au plus tard le jour de la signature de la convention.

L'occupant ainsi que son assureur renoncent à tout recours contre la Ville s'agissant des conséquences pécuniaires pouvant découler de tout incident.

Nom de la compagnie d'assurance : .....

Adresse : .....

Police n° : ..... Souscrite le : .....

#### **Article 14 Sous location-Cession**

En aucun cas l'association ne pourra sous louer, prêter ou même céder les installations mise à disposition par la Ville.

#### **Article 15 : Avenant**

Toute modification substantielle intervenant dans l'application de cette convention devra faire l'objet d'un avenant.

#### **Article 16 : Durée**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012.

#### **Article 17 : Résiliation**

En cas de non respect par ACM des dispositions de la présente convention, la convention sera résiliée sans aucune indemnisation, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans réponse dans un délai de deux semaines, notamment dans les cas suivants :

- non respect de la vocation des installations

- non respect de l'objet de la demande initiale
- non respect des règlements d'utilisation par les utilisateurs
- non respect des plannings d'utilisation déterminés par l'autorité municipale
- en cas de force majeure ou pour des motifs tenant à l'intérêt général ou à l'ordre public

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés à la DAT dès la résiliation. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligent à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

En outre, et dans ces cas de non respect, la Ville se réserve le droit de ne pas donner suite à toute demande ultérieure de la même association.

La convention sera enfin résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association.

#### **Article 18 : Procédure d'urgence**

En cas d'évènement grave, et lorsque le personnel municipal n'est pas présent, contacter les pompiers : n° de tél : 18, qui assureront le relais avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville.

#### **Article 19 : Compétence juridictionnelle**

Dans le cas où un litige interviendrait, lors de l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord à l'amiable, dans le délai de 15 jours après le délai de mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier, instance compétente en la matière.

Fait à Montpellier, le

**Signature du Président**

Précédée de la mention : Lu et approuvé

.....

**Pour Madame le Maire**

**Madame Sophie BONIFACE-PASCAL,  
Adjointe au Maire, déléguée aux Maisons pour tous  
et à la vie associative**

.....

**3 PJ :** Etat des lieux  
Attestation d'Assurance  
Chèque de caution

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Mandat spécial

### Présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages

Monsieur TOUCHON rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages, et accord d'amitié et l'adhésion à différents réseaux de coopération décentralisée.

L'action internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier.

#### ➤ Mission à Rio de Janeiro :

La Ville de Montpellier sera présente à Rio de Janeiro au travers d'une délégation emmenée par Madame le Maire et composée de Mme Perla DANAN, Adjointe au Maire déléguée aux Relations Internationales et M. Jacques TOUCHON, Adjoint délégué à la Prévention, Environnement, Santé et Biodiversité se rendront à RIO de Janeiro entre le 18 et 24 juin 2012 afin de participer au Sommet de la Terre Rio+20 et de signer un accord de coopération avec la Municipalité de Rio.

#### - Participation au Sommet de la Terre Rio+20 :

L'engagement opérationnel de la Ville de Montpellier, capitale française et européenne de la biodiversité en 2011, fondatrice du réseau méditerranéen des villes de biodiversité créé en janvier 2012 à Montpellier, membre du Comité 21 français et du Club Rio+20, et son engagement au sein de la Convention sur la Biodiversité Biologique (CBD) et de l'ICLEI, officiellement présents à Rio de Janeiro, ont incité les organisateurs à solliciter une intervention de Madame le Maire lors du débat : « Gouverner et gérer les Villes de demain ».

#### - Le Conseil Municipal de Rio de Janeiro a délibéré par la loi 5241 du 11 janvier 2011 la conclusion d'un accord de jumelage avec la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier, qui a une longue tradition d'ouverture internationale de dialogue et d'accueil à travers sa diversité culturelle a développé une politique de coopération décentralisée notamment par la conclusion de neuf accords de jumelages et d'amitié et l'adhésion à des réseaux internationaux thématiques. Ces accords se traduisent par des programmes d'échanges concrets dans des domaines d'intérêts convergents propres à chaque ville partenaire.

La conclusion de l'accord de jumelage avec la ville de Rio de Janeiro, 26ème plus grande ville du monde, est une opportunité pour Montpellier d'asseoir son rayonnement international. Le Brésil, dont Rio est la 2<sup>ème</sup> ville, est un des cinq pays de l'ABRIC (Afrique du Sud, Brésil, Russie, Indochine) considérés comme les grandes puissances émergentes et dont la place dans l'économie mondiale croît fortement.

L'accord de jumelage a pour objectif de développer des échanges dans les domaines de la réussite éducative, du tourisme, de la santé, de l'économie et du commerce, ainsi que des projets en matière de biodiversité, de culture et de culture scientifique, de la jeunesse et du sport.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser le principe du déplacement de Madame Le Maire, Mme DANAN, Adjointe au Maire Déléguée aux Relations Internationales et M. TOUCHON, Adjoint Délégué à la Prévention, Environnement, Santé et Biodiversité à RIO de Janeiro entre le 18 et 24 juin 2012 ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées invitées par Madame le Maire;
- D'autoriser, Madame Le Maire, Mme DANAN, M. TOUCHON, à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- D'autoriser Madame Le Maire à signer une convention de jumelage avec la Ville de Rio de Janeiro et à prendre tous les actes relatifs à cette opération.
- D'autoriser Madame Le Maire à désigner les membres de la délégation qu'elle conduira.
- D'imputer les dépenses inhérentes à ces déplacements sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920)

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux

**Publiée le : 30 05 2012**



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## MISE A DISPOSITION DE LOCAUX A L'ESPACE JACQUES PREMIER D'ARAGON

Monsieur TSITSONIS rapporte :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations développant des projets en lien avec les jumelages existants et de nature internationale, en général. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Les associations locataires de bureaux à l'Espace Jacques Premier d'Aragon, voient leurs conventions arriver à échéance en ce début d'année 2012. Après avoir rencontré les associations une et une afin de dresser un bilan des quatre années écoulées, la Ville de Montpellier souhaite, pour une durée de deux ans, d'une part, maintenir ces locations aux associations présentes en réorganisant les bureaux, pour une meilleure optimisation de l'espace et d'autre part, intégrer deux nouvelles associations (Théavida et Hispanothèque) dont l'objet correspond à la destination initiale des lieux.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Casa Amadis	Espace Jacques Premier d'Aragon,	9191 €	35 €	9156 €

Colonia Espagnola	premier étage, 117 rue des Etats Généraux, 34000 Montpellier	4004 €	35 €	3969 €
Iberia Cultura		4004 €	35 €	3969 €
Casa de España		4004 €	35 €	3969 €
Amigos de Europa		3861 €	35 €	3826 €
Amitiés Franco-colombiennes	Espace Jacques Premier d'Aragon, premier étage, 117 rue des Etats Généraux, 34000 Montpellier	4147 €	35 €	4112 €
Montpellier Cuba Solidarité		4147 €	35 €	4112 €
Senzala		2382,90 €	35 €	2347,90 €
Conseil des Résidents Espagnols		3861 €	35 €	3826 €
Théavida		1911 €	35 €	1876 €
Hispanothèque		3679 €	35 €	3644€

**Il est donc proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver les conventions de mise à disposition en annexe ;
- D'autoriser Mme le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour être fait conforme,  
Madame le Maire  
  
Hélène Mandroux

**Publiée le : 30 05 2012**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 226

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Don à la Municipalité de Bethléem au titre de la publication d'un ouvrage historique sur la ville

M. Saurel rapporte :

Les Villes de Montpellier et de Bethléem, villes millénaires et riches d'un patrimoine historique fort, ont signé le 16 mars 2012 un accord de coopération fondé sur des principes de tolérance, de dialogue entre les peuples et sur des axes de coopération dans les domaines de la culture, de la santé, du tourisme et du sport.

Depuis deux ans, la Municipalité de Bethléem, en collaboration avec le chercheur et historien Khalil SHOKEH, recueille un nombre important de documents, de manuscrits historiques, de littérature ancienne afin de réaliser le premier ouvrage historique sur « L'histoire de Bethléem et de la Municipalité de 1880 à 1960 ».

Cet ouvrage retrace l'histoire de la Municipalité de Bethléem au cours de la période Ottomane, du Mandat Britannique et de l'Etat Jordanien ainsi que les conditions de développement politique, social et économique de la population de la ville et les conditions de travail des conseillers municipaux. Il se compose de textes et de photos d'époque très rare.

M. Victor BATARSEH, Maire de Bethléem, a fait appel à l'ensemble de ses villes jumelles afin de mobiliser des fonds qui serviront à publier cet ouvrage en 2000 exemplaires.

Afin d'aider la Municipalité de Bethléem à éditer cet ouvrage historique, la Ville de Montpellier, fidèle à sa tradition de pôle de recherche, propose d'octroyer un don de 1000 euros à la Municipalité de Bethléem.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'octroyer un don de 1000 euros à la Municipalité de Bethléem
- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget de la Ville (chapitre 920)

- D'autoriser Madame le Maire, ou l'adjoint à signer tous les documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

**Hélène Mandroux**

**Publiée le : 30 05 2012**

**Direction Aménagement  
Programmation**  
Planification - Urbanisation  
nouvelle

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**  
n° 2012 / 227



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## ZAC Port Marianne - Parc Marianne Agrément de candidature SCP Granier, Bonnary, Fournier-Montgieux, Claron et Daudet Notaires associés (Lot 10)

M. Delafosse rapporte :

Conformément aux grandes orientations de la politique urbaine définie par la Ville, la réalisation du quartier Port Marianne – Parc Marianne participe au rééquilibrage géographique de l'espace bâti vers l'est du territoire communal.

Plus particulièrement les objectifs de cette opération sont :

- de permettre la construction de logements collectifs et de bureaux tirant partie de leur situation privilégiée vis-à-vis des lignes 1 et 3 de tramway et du parc public Georges Charpak ;
- d'accueillir des équipements publics importants à l'échelle de toute la ville ;
- et d'affirmer la vocation de centralité à l'échelle de toute l'agglomération des espaces majeurs que constituent la place Ernest Granier, la future place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand requalifiée (2012).

La concession d'aménagement, signée entre la Ville et la Société d'Equipement de Région Montpelliéraine (SERM) le 14 septembre 2005, approuvée par la délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, prévoit dans son article 12 alinéa 2 l'agrément par la Ville des candidatures des attributaires sur proposition de la SERM.

En vertu de cet article, la candidature suivante est soumise pour agrément concernant la réalisation d'un programme de bureaux à vocation principale d'office notarial et un rez-de chaussée à usage commercial (le cas échéant) sur le lot 10 de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne Extension, situé à l'angle de l'avenue Raymond Dugrand et de la rue Ray Charles.

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de la SCP Granier, Bonnary, Fournier-Montgieux, Claron et Daudet (Notaires associés) en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

SCP Granier, Bonnary, Fournier-Montgieux, Claron et Daudet  
Notaires associés  
23 bis rue Maguelone  
34000 Montpellier

- Localisation :

Lot 10  
ZAC Port Marianne – Parc Marianne

- Parcelles cadastrées :

Section SB n°33p et 34p, d'une superficie totale de 448 m<sup>2</sup>

- Nature du projet :

Bureaux à vocation principale d'office notarial  
Rez-de-chaussée à usage commercial, le cas échéant

- SHON maximale :

Surface envisagée : 1515 m<sup>2</sup>

Surface maximale constructible : 1650 m<sup>2</sup>

La SERM précise que la candidature de la SCP Granier, Bonnary, Fournier-Montgieux, Claron et Daudet (Notaires associés) prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

**En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :**

- d'approuver la candidature de la SCP Granier, Bonnary, Fournier-Montgieux, Claron et Daudet (Notaires associés) en vue de la réalisation d'un programme de bureaux à vocation principale d'office notarial et un rez-de chaussée à usage commercial (le cas échéant) sur le lot 10 de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux





## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Transformation des zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et mise à l'étude d'une 4ème AVAP sur les faubourgs Boutonnet - Beaux Arts

M. Delafosse rapporte :

En application de la loi portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II, du 12 juillet 2010, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) doivent être remplacées dans un délai de 5 ans par des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP). La procédure prévue pour opérer la transformation des ZPPAUP en AVAP est une procédure de création / révision.

Les ZPPAUP qui n'auront pas été reconfigurées en AVAP d'ici le 13 juillet 2015 seront caduques et les périmètres de protection autour des monuments historiques à nouveau en vigueur.

L'objectif de ce nouveau dispositif est de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable en incluant un volet environnemental au dispositif précédent.

La décision de procéder à la création ou à la révision d'une AVAP relève de la Commune. Le suivi de l'étude est mené par la Commune en partenariat avec l'architecte des Bâtiments de France.

A l'occasion de cette procédure de création / révision, il est proposé d'ajuster et de compléter les trois ZPPAUP existantes créées en 2006 :

- Sud gares – Méditerranée,
- Gambetta – Clemenceau – Figuerolles,
- Avenue de Lodève – Château de la Piscine.

Il s'agit notamment de :

- ré-examiner les périmètres afin de les étendre si nécessaire aux rues contiguës dont les bâtiments ont un intérêt,
- vérifier la classification des bâtiments telle que reportée sur les plans et la corriger si nécessaire,

- compléter, confirmer ou infirmer les espaces verts, parcs ou jardins, ainsi que les alignements d'arbres à protéger.
- harmoniser le règlement et le plan de la ZPPAUP Avenue de Lodève – Château de la Piscine avec ceux des autres AVAP.

Enfin, il est proposé d'étudier la création d'une 4<sup>ème</sup> AVAP sur les quartiers Boutonnet - Beaux arts afin de doter l'ensemble des faubourgs d'un règlement visant la préservation et la mise en valeur du patrimoine, du cadre de vie et des caractéristiques spécifiques à ces quartiers de faubourgs.

Le périmètre d'étude de cette nouvelle AVAP se situe en limite du secteur sauvegardé au sud et se limite à l'avenue Charles Flahault à l'ouest, à la rue Henri Dunant et à la route de Mende au nord et se poursuivra jusqu'à l'avenue Saint Lazare.

Le périmètre de l'AVAP Boutonnet - Beaux arts sera arrêté à l'issue de l'étude.

Les études seront confiées, à l'issue d'une consultation, à une équipe pluridisciplinaire constituée obligatoirement d'un ou plusieurs architectes compétents en matière de patrimoine historique et éventuellement de paysagistes.

Le nouveau dispositif prévoit qu'une instance locale consultative suive ces études.

Lorsqu'il existe un secteur sauvegardé comme c'est le cas à Montpellier, la Commission locale du secteur sauvegardé (CLSS) peut, sur décision du Préfet avec accord du Maire en faire office.

Au moins deux réunions publiques seront organisées, par AVAP, au cours des études.

Les projets d'AVAP seront soumis à enquête publique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- **d'approuver le lancement de cette étude sur les secteurs pré-cités, pour la transformation des trois ZPPAUP en AVAP et la mise à l'étude d'une AVAP sur les quartiers Boutonnet - Beaux arts,**
- **de dire que les dépenses liées à cette opération seront imputées sur le budget de la Ville CRB 28500, nature 617,**
- **d'approuver le principe d'élargissement de la commission locale du secteur sauvegardé aux AVAP,**
- **de solliciter de l'Etat, ministère de la culture et de la communication, du Département et de la Région, des subventions aux meilleurs taux possibles,**
- **d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.**

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
 Madame le Maire  
 Hélène Mandroux



**Publiée le : 30 05 2012**



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Montpellier Grand Cœur Attribution de subventions pour travaux d'intérêt architectural

M. Delafosse rapporte :

En décembre 2010, le Conseil municipal a voté la mise en place d'un dispositif de subventionnement afin de participer au financement du surcoût engendré dans le cas de découvertes fortuites ou de travaux lourds de restitution ou de restauration sur les chantiers situés en secteurs protégés.

Dans ce cadre, la Ville peut subventionner des travaux en complément de subventions allouées par la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC). La participation de la Ville sera au maximum égale à celle de la DRAC.

La commission d'attribution des subventions s'est réunie le 22 mars 2012 en présence des représentants de la conservatrice régionale des monuments historiques et du conservateur régional de l'archéologie, de l'architecte des Bâtiments de France, de l'Adjoint délégué à l'urbanisme et à l'aménagement durable, du directeur de la mission Grand Cœur et de la chef du service patrimoine historique de la mission Grand Cœur.

Il est proposé de subventionner deux chantiers situés dans le secteur sauvegardé :

### 1, rue Joubert

Une subvention a été sollicitée par le cabinet Jay, syndic de copropriété, dans le cadre de travaux de restauration de façades et de couvertures. Les travaux sont réalisés dans le respect des savoir-faire et des techniques traditionnelles (coût de 119 000 € HT).

En raison de la complexité de la façade, un relevé archéologique de la façade a été prescrit par l'Etat. Cette étude a été réalisée par l'INRAP et financée par l'Etat en totalité à hauteur de 10 000 €.

Il est proposé de verser une subvention de 5 000 €.

### 4, rue des Trésoriers de la Bourse

Une subvention a été sollicitée par Foncia Domitia, syndic de copropriété, dans le cadre de travaux de restauration de la façade sur la rue du bras de fer et des couvertures attenantes.

Dans le cadre de ce chantier, les menuiseries XVIIIe seront restaurées et non pas remplacées comme c'est souvent le cas même en secteur sauvegardé. Il convient donc de valoriser ce type d'intervention.

S'agissant d'un monument historique classé, la DRAC subventionne les travaux à hauteur de 40%. Le coût d'intervention sur les menuiseries s'élève à 49 000 € TTC.

Il est proposé de verser une subvention de 5 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant de 5 000 € pour chacun des deux immeubles,
- de dire que la dépense liée à cette opération sera imputée sur le budget de la Ville CRB 28500, programme 10528, opération 09D05127, nature 20422,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

**Hélène Mandroux**

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOLI, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

M. Delafosse rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009 et du 13 décembre 2010.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Congrégation Sœurs Saint Joseph, 22 bis rue du Carré du Roi	11.354,57 €
SDC 40 rue Adam de Craponne, BILAN PATRIMOINE (plafond de la subvention)	12.088,00 €
M. Joseph LE BLANC, 7 rue Pierre Fermaud (plafond de la subvention)	1.080,00 €
Mme Roselyne FORT, 26 rue Dessalle Possel (plafond de la subvention)	2.900,00 €
M. Guy DELISLE, 15 avenue de Lodève (50 % de la subvention plafonnée)	1.120,00 €
M. ou Mme J. Michel GERAUD, 17 rue Bazille Balard (solde de la subvention)	995,39 €
Syndicat de copropriété du 10 rue A. Bruyas chez M. BRIDIER (solde de la subvention plafonnée)	900,00 €
<b>Total</b>	<b>30.437,96 €</b>

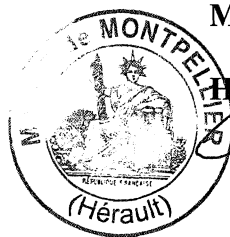
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 30.437,96 € correspondant aux 7 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),

- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



**Pour extrait conforme**  
**Madame le Maire**

**Hélène Mandroux**



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Domaine de la Pompignane rue de Salaison Parcelles RR 57p et RR 33 Cession à la Communauté d'agglomération de Montpellier

M. Delafosse rapporte :

Dans le cadre d'une étude sur l'aménagement du quartier de la Pompignane dans sa partie comprise entre la rue de Pinville, la rue de Salaison et la rue de la Vieille Poste, la Ville envisage la valorisation de son patrimoine foncier.

Dans ce secteur, la Ville est propriétaire du Domaine de la Pompignane situé rue de Salaison et cadastré RR 57p et RR 33, représentant une superficie foncière d'environ 18.277 m<sup>2</sup>.

Ce domaine est composé :

- d'une maison de maître d'une superficie d'environ 600 m<sup>2</sup> (ancien Mas de la Lande datant du XVIIIème siècle) lié à un espace boisé classé très arboré d'une superficie de 4.670 m<sup>2</sup>
- d'un ancien chai d'une superficie d'environ 384 m<sup>2</sup>
- de la maison et la loge du gardien d'une superficie d'environ 90 m<sup>2</sup>
- le solde du terrain est affecté à l'usage de parking et d'espaces verts.

Ce bien était utilisé comme espace municipal de réception. Cependant, la Ville, disposant d'autres lieux de réception, envisage la cession de ce domaine. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est intéressée par l'acquisition de ce bien afin de valoriser ce patrimoine.

Le parc du Domaine, espace boisé classé au plan local d'urbanisme, sera préservé par l'acquéreur et ouvert au public, la parcelle cadastrée RR 33 étant destinée à la réalisation de l'accès au parc et à la création d'emplacements de stationnement.

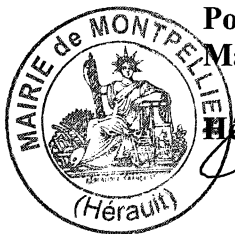
Conformément à l'estimation des services fiscaux, cette propriété sera cédée pour un montant de 2.000.000 €.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation du Domaine de la Pompignane,
- de prononcer son déclassement du domaine public communal,
- d'autoriser la cession à la Communauté d'Agglomération de Montpellier dudit Domaine, cadastré RR 57p et RR 33, représentant une superficie d'environ 18.277 m<sup>2</sup>, au prix de 2.000.000 €, avec la condition que le parc du domaine, espace boisé classé au plan local d'urbanisme, soit géré par l'acquéreur et ouvert au public dans les conditions d'ouverture habituelles des parcs publics de la ville, dès que les conditions d'accès seront réalisées. La parcelle cadastrée RR 33 étant destinée à la réalisation de l'accès au parc et à la création d'emplacements de stationnement,
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente aux frais de l'acquéreur,
- d'autoriser Madame le Maire, ou Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux**



**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON  
ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Brigade d'évaluation domaniale – centre Administratif Chaptal

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

TÉLÉPHONE : 04 67 22 62 67

pascal.bonnaire@dgifp.finances.gouv.fr

**POUR NOUS JOINDRE :**

Affaire suivie par : Pascal BONNAIRE

Téléphone : 04 67 22 62 66

Télécopie : 04 67 22 62 69

Montpellier , le 25 avril 2012

Mairie de Montpellier

Direction de l'urbanisme opérationnel

1 place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER cedex 2

Votre demande d'évaluation du 6 avril 2012

Référence: dossier n° 2011 172 V 0739

- 1- **Service Consultant** : Ville de Montpellier.
- 2- **Situation des biens** : Domaine de la Pompignane situé rue de salaison à Montpellier.  
Références cadastrales : RR 57 et 33 pour 18 277 m2.
- 3- **Opération envisagée** : Cession à la communauté d'agglomération de Montpellier.
- 4- **Désignation sommaire** : Domaine comportant une maison de maître avec espaces de réception et de réunion pour 604 m<sup>2</sup>, un ancien chais avec 2 salles de réunion pour 384 m<sup>2</sup>, une maison de gardien avec loge pour 120 m<sup>2</sup>, un local technique(8 m<sup>2</sup>), un espace boisé classé à conserver de 4 670 m<sup>2</sup> et des emplacements de stationnement(environ 50 places).
- 5- **Urbanisme applicable** : Zone 2U1-1 du PLU avec classement d'une partie de la parcelle RR 57 en espace boisé à conserver.  
Secteur regroupant la plupart des quartiers d'habitat collectif situés en 2<sup>ème</sup> couronne d'urbanisation de la ville. COS de 1.
- 6- **Evaluation des biens**: (avec une marge d'appréciation de +/- 10 %)  
La valeur vénale du domaine décrit ci-dessus, estimée libre d'occupation, est de l'ordre de 2 000 000 €. Cette évaluation prend en compte le montant des travaux de mise en sécurité (estimé sur devis à 1 540 000 € TTC) dont la réalisation est nécessaire pour limiter les effets des mouvements de sous-sol consécutifs à la présence d'argiles gonflantes.

Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,  
L'inspecteur Principal des Finances Publiques,

Serge de Bremoy

MINISTÈRE DU BUDGET  
DES COMPTES PUBLICS  
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - Lot 2 VINCI Immobilier Résidentiel

M. Delafosse rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysagé de qualité environ 2500 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.



Par délibération en date du 29 juillet 2004, la Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de VINCI Immobilier Résidentiel.

**Maître d'ouvrage : VINCI Immobilier Résidentiel**  
113, rue Raymond Recouly  
34070 MONTPELLIER

**Localisation du projet :** Section PB n°78 partie

**Surface du lot :** 1 316 m<sup>2</sup>

**Nature du projet :** 81 logement collectifs  
+ locaux commerciaux ou professionnels

**SHON envisagée :** 5.900 m<sup>2</sup> SHON  
dont 810 m<sup>2</sup> SHON en accession à la propriété aidée  
et 1.080 m<sup>2</sup> SHON en accession intermédiaire  
6.200 m<sup>2</sup> SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.


**En conséquence, il est proposé :**

- d'agréer la candidature de VINCI Immobilier Résidentiel,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Propriété de la Ville rue de l'Agathois

### Vente à HERAULT HABITAT pour la construction d'une Maison-relais gérée par l'association GESTARE

M. Delafosse rapporte :

L'Association GESTARE (Gestion Animation Recherche) souhaite depuis longtemps implanter à Montpellier une Maison-relais destinée à l'accueil de personnes dont la situation sociale rend impossible à échéance prévisible leur accès à un logement ordinaire.

Une Maison-relais associe des logements privatifs et des parties communes pour les résidents, ainsi qu'un accompagnement par un responsable de maison, afin de créer un environnement sécurisant et offrir des chances de réinsertion durable.

Une Maison-relais constitue donc une étape en amont du logement autonome qui s'inscrit pleinement dans la politique globale du logement de la Ville de Montpellier, visant notamment à favoriser le parcours d'insertion dans le logement.

La Ville est propriétaire d'une parcelle de terrain nu cadastrée TP 58, d'une superficie de 2 628 m<sup>2</sup>, située rue de l'Agathois et de la parcelle cadastrée TP 130 pour une superficie de 146 m<sup>2</sup>.

La parcelle TP 58 est issue d'une parcelle anciennement cadastrée MP 1, d'une superficie de 9 815 m<sup>2</sup> acquise par la Ville le 28 novembre 1978. La parcelle TP 130 a été acquise le 10 juin 2009 à la SCI VIRTIN, afin de désenclaver la propriété de la Ville, qui ne possédait aucun accès sur la rue de l'Agathois elle est grevée d'une servitude de passage au profit de la parcelle TP 129, aussi longtemps que sera exploitée sur cette dernière la station de lavage automobile.

Ces deux parcelles n'ont reçu aucune affectation publique depuis leur acquisition.

Hérault Habitat, maître d'ouvrage de l'opération, souhaite acquérir ce terrain afin d'y construire une Maison-relais de 28 logements. Un permis de construire a été déposé le 28 février 2012 pour une SHON de 1 047 m<sup>2</sup>.

Compte tenu de la configuration du terrain, présentant une forte déclivité et nécessitant de ce fait des travaux d'adaptation importants (enlèvement de remblais, décaissement pour création d'une plate-forme constructible et soutènement des terres), Hérault Habitat a souhaité que la Ville accepte de vendre ce terrain au prix de 93 400 € HT.

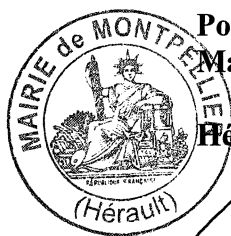
Considérant la vocation très sociale de l'opération, et le coût des travaux d'aménagement du terrain, évalués par Hérault Habitat à 106 600 € HT, les Services fiscaux ont confirmé ce montant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la cession des parcelles TP 58 et 130 à Hérault Habitat pour la construction d'une Maison-relais gérée par l'Association GESTARE, au prix de 93 400 € HT,
- de confier la rédaction de l'acte de vente au notaire désigné par l'acquéreur,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux**

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## **DROIT DE PREEMPTION** **Préemption de la propriété MUSONS** **2824, avenue Albert Einstein** **Convention Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier**

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Par arrêté préfectoral du 8 mars 2007 a été créée la zone d'aménagement différé Avenue de la Mer. La Ville a été désignée comme titulaire du droit de préemption dans cette ZAD multi-sites.

A la suite du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente d'un entrepôt sis 2824 avenue Albert Einstein, la Communauté d'Agglomération a demandé à la Ville d'exercer le droit de préemption sur cette propriété.

Cette parcelle se situe dans la ZAD Avenue de la Mer, de compétence communale. Cependant, elle supporte des contraintes liées à sa localisation dans la zone de bruit du cône d'envol de l'aéroport de Montpellier et ne peut donc accueillir que des activités économiques.

Ce bien situé en bordure du Zénith présente une opportunité afin d'organiser l'accueil ou l'extension des activités économiques.

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique telle que définie par l'Arrêté Préfectoral n° 2001-I-2828 du 13 juillet 2001, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a notamment la faculté au titre de cette compétence de mener des actions ou des aides financières en faveur des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire.

La Ville, dans ce cadre, a donc exercé son droit de préemption le 2 avril 2012 au prix de 290.000 € et 18.000 € TTC de commission d'agence. La préemption a été effectuée au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner conformément à l'avis délivré par les Services Fiscaux le 16 mars 2012.

Une convention est donc maintenant nécessaire entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour que cette dernière agisse en tant que tiers payeur à l'acte d'acquisition initial et qu'elle se porte acquéreur en "*deuxième main*".

La rédaction des actes authentiques, acte d'acquisition par la Ville et acte de revente immédiat à la Communauté d'Agglomération, sera confiée à l'Etude de Maîtres DELCOS SEDANO TAULERA, notaires à Perpignan (66), rédacteurs de la déclaration d'intention d'aliéner. L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par la Communauté d'Agglomération.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adopter la convention d'acquisition Ville / Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoyant que la Communauté d'Agglomération interviendra en tiers payeur à l'acte d'acquisition par la Ville de la propriété des Epoux MUSONS, sise 2824 avenue Albert Einstein et cadastrée section RB n° 7,
- d'accepter la cession à titre gratuit, au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, du bien acquis après signature de l'acte d'acquisition par la Ville,
- de dire que la rédaction des actes authentiques relatifs à la conclusion de cette affaire sera confiée à l'Etude de Maîtres DELCOS SEDANO TAULERA,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux

## CONVENTION

**Immeuble 2824 avenue Albert Einstein**

**Ville de Montpellier / Communauté d'Agglomération de Montpellier**

---

### **Entre les soussignés :**

La Ville de Montpellier, sise dans le Département de l'Hérault, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE agissant en qualité d'Adjoint délégué au Maire et au nom de la Ville de Montpellier en vertu de l'autorisation qui lui a été donnée par le Conseil municipal suivant délibération en date du 21 mai 2012.

D'une part

### **Et :**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par Monsieur Christophe MORALES agissant en qualité de Vice Président de la Communauté, Président délégué dans le domaine Urbanisme et Politique Foncière, et au nom de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en vertu de la décision n° 2012-.... du Président de la Communauté d'Agglomération en date du ... 2012.

D'autre part.

Lesquels ont fait, préalablement à la convention objet des présentes, l'exposé suivant :

### **I - EXPOSE DES MOTIFS :**

A la suite du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente d'un entrepôt sis 2824 avenue Albert Einstein, la Communauté d'Agglomération a demandé à la Ville d'exercer le droit de préemption sur cette propriété.

Cette parcelle se situe dans la ZAD Avenue de la Mer, de compétence communale. Cependant, elle supporte des contraintes liées à sa localisation dans la zone de bruit du cône d'envol de l'aéroport de Montpellier et ne peut donc accueillir que des activités économiques.

Ce bien situé en bordure du Zénith présente une opportunité afin d'organiser l'accueil ou l'extension des activités économiques.

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique telle que définie par l'Arrêté Préfectoral n° 2001-I-2828 du 13 juillet 2001, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a notamment la faculté au titre de cette compétence de mener des actions ou des aides financières en faveur des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire.

## **II - PROCEDURE DE PREEMPTION :**

Par arrêté préfectoral du 8 mars 2007 a été créée la zone d'aménagement différé Avenue de la Mer. La Ville a été désignée comme titulaire du droit de préemption dans cette ZAD multi-sites.

La Ville, dans ce cadre, a exercé son droit de préemption le 2 avril 2012 suite à la déclaration d'intention d'aliéner qui lui a été notifiée en date du 9 février 2012 par Maître DELCOS, notaire mandataire de Monsieur et Madame MUSONS à l'occasion de la vente, au prix de 290.000 € plus une commission d'agence de 18.000 € TTC, d'un entrepôt avec terrain, sis 2824 avenue Albert Einstein, cadastré section RB n° 7. Ce bien étant vendu occupé au titre d'un bail commercial au profit de la Société ABRAKADABRA PRODUCTION. La préemption a été effectuée au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner conformément à l'avis délivré par les Services Fiscaux le 16 mars 2012.

En conséquence, conformément aux dispositions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, un acte authentique doit intervenir dans les trois mois suivant la décision d'acquérir, et le prix payé dans les six mois suivant cette décision.

## **III – MISE EN ŒUVRE PRATIQUE DES MODALITES DE FINANCEMENT ET D'ACQUISITION :**

Compte tenu de la procédure en matière de préemption, la Ville de Montpellier doit procéder à l'acquisition du bien préempté, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à qui le bien sera rétrocédé, interviendra à l'acte d'achat en qualité de tiers payeur afin d'en assurer le financement.

Un acte portant transfert de propriété par la Ville de Montpellier au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera ensuite établi.

Les conditions précises de ces accords sont ci-après développées.

### **ARTICLE 1 – MOTIF DE L'ACQUISITION :**

La Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption, à la demande de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et conformément aux articles L 212-1 et suivants du code de l'urbanisme et aux objectifs de la ZAD "Avenue de la Mer", sur cette propriété aux motifs de constituer des réserves foncières.

Ce projet est conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin d'organiser l'extension ou l'accueil des activités économiques.

**ARTICLE 2 – MODALITES DE FINANCEMENT DE L'ACQUISITION :**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à agir en tant que tiers payeur pour financer, le prix d'acquisition soit 290.000 €, plus le montant de la commission d'agence de 18.000 € TTC due à l'agence AGGIMO et les frais inhérents à l'acquisition en ce compris les frais d'acte d'acquisition.

Ce paiement devra intervenir au vu d'un certificat notarial autorisant ce paiement; lequel paiement devra en tout état de cause intervenir dans les six mois suivant la date de réception de la décision de préemption par le notaire rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, soit au plus tard le 2 octobre 2012.

**ARTICLE 3 – TRANSFERT DE PROPRIETE :**

La Ville de Montpellier s'engage à transférer la propriété du bien préempté à la Communauté d'Agglomération de Montpellier simultanément au paiement du prix de vente et des frais qui sera effectué par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en sa qualité de tiers payeur.

Ce transfert de propriété opérera compensation entre le prix payé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en qualité de tiers payeur et le prix de vente par la Ville de Montpellier.

**ARTICLE 4 – REDACTION DES ACTES AUTHENTIQUES :**

La rédaction des actes authentiques, acte d'acquisition du bien par la Ville et acte de revente immédiate à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sera confiée à l'Etude de Maîtres DELCOS SEDANO TAULERA, notaires à Perpignan (66), rédacteurs de la déclaration d'intention d'aliéner.

**ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR :**

La présente convention prendra effet à compter de sa signature.

Fait à Montpellier, le

En trois exemplaires.

Pour la Ville de Montpellier

L'Adjoint délégué à l'urbanisme

Michaël DELAFOSSE

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Le Vice Président de la Communauté  
d'Agglomération, Président Délégué dans  
le domaine Urbanisme et Politique Foncière

Christophe MORALES





## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

### Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de Mme Eliane BREUIL 905, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 273p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 14/12/2009, le conseil municipal a fixé les objectifs du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès. Ce projet s'inscrit dans le développement de la Ville, notamment de l'opération Port Marianne, et la nécessité d'adapter les infrastructures de la Ville à sa forte croissance démographique.

Cette avenue est considérée comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpellierain dans la perspective de la réalisation prochaine du Pont de la République sur le Lez.

L'aménagement prévu permettra de transformer l'actuelle voie à sens unique et ses trottoirs étroits et peu sécurisés, en une voie urbaine à double sens de circulation bordée de trottoirs dont un espace partagé piétons/cycles confortable de 5 mètres de large, du stationnement unilatéral discontinu, le tout sur une emprise d'une largeur comprise entre 13 et 15 mètres définie à l'issue d'une large concertation menée auprès des propriétaires concernés.

Les travaux commenceront au premier trimestre 2013 et dureront environ une année.

Le Conseil Municipal, par délibération du 28 mars 2011, a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire autorisant l'acquisition des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, soit à l'amiable, soit par l'expropriation. Ces enquêtes se dérouleront du 19 mars au 18 avril 2012. La Ville a pris contact avec les propriétaires pour acquérir les

emprises nécessaires à la réalisation du projet, soit environ 1762 m<sup>2</sup> répartis sur dix-neuf parcelles. Dans ce cadre, la Ville a fait des propositions à chacun concernant les prix d'acquisition des terrains concernés et les travaux de reconstitution qu'elle devra réaliser (mur de clôture, réseaux...).

S'agissant de la propriété de Madame Eliane BREUIL, le projet prévoit l'acquisition par la Ville d'une emprise de 449 m<sup>2</sup>, issue de sa propriété cadastrée DS 273. La propriétaire a accepté de signer une promesse unilatérale de vente à la Ville de cette emprise au prix de 239.037,40 €, se décomposant de la façon suivante :

Indemnité principale :	202.050 €
Indemnité de remploi :	21.205 €
Indemnité pour perte de végétaux :	15.782,40 €
<b>Indemnité totale :</b>	<b>239.037,40 €</b>

La Ville peut accepter cette promesse conforme à l'estimation des services fiscaux et établie sous la condition suspensive d'obtention de la déclaration d'utilité publique.

A cette promesse unilatérale de vente, est annexée une convention de travaux par laquelle la Ville s'engage à réaliser des travaux de reconstitution des équipements chez la propriétaire :

- . la reconstruction du mur de clôture d'une hauteur de 1,85 m
- . la reconstitution d'un accès véhicule avec portail à vantaux avec portillon intégré
- . la réalisation des travaux de génie civil (tranchée, fourreau, remise en état du revêtement) liés aux raccordements des réseaux existants à l'intérieur de la propriété jusqu'en limite de l'habitation desservie)
- . la transplantation de quatre oliviers
- . l'arrachage d'un petit marronnier, d'un noyer, d'un pin, d'un chêne-blanc, d'un micocoulier
- . l'arrachage d'un pin hors de l'emprise de la D.U.P. mais dont les racines seront proches du mur de clôture.

Par cette convention, la Ville s'engage également à déposer les autorisations de droit des sols préalables à la réalisation des travaux de reconstitution (mur de clôture notamment).

Dans cette convention, la propriétaire s'engage à autoriser la Ville à réaliser, dans sa propriété, ces travaux qui lui seront remis dès leur achèvement.

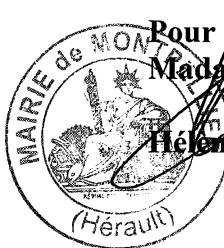
**En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous proposons :**

- d'accepter la promesse unilatérale de vente signée par Madame Eliane BREUIL promettant de céder à la Ville une emprise foncière de 449 m<sup>2</sup> issue de sa propriété cadastrée DS 273 située 905, avenue du Pont Trinquat au prix de 239.037,40 €,
- d'accepter de lever l'option de cette promesse unilatérale de vente,
- d'autoriser l'acquisition d'une emprise foncière de 449 m<sup>2</sup> issue de la propriété de Madame Eliane BREUIL cadastrée DS 273 au prix de 239.037,40 €,
- de confier la rédaction de l'acte authentique constatant la vente au notaire du vendeur,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer la convention de travaux,
- de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux



## DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 9 mars 2011

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION  
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

COPIE

Madame le Maire de Montpellier  
Direction Générale des Services Techniques  
Direction de l'urbanisme opérationnel  
1, Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2

**Objet :** Estimation sommaire et globale du projet  
d'élargissement de l'avenue du pont Trinquat.  
Dossier suivi par Mme Grézoux.

**N/Référence :** dossier n° 2011.172V0307.

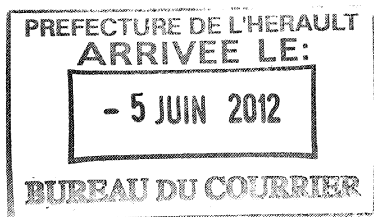
Madame,

Par un courrier en date du 8 février dernier, vous avez sollicité une estimation sommaire et globale des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet d'élargissement d'une partie de l'avenue du Pont Trinquat conduit par la ville de Montpellier.

Vous trouverez ci-après un tableau récapitulant la charge foncière des emprises à acquérir.

Le montant global de ces acquisitions, établi sur la base des éléments communiqués par vos services, est estimé à un total de l'ordre de 800 000 € auquel il convient d'ajouter une marge d'imprévu et de négociation de 20 %.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.



Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,  
Par délégation,  
Le chef de brigade

Serge de BREMOY

MINISTÈRE DU BUDGET  
DES COMPTES PUBLICS  
DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

**Tableau récapitulatif des indemnités de dépossession foncière des emprises nécessaires à l'élargissement de l'avenue du Pont Trinquart**

**Zone 2U2-2 :** quartier à dominante d'habitat individuel – COS de 0,5 : évaluation du terrain à partir du prix unitaire du m2 au sol avec abattement selon encombement de la parcelle.

**Zone 2U1-1 :** quartier à dominante d'habitat collectif – COS de 1 : évaluation du terrain à partir du prix unitaire du m2 au sol avec abattement selon encombement de la parcelle ou de la SHON théorique (perte des droits à construire) si plus favorable.

Prix unitaire moyen du TAB retenu : 500 € (cf jurisprudence du TGI sur expropriations/tram avenue de Lodève notamment )

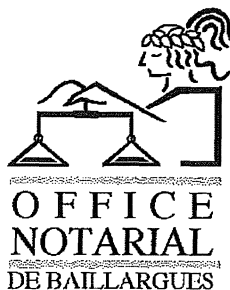
Prix unitaire moyen du m2 de SHON : 360 €

Abattement pour encombement de 50 à 10 % selon encombement de la parcelle.

**Total arrondi à 800 000 € + 20 % au titre des imprévus et de la marge de négociation = 960 000 €.**

Réf cadastrale	Propriétaire	Parcelle	Zone/cos	Emprise	Nature des biens	Valeur unitaire	Evaluation	Ind. accessoires Frais de remploi	Total
DS 35	Mérela	638 m²	2U2-2/0,5	136 m2	Ancienne bâtisse Garage Sere, volière Terrain	500 € x 80 m2 = 40 000 € 500 € x 22 m2 = 11 000 € 5 000 € Surplus de terrain non bâti : 136 – 80 – 22 = 34 m2 34 m2 x 500 € x 0,50 = 8 500 €	40 000 € 11 000 € / 8 500 € 59 500 €	6 950 € 5 000 €	71 450 €
DS 34	Battaglia	382 m²	2U2-2/0,5	48 m2	Jardin d'agrément	48 m2 x 500 € x 0,50 = 12 000 €	12 000 €	960 € 3 arbres/6 000 €	18 960 €
DS 33	Bressand	389 m²	2U2-2/0,5	20 m2	Jardin d'agrément	20 m2 x 500 € x 0,50 = 5 000 €	5 000 €	1 000 €	6 000 €
DS 14	Barbe	4423 m²	2U2-2/0,5	273 m2	Jardin d'agrément	273 m2 x 500 € x 0,90 = 122 850 €	122 850 €	13 285 €	136 135 €
DS 650	Bonnaveuc	1296 m²	2U2-2/0,5	43 m2	Chemin d'accès	43 m2 x 500 € x 0,6 = 12 900 €	12 900 €	2 290 €	15 190 €
DS 134	Bonnaveuc	891 m²	2U2-2/0,5	198 m2	Jardin d'agrément Emplacements de stationnement(2)	198 m2 x 500 € x 0,6 = 59 400 €	59 400 €	6 940 €	66 340 €

DS 38	Sansoni	431 m <sup>2</sup>	6 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément et remise à usage de garage	garage : 15 m <sup>2</sup> à 500 €/m <sup>2</sup> = 7 500 € Surplus du terrain non bâti : 3,75 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,5 = 940 €	7 500 € <u>940 €</u> 8 440 €	1 516 €	9 956 €
DS 39	Vernay	807 m <sup>2</sup>	30 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	30 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,60 = 9 000 €	9 000 €	1 600 € Arbres/2 000 €	12 600 €
DS 412	Dernes/ Causse	568 m <sup>2</sup>	27 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément Atelier 3 m <sup>2</sup>	27 m <sup>2</sup> - 3 m <sup>2</sup> = 24 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,60 = 7 200 € 3 m <sup>2</sup> x 500 € = 1 500 €	7 200 € <u>1 500 €</u> 8 700 €	1 555 €	10 255 €
DS 41	Claude	382 m <sup>2</sup>	78 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément Garage 28 m <sup>2</sup>	78 m <sup>2</sup> - 28 m <sup>2</sup> = 50 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,60 = 15 000 € 28 m <sup>2</sup> x 500 € = 14 000 €	15 000 € <u>14 000 €</u> 29 000 €	3 900 € Arbres(2)/2 000	34 900 €
DS 273	Breuil	3494 m <sup>2</sup>	449 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	449 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,90 = 202 050 €	202 050 €	21 205 € Arbres ?	223 255 €
DS 45	Assoc synd	1948 m <sup>2</sup>	20 m <sup>2</sup>	Voie d'accès goudronnée	20 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,2 (accès goudronné) = 2 000 €	2 000 €	400 €	2 400 €
DS 556	Agelou	2000 m <sup>2</sup>	2 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	2 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,2 = 200 € SHON 2 m <sup>2</sup> x 360 € = 720 €	720 €	144 €	864 €
DS 109	Carbonnel	1387 m <sup>2</sup>	15 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	15 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,60 = 4 500 € SHON 15 m <sup>2</sup> x 360 € = 5 400 €	5 400 €	1 080 €	6 480 €
DS 110	Maurin	1172 m <sup>2</sup>	14 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	14 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,60 = 4 200 € SHON 14 m <sup>2</sup> x 360 € = 5 040 €	5 040 €	1 008 €	6 048 €
DS 111	Inconnu	408 m <sup>2</sup>	96 m <sup>2</sup>	Chemin privé	96 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,40 = 19 200 €	19 200 €	2 920 €	22 120 €
DS 253	Richard	1629 m <sup>2</sup>	197 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	197 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,80 = 78 800 € SHON 197 m <sup>2</sup> x 360 € = 70 920 €	78 800 €	8 880 €	87 680 €
DS 429	Fernandez	635 m <sup>2</sup>	10 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	10 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,80 = 4 000 € SHON 10 m <sup>2</sup> x 360 € = 3 600 €	4 000 €	800 €	4 800 €
DS 426	Fernandez	912 m <sup>2</sup>	110 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	110 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,60 = 33 000 € SHON 110 m <sup>2</sup> x 360 € = 39 600 €	39 600 €	4 960 €	44 560 €
TOTAL	19 propr.	m <sup>2</sup>	1 772 m <sup>2</sup>			683 600 €	96 393 €	779 993 €



100047801  
SGT/AS

#### ENTRE LES SOUSSIGNES

##### PROMETTANT

Madame Eliane Irène **FESQUET**, retraitée, épouse de Jean Michel **BREUIL**,  
demeurant à MONTPELLIER (34070), 905 avenue du Pont Trinquat,  
Née à MONTPELLIER (34000) le 14 avril 1947,  
Mariée sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de  
mariage préalable à son union célébrée à la mairie de MONTPELLIER (34000), le 7  
septembre 1971.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.  
De nationalité française.

##### BENEFICIAIRE

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale  
de droit public située dans le département l'Hérault, ayant son siège social en l'Hôtel  
de Ville de MONTPELLIER (34000), 1 place Georges Frêche, identifiée au SIREN  
sous le numéro 213401722.

Représentée aux présentes par Monsieur Michaël DELAFOSSE, en sa qualité  
d'Adjoint au Maire, délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier  
territoire numérique, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Madame le  
Maire de la Ville de Montpellier, suivant arrêté numéro 2011/2209/T/R du 2 septembre  
2011, visé par la Préfecture de l'Hérault le 2 septembre 2011, et dont une copie est  
demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de  
celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du 28  
mars 2011, visée par la Préfecture de l'Hérault le 31 mars 2011, dont une ampliation  
est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-  
rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code des  
général collectivités territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6  
du Code susvisé s'est écoulé sans que la Commune ait reçu notification d'un recours  
pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, ainsi que son représentant  
susnommé le déclare.

*Handwritten signature/initials: B2 - BTM*

**BENEFICIAIRE** à concurrence de la totalité en pleine propriété.

**LESQUELS**, préalablement à leurs conventions, ont exposé ce qui suit :

### **EXPOSE**

La présente promesse de vente concerne un **BIEN** compris dans un périmètre dont l'acquisition des immeubles est nécessaire à la réalisation du projet d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, lequel a fait l'objet d'un dossier d'enquête préalable et d'un dossier d'enquête parcellaire arrêtés par délibération du Conseil Municipal de la COMMUNE DE MONTPELLIER le 28 mars 2011, visé par la préfecture de l'Hérault le 31 mars 2011, publié par voie d'affichage le 29 mars 2011.

Aux termes de ladite délibération, le Conseil Municipal a autorisé Madame le Maire à, savoir :

- recourir à la procédure d'expropriation prévue par les textes législatifs et réglementaires du code de l'expropriation en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès,

- à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la Région Languedoc- Roussillon :

- de prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire dans les formes prescrites par le code de l'expropriation,

- de déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers,

- à demander à France Domaines l'évaluation des biens et droit réels immobiliers, conformément aux dispositions du décret n°86-455 du 14 mars 1986 du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget relatif notamment aux modalités de consultation des Domaines,

- à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en vue de la fixation des indemnités dues.

Une copie de ladite délibération est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Par suite, les parties ont amiablement conclu entre elles les modalités de la vente dont il s'agit.

### **ENGAGEMENT DE L'ACQUEREUR**

Les dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation sont inapplicables aux présentes, l'**ACQUEREUR** étant une personne morale. Par suite il n'y a pas eu lieu de purger le délai de rétractation.

**CECI EXPOSE**, les parties sont convenues de ce qui suit :

### **PROMESSE DE VENTE**

#### **OBJET DU CONTRAT**

#### **PROMESSE UNILATERALE DE VENTE**

Le **PROMETTANT** confère au **BENEFICIAIRE** la faculté d'acquérir, si bon lui semble, les **BIENS** ci-dessous identifiés.

Le **PROMETTANT** prend cet engagement pour lui-même ou ses ayants-droit même protégés.

Le **BENEFICIAIRE** accepte la présente promesse de vente en tant que promesse, mais se réserve la faculté d'en demander ou non la réalisation suivant qu'il lui conviendra.

*Handwritten signature and initials: BDM*

### TERMINOLOGIE

Pour la compréhension de certains termes aux présentes, il est préalablement expliqué ce qui suit :

- Le "**PROMETTANT**" et le "**BENEFICIAIRE**" désigneront respectivement le ou les promettants et le ou les bénéficiaires, qui, en cas de pluralité, contracteront les obligations respectivement mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Les "**BIENS**" désigneront les biens et droits immobiliers objet de la présente promesse de vente, "**L'ENSEMBLE IMMOBILIER**" désignera l'immeuble dans lequel se trouvent les "**BIENS**".

### DESIGNATION

**Une surface de 449 m<sup>2</sup> à détacher du bien ci-après désigné :**

A MONTPELLIER (HÉRAULT) 34070 905 avenue du Pont Trinquat,

Une parcelle de terrain à usage de jardin d'agrément supportant une maison à usage d'habitation.

Cadastrée :

Section	N°	Lieudit	Surface
DS	273	905 avenue du Pont Trinquat	00 ha 34 a 94 ca

### Division cadastrale à effectuer

Il est ici précisé que la parcelle ci-dessus cadastrée section DS numéro 273 est d'une contenance totale de 3494 m<sup>2</sup> de laquelle sera distraite la contenance vendue et ce au moyen d'un document d'arpentage à établir aux frais de l'**ACQUEREUR** par tout géomètre-expert de son choix et qui sera visé dans l'acte constatant la réalisation authentique de la vente, ce qui constituera une charge augmentative du prix.

Cette division s'effectuera conformément au plan établi et approuvé par les parties, lequel est demeuré ci-joint et annexé après mention.

Tel que ledit **BIEN** se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatives aux présentes.

### EFFET RELATIF

Donation-partage suivant acte reçu par Maître Philippe VIALLA, notaire à MONTPELLIER, le 12 novembre 1976, dont une copie authentique a été publiée au 1<sup>er</sup> bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 29 décembre 1976, volume 119, numéro 249.

### DELAI - REALISATION - CARENCE

#### DELAI

La promesse de vente est consentie pour une durée de huit mois à compter de la signature des présentes par le **PROMETTANT**.

Toutefois si, à l'issue de cette période, les divers documents nécessaires à la régularisation de l'acte n'étaient pas encore portés à la connaissance du notaire chargé de sa rédaction, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé aux huit jours calendaires qui suivront la date à laquelle le notaire recevra la dernière des pièces indispensables, sans que cette prorogation puisse excéder trente jours.

En cas de carence du **PROMETTANT** pour la réalisation de la vente, ce dernier ne saurait se prévaloir à l'encontre du **BENEFICIAIRE** de l'expiration de la promesse ci-dessus fixée.

BS  
BM



Les parties sont informées des dispositions de l'article L. 290-1 du Code de la construction et de l'habitation, lequel dispose que :

*« Toute promesse de vente ayant pour objet la cession d'un immeuble ou d'un droit réel immobilier, dont la validité est supérieure à dix-huit mois, ou toute prorogation d'une telle promesse portant sa durée totale à plus de dix-huit mois est nulle et de nul effet si elle n'est pas constatée par un acte authentique, lorsqu'elle est consentie par une personne physique ». En outre, l'article L 290-2 dudit Code précise que ces promesses de vente doivent prévoir, à peine de nullité, une indemnité d'immobilisation d'un montant minimal de 5 % du prix de vente. Cette indemnité doit faire l'objet « d'un versement ou d'une caution déposés entre les mains du notaire. »*

### **ENREGISTREMENT**

La présente promesse sera soumise à la formalité de l'enregistrement dans le délai de dix jours des présentes conformément aux dispositions de l'article 1589-2 du Code civil.

### **REALISATION**

La réalisation de la promesse aura lieu par la levée d'option faite par le **BENEFICIAIRE** au plus tard dans les six mois suivant la signature des présentes.

L'acte authentique constatant la réalisation de la vente sera reçu par Maître Sybille GRASSET-TENDERO, notaire à BAILLARGUES (Hérault), 340 rue des Ecoles, avec la participation de Maître VIALLA, notaire à MONTPELLIER.

En toute hypothèse, le transfert de propriété est reporté au jour de la constatation de la vente en la forme authentique, même si l'échange de consentement nécessaire à la formation de la convention est antérieur à la vente.

### **CARENCE**

Au cas où la vente ne serait pas réalisée par acte authentique dans l'un ou l'autre cas et délais ci-dessus, le **BENEFICIAIRE** sera de plein droit déchu du bénéfice de la promesse auxdites dates sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure de la part du **PROMETTANT** qui disposera alors librement du **BIEN** nonobstant toutes manifestations ultérieures de la volonté d'acquérir qu'aurait exprimées le **BENEFICIAIRE**.

De convention expresse entre les parties, la seule manifestation par le **BENEFICIAIRE** de sa volonté d'acquérir n'aura pour effet que de permettre d'établir, le cas échéant, la carence du **PROMETTANT** et, en conséquence, ne saurait entraîner aucun transfert de propriété de la part du **PROMETTANT** sur le **BIENS**, ce transfert ne devant résulter que d'un acte authentique de vente constatant le paiement du prix selon les modalités ci-après convenues, ou d'un jugement à défaut de cette réalisation par acte authentique.

### **CLAUSE D'EXECUTION FORCEEE**

Il est expressément convenu entre les parties qu'en raison de l'acceptation de la promesse unilatérale de vente par le **BENEFICIAIRE** en tant que simple promesse, il s'est formé entre les parties une convention de promesse unilatérale dans les termes de l'article 1134 du Code civil. Dans la commune intention des parties, et pendant toute la durée du contrat, celle-ci ne pourra être révoquée que par leur consentement mutuel et ce conformément au deuxième alinéa dudit article.

Il en résulte notamment que :

1°) Le **PROMETTANT** a, pour sa part, définitivement consenti à la vente et qu'il est d'ores et déjà débiteur de l'obligation de transférer la propriété au profit du **BENEFICIAIRE** aux conditions des présentes.

Le **PROMETTANT** s'interdit, par suite, pendant toute la durée de la présente promesse de conférer aucun droit réel ni charge quelconque sur les **BIENS** à vendre, de consentir aucun bail, location ou prorogation de bail,

*BM*  
*BIM*

comme aussi de n'y apporter aucun changement, si ce n'est avec le consentement du **BENEFICIAIRE**.

Il ne pourra non plus apporter aucune modification matérielle ni détérioration aux **BIENS**.

2°) Toute rétractation unilatérale de la volonté du **PROMETTANT** sera de plein droit inefficace du fait de l'acceptation de la présente promesse en tant que telle par le **BENEFICIAIRE**, et qu'une telle rétractation ne pourra produire aucun effet sans l'accord exprès de ce dernier. En outre, le **PROMETTANT** ne pourra pas se prévaloir des dispositions de l'article 1590 du Code civil en offrant de restituer le double de la somme le cas échéant versée au titre de l'indemnité d'immobilisation.

3°) En tant que de besoin, le **PROMETTANT** renonce expressément au bénéfice de l'article 1142 du Code civil, lequel dispose : « *Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts de la part du débiteur* ». En cas de refus par le **PROMETTANT** de réaliser la vente par acte authentique, le **BENEFICIAIRE** pourra poursuivre l'exécution forcée de la vente par voie judiciaire.

### PROPRIETE JOUISSANCE

Le **BENEFICIAIRE** sera propriétaire des **BIENS** objet de la promesse le jour de la constatation de la vente par acte authentique, laquelle devra intervenir au plus tard dans les huit mois suivant la signature de la présente promesse et dans les deux mois suivant la réalisation de la condition suspensive d'obtention de la déclaration d'utilité publique, ci-après relatée.

Il en aura la jouissance au jour du règlement du prix, ce dernier devant intervenir dans les trois semaines suivant la constatation de la vente par acte authentique.

Le **BIEN** devant être impérativement, à cette même date, libre de toute location ou occupation.

Le **PROMETTANT** déclare que le **BIEN** n'a pas, avant ce jour, fait l'objet d'un congé pouvant donner lieu à l'exercice d'un droit de préemption.

### Conditions d'occupation antérieure

Le **PROMETTANT** déclare que le bien objet des présentes n'a jamais fait l'objet de location, de son chef ou de son auteur.

### P R I X CONDITIONS FINANCIERES

#### PRIX

La vente, en cas de réalisation, aura lieu moyennant le prix de DEUX CENT TRENTE NEUF MILLE TRENTE SEPT EUROS ET QUARANTE CENTIMES (239.037,40 EUR),

Se décomposant de la manière suivante :

Indemnité principale .....	202.050,00 €
Remploi .....	21.205,00 €
Indemnité perte arbres .....	15.782,40 €
<b>TOTAL .....</b>	<b>239.037,40€.</b>

Ce prix sera payable selon les règles de la comptabilité publique, avant l'accomplissement des formalités de publicité foncière et au plus tard dans les trois semaines suivant la régularisation de l'acte authentique, sur présentation par le notaire recevant l'acte authentique de la copie dudit acte et l'attestation par laquelle il s'engage à prendre à sa charge les sommes qui s'avèreraient dues à des créanciers inscrits.

BS  
B.M

### NEGOCIATION

Les parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

### INDEMNITE D'IMMOBILISATION – ABSENCE

De convention expresse entre les parties, aucune indemnité d'immobilisation n'est stipulée.

### CONSENTEMENT DU CONJOINT DU VENDEUR

Monsieur Jean Michel **BREUIL**, retraité, époux de Madame Eliane Irène **FESQUET**, retraitée, demeurant à MONTPELLIER (34070), 905 avenue du Pont Trinquat,

Né à LAVAL-SUR-LUZEGE (19550) le 16 septembre 1945,  
De nationalité française.

Qui, connaissance prise des présentes et des dispositions de l'article 215, troisième alinéa, du Code civil, a déclaré donner son consentement à la présente vente, entendant ainsi par son intervention garantir L'**ACQUEREUR** contre tous troubles et évictions pouvant provenir de son fait personnel.

### CONDITIONS SUSPENSIVES

Cette promesse est faite sous les conditions suspensives suivantes :

#### **Condition suspensive à laquelle aucune des parties ne peut renoncer**

##### **- Droit de préemption :**

La présente promesse est consentie sous la condition qu'aucun droit de préemption, quel qu'il soit, résultant de dispositions légales, ni aucun droit de préférence résultant de dispositions conventionnelles, ne puisse être exercé sur les **BIENS** concernés. Dans l'hypothèse où un tel droit existerait, le **PROMETTANT** s'engage à procéder sans délai aux formalités nécessaires à sa purge.

L'offre par le titulaire du droit de préemption ou de substitution ou de préférence à des prix et conditions différents de ceux notifiés entraînera la non réalisation de la condition suspensive au même titre que l'exercice pur et simple du droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption, la promesse sera caduque de plein droit et le **PROMETTANT** délié de toute obligation à l'égard du **BENEFICIAIRE** auquel devra être restitué dans un délai maximum de huit jours calendaires de la réception de la notification de préemption au domicile élu dans la déclaration, l'indemnité d'immobilisation ou la caution le cas échéant remise.

Les formalités de purge seront accomplies à la diligence du **PROMETTANT** qui mandate à cet effet son notaire qui est ainsi chargé de transmettre la notification à la personne ou administration intéressée et cette notification devra stipuler que la réponse du bénéficiaire du droit devra être adressée audit notaire.

##### **- Obtention de la Déclaration d'Utilité Publique :**

La présente promesse est consentie sous la condition suspensive d'obtention par le **BENEFICIAIRE** de la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat.

#### **Conditions suspensives auxquelles seul le BENEFICIAIRE pourra renoncer**

La présente promesse est acceptée sous les conditions suivantes dont seul le **BENEFICIAIRE** pourra se prévaloir ou auxquelles il pourra seul renoncer si bon lui semble.

A défaut par le **BENEFICIAIRE** de se prévaloir de la non réalisation de l'une ou l'autre des conditions suspensives ci-après dans le délai de réalisation des

*Handwritten signatures: JB and BM*

présentes ou dans les délais spécifiques à certaines de ces conditions, il sera réputé y avoir renoncé.

- Origine de propriété :

Qu'il soit établi une origine de propriété régulière remontant à un titre translatif de plus de trente ans.

- Urbanisme :

Que les renseignements d'urbanisme et les pièces produites par la commune ne révèlent aucun projet, vices ou servitudes de nature à déprécier de manière significative la valeur du **BIEN** ou à nuire à l'affectation sus-indiquée à laquelle le **BENEFICIAIRE** le destine.

- Situation hypothécaire :

Que le total des charges hypothécaires et des créances garanties par la loi soit d'un montant inférieur au prix de la vente payable comptant ou que le **PROMETTANT** produise l'accord des créanciers permettant d'apurer ce passif amiablement.

- Signature de la convention de travaux :

Qu'une convention d'autorisation de travaux soit signée entre le **BENEFICIAIRE** et le **PROMETTANT**.

Ladite convention demeurera jointe et annexée aux présentes.

### CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Les conditions générales de la vente seront les suivantes.

#### Garantie d'éviction

Le **BENEFICIAIRE** bénéficiera sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière de la garantie en cas d'éviction organisée par l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet, le **PROMETTANT** déclare :

- qu'il n'existe sur les **BIENS** objet des présentes aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ;
- qu'il n'existe aucun litige en cours et aucune procédure sur lesdits **BIENS** ;
- qu'il n'a conféré à personne d'autre qu'au **BENEFICIAIRE** un droit quelconque sur les **BIENS** dont il s'agit résultant d'un compromis ou d'une promesse de vente, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, et qu'il n'existe aucun empêchement à cette vente ;
- que les **BIENS** n'ont pas été modifiés de son fait tant par une annexion ou une utilisation irrégulière privative de parties communes que par une modification de leur destination.

#### Etat des biens

Le **BENEFICIAIRE** sera, lors de la constatation authentique de la réalisation des présentes, subrogé dans tous les droits et actions du **PROMETTANT** relativement aux **BIENS**, notamment à l'encontre des auteurs des rapports constitutifs du dossier de diagnostics techniques.

Le **BENEFICIAIRE**, sous réserve des déclarations faites et des garanties consenties dans l'acte par le **PROMETTANT**, prendra les **BIENS** dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance, sans garantie de la part de ce dernier en raison des vices apparents ou cachés dont le sol, le sous-sol et les ouvrages pourraient être affectés.

A ce sujet, le **PROMETTANT** déclare :

- que les **BIENS** ne sont pas insalubres et ne font l'objet d'aucune interdiction d'habiter, arrêté de péril, mesure de séquestre ou injonction de travaux ;

*Handwritten signature and initials:*  
  
 BM

- qu'aucune injonction de travaux n'a été faite par l'autorité administrative pour péril ou insalubrité.

Toutefois, et par dérogation aux principes énoncés ci-dessus, le **PROMETTANT** sera tenu à la garantie des vices cachés ou des dommages à l'ouvrage suivant le cas, dans les termes de droit, s'il est un professionnel de l'immobilier ou si la mutation intervient dans les dix ans de l'achèvement de l'ensemble immobilier ou des **BIENS**, ou dans les dix ans de la réalisation de travaux entrant dans le champ d'application des articles 1792 et suivants du Code civil, mais, dans ces derniers cas, dans la mesure où le **PROMETTANT** a construit ou fait construire en tout ou partie les **BIENS** objet des présentes, ou a réalisé ou fait réaliser lui-même lesdites travaux.

#### Contenance du terrain d'assiette

Le **PROMETTANT** ne confère au **BENEFICIAIRE** aucune garantie de contenance du terrain d'assiette du ou des **BIENS** telle qu'elle est indiquée ci-dessus par référence aux documents cadastraux.

#### Servitudes

Le **BENEFICIAIRE** souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les **BIENS** ou **L'IMMEUBLE**, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans aucun recours contre le **PROMETTANT**, sauf en ce qui concerne les servitudes créées par ce dernier et non indiquées aux présentes.

Le **PROMETTANT** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les **BIENS** objet des présentes.

#### Situation hypothécaire

Le **PROMETTANT** réglera s'il y a lieu, au moyen du prix de la vente, l'intégralité des sommes restant dues aux créanciers inscrits.

Il rapportera, à ses frais, les mainlevées de toutes les inscriptions révélées, et ce au plus tard dans le délai de six mois de la signature de l'acte de vente.

A cet égard, le **PROMETTANT** déclare qu'il ne lui a pas été notifié d'inscription d'hypothèque judiciaire ni de commandement de saisie.

#### Impôts et charges

Le **BENEFICIAIRE** acquittera à compter du transfert de propriété les impôts, contributions et charges de toute nature auxquels les **BIENS** peuvent et pourront être assujettis, le tout sans que les dispositions ci-dessus n'affectent les droits à récupération éventuelle des impôts, contributions et charges auprès des locataires ou occupants s'il en existe.

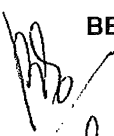
Le **BENEFICIAIRE** remboursera au **PROMETTANT**, le prorata de la taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au trente et un Décembre suivant.

Le **BENEFICIAIRE** réglera au **PROMETTANT** le jour de la signature de l'acte authentique de vente, directement en dehors de la comptabilité de l'Office Notarial, le prorata de l'impôt foncier en se basant sur le dernier avis de mise en recouvrement.

Pour les parties, ce règlement sera définitif, éteignant toute créance ou dette l'une vis-à-vis de l'autre à ce sujet, quelle que soit la modification éventuelle de cette taxe pour l'année en cours.

#### Frais

Les frais, droits et émoluments de la vente seront à la charge du **BENEFICIAIRE**.

*Handwritten signatures and initials:*  
  
 B.M.

**CHARGES ET CONDITIONS RESULTANT DE  
L'APPLICATION DE REGLEMENTATIONS PARTICULIERES**

**ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES REGLEMENTATION  
GENERALE**

Les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement sont ci-après littéralement rapportées :

*« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. A cet effet, un état des risques naturels et technologiques est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet. En cas de mise en vente de l'immeuble, l'état est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.*

*II. - En cas de mise en location de l'immeuble, l'état des risques naturels et technologiques est fourni au nouveau locataire dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 3-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.*

*III. - Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.*

*IV. - Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.*

*V. - En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix. »*

**- Plan de prévention des risques naturels prévisibles**

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles a été approuvé savoir :

- le 13 janvier 2004, en ce qui concerne le risque inondation ;
- le 30 janvier 2008, en ce qui concerne le risque incendie de forêt.

Le **BENEFICIAIRE** déclare reconnaître avoir pris connaissance des dispositions de ces plans par la lecture qu'il en a faite lui-même et avoir obtenu les informations nécessaires à la compréhension de ce document.

En connaissance de cause, il requiert le Notaire de recevoir l'acte de vente, faisant son affaire personnelle des risques liés à la situation et le décharge de toute responsabilité quelconque à ce sujet.

Le **BIEN** n'a subi, à la connaissance du **PROMETTANT**, aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité.

**- Plan de prévention des risques technologiques**

Il n'existe pas à ce jour de plan de prévention des risques technologiques applicable aux présentes.

**- Zone de sismicité**

Il est ici précisé que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de sismicité 2 et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations, les règles édictées par les articles L111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

*BS*  
*BIM*

**Etat des risques**

Conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement, un état des risques en date de ce jour est demeuré ci-joint.

**ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**

Le **BENEFICIAIRE** est informé :

- d'une part qu'en vertu de la loi numéro 2001-44 du 17 Janvier 2001 et du décret numéro 2002-89 du 16 Janvier 2002, le Préfet peut demander l'établissement d'un diagnostic sur l'archéologie préventive ;
- d'autre part sur les conséquences qui peuvent résulter de ce diagnostic tant sur les pièces d'urbanisme que sur les délais fixés quant à la réalisation de l'opération d'aménagement.

**VESTIGES IMMOBILIERS ARCHEOLOGIQUES - AVERTISSEMENT**

L'article 552 du Code civil dispose « *La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre Des servitudes ou services fonciers. Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police.* »

Toutefois, les dispositions de l'article 18-1 de la loi numéro 2001-44 du 17 Janvier 2001 disposent que « *s'agissant des vestiges archéologiques immobiliers, il est fait exception aux dispositions de l'article 552 du Code civil.* »

Il y a lieu de distinguer entre :

- Le vestige archéologique immobilier enfoui ou dissimulé, et donc ignoré du propriétaire du sol, la propriété de ce vestige ne peut être acquise par prescription ni encore moins par titre. Ce vestige appartient à l'Etat quel qu'en soit le découvreur ou « inventeur ». Un dédommagement est prévu pour les propriétaires des terrains traversés à l'effet d'accéder à ce vestige. Si la découverte du vestige est effectuée par le propriétaire du sol, ce dernier pourra toucher une indemnité en cas d'exploitation commerciale, indemnité soit forfaitaire soit liée aux résultats de l'exploitation. Le tout, bien entendu, si le vestige en question présente un intérêt scientifique ou historique. Lorsque le vestige n'est pas incorporé au domaine public, il peut être cédé à l'amiable par l'Etat, et si dans les six mois de la découverte l'immeuble n'est ni incorporé au domaine public ni cédé à l'amiable, l'Etat est censé avoir renoncé à sa propriété, le propriétaire du fonds peut alors demander au préfet de constater cette renonciation par un acte qui doit être publié au bureau des hypothèques, le tout aux termes des dispositions du décret numéro 2002-89 du 16 Janvier 2002.

- Le vestige archéologique non enfoui ou non dissimulé mentionné dans les actes fait titre de propriété du propriétaire du sol, à défaut de mention dans les actes sa propriété pourra être revendiquée par le propriétaire du sol en invoquant la prescription acquisitive.

**FISCALITE****REGIME FISCAL DE LA VENTE**

Le **PROMETTANT** déclare :

- qu'il n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts,

D'autre part, le **BENEFICIAIRE** déclare :

- qu'il n'effectue pas la présente acquisition dans le cadre d'une activité économique et qu'il n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts en ce qui concerne les présentes,
- qu'il ne prend aucun engagement de construire ou revendre.

En conséquence, la vente n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

La vente à intervenir sera soumise aux droits d'enregistrement.

Conformément à l'article 1042 du Code Général des Impôts, l'acquisition par le **BENEFICIAIRE** ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

### **TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEvenu CONSTRUCTIBLE – DISPENSE**

#### **Article 1605 nonies III du Code général des impôts**

Le terrain étant classé en zone constructible depuis plus de dix-huit ans ainsi qu'il résulte des documents d'urbanisme, la taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts n'est pas exigible.

Le **BENEFICIAIRE** pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'Office Notarial dénommé en tête des présentes, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

### **PLUS-VALUES**

Le bien objet des présentes appartient au **PROMETTANT** depuis plus de trente ans. La vente objet des présentes sera à ce titre exonérée d'imposition au titre des plus-values immobilières par application de l'article 150 VC I du Code général des impôts.

### **Domicile fiscal**

Le **PROMETTANT** déclare être effectivement domicilié à l'adresse sus-indiquée, dépendre actuellement du centre des impôts de MONTPELLIER II, Centre des Finances Publiques, Le Millénaire, 156 rue Alfred Nobel, 34266 Montpellier cedex 2, et s'engager à signaler à ce centre tout changement d'adresse.

### **REPRISE D'ENGAGEMENT PAR LES AYANTS-DROIT DU PROMETTANT**

Au cas de décès du **PROMETTANT** s'il s'agit d'une personne physique, ou de dissolution volontaire dudit **PROMETTANT** s'il s'agit d'une personne morale, avant la constatation authentique de la réalisation des présentes, ses ayants-droit, fussent-ils protégés, seront tenus à la réalisation des présentes dans les mêmes conditions que leur auteur.

Le **BENEFICIAIRE** pourra demander, dans le délai de quinze jours du moment où il a eu connaissance du décès ou de la dissolution, à être dégagé des présentes en raison du risque d'allongement du délai de leur réalisation par suite de la survenance de cet événement.

### **RESILIATION D'ENGAGEMENT PAR LES AYANTS-DROIT DU BENEFICIAIRE**

Au cas de décès du **BENEFICIAIRE** s'il s'agit d'une personne physique, ou de dissolution judiciaire dudit **BENEFICIAIRE** s'il s'agit d'une personne morale, avant la constatation authentique de la réalisation des présentes, les présentes seront caduques.

Pour ce qui concerne l'indemnité d'immobilisation si elle existe, il y a lieu de distinguer :

*JB*  
*BIM*



- le principe : l'indemnité d'immobilisation ne sera pas due et celle versée devra être restituée,

- l'exception : si le décès survient après la réalisation des conditions suspensives, l'indemnité versée restera acquise au **PROMETTANT**, la partie le cas échéant non encore versée ne sera pas due par les ayants-droit sauf si ce non versement résulte d'un retard de paiement.

En cas de pluralité de bénéficiaires personnes physiques cette clause s'appliquera indifféremment en cas de décès d'un seul ou de tous les bénéficiaires.

### **NOUVEAUX ETATS – CONSTATS – DIAGNOSTICS**

Si, avant la réitération des présentes, de nouvelles législations protectrices du **BENEFICIAIRE** venaient à entrer en application, le **PROMETTANT** s'engage, à ses seuls frais, à fournir au **BENEFICIAIRE** les diagnostics, constats et états nécessaires le jour de la vente, sauf si le **BENEFICIAIRE** en convenait autrement.

### **RENONCIATION A PUBLICITE FONCIERE**

Les soussignés reconnaissent avoir été avertis par le rédacteur des présentes de l'intérêt qu'ils ont à faire publier le présent accord à la conservation des hypothèques afin de le rendre opposable aux tiers, mais que cette publicité ne peut résulter que d'un acte reçu en la forme authentique. Ils déclarent, cependant, renoncer expressément à cela et déchargent le rédacteur des présentes de toutes responsabilités à cet égard.

### **POUVOIRS**

Les parties confèrent à l'un des clerks de l'Office Notarial représentant le **PROMETTANT** tous pouvoirs nécessaires à l'effet de signer toutes demandes de pièces, demandes de renseignements, et lettres de purge de droit de préemption préalables à la vente.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège social respectif.

En outre, et à défaut d'accord amiable entre les parties, toutes les contestations qui pourront résulter des présentes seront soumises au Tribunal de Grande Instance de la situation des **BIENS**.

### **COMMUNICATION DES PIECES ET DOCUMENTS**

Le **BENEFICIAIRE** pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'Office Notarial chargé de leur demande, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

### **MENTION LEGALE D'INFORMATION**

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@Notaires.fr, 0820.845.988.

### **DECLARATIONS DES PARTIES**

AB / BIM

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** déclarent :

Qu'ils ne sont pas en état de cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire.

Le **BENEFICIAIRE** déclare :

Que la société qu'il représente a son siège social en France, à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Qu'elle n'a fait l'objet d'aucune demande en nullité ni en dissolution anticipée.

Et n'être concernés :

- Par aucune mesure de protection.
- Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

Dans le cadre des articles 1134 troisième alinéa et 1625 du Code civil, le **PROMETTANT** déclare qu'il a, dès avant ce jour, divulgué au **BENEFICIAIRE** tous renseignements et documents susceptibles d'influencer sa décision de signer les présentes. Au cas où il se révélerait que le **PROMETTANT** a volontairement dissimulé des informations, il serait tenu d'indemniser le **BENEFICIAIRE**, devenu alors propriétaire, de la totalité du préjudice qu'il pourrait subir y compris de toute perte de valeur des **BIENS**.

En outre, le **PROMETTANT** se reconnaît informé de son obligation d'information à l'égard du **BENEFICIAIRE**, fondée notamment sur les dispositions des articles 1135 et 1602 du Code civil, ainsi que sur les textes spécifiques énumérés aux présentes, sachant qu'à défaut, il s'exposerait à rendre inefficace toute clause d'exonération de sa responsabilité portant sur un vice connu de lui qu'il n'aurait pas déclaré, ou même non connu de lui, s'il n'a pas fourni dans les conditions légales les certificats éventuellement prescrits par la loi.

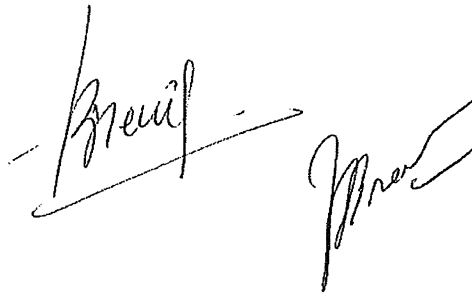
#### AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

FAIT à *Montpellier*  
 Le *07 Mai 2012*  
 En trois exemplaires dont un pour l'enregistrement.

Les présentes comprenant :

- pages
- renvoi approuvé
- barre tirée dans des blancs
- ligne entière rayée
- chiffre rayé nul
- mot nul



## AMENAGEMENT DE L'AVENUE DU PONT TRINQUAT

(section rue des Acconiers / Chemin de Moularès)

### CONVENTION DE TRAVAUX

Entre les soussignés,

**La Ville de Montpellier**, collectivité territoriale, située dans le département de l'Hérault, ayant son siège en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000), identifiée au SIREN sous le numéro 213401722 et représentée par **M. Michaël DELAFOSSE**, adjoint au maire délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique en vertu de l'arrêté de délégation du 2 septembre 2011,

ci-après désignée « **LA BENEFICIAIRE** »,

et

**Mme Eliane BREUIL née FESQUET**, le 14/04/1947 à Montpellier (34), et demeurant 905, avenue du Pont Trinquat – 34070 MONTPELLIER.

ci-après désignée « **LE PROPRIETAIRE** »

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

#### Exposé :

Par délibération du 28 mars 2011, la Ville de Montpellier a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire concernant le projet d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès).

L'état parcellaire et le plan parcellaire désignent les propriétés impactées. L'acquisition partielle des parcelles par la Ville entraîne l'obligation de reconstituer les équipements, notamment les murs de clôture et les portails d'accès aux propriétés.

Cette convention a pour objet :

- l'autorisation donnée par LE PROPRIETAIRE à la BENEFICIAIRE de réaliser les travaux de reconstitutions d'équipement dans l'emprise foncière restant au PROPRIETAIRE,
- de définir les engagements de LA BENEFICIAIRE relatifs aux travaux de reconstitutions d'équipement.
- l'autorisation donnée par le propriétaire à la bénéficiaire de déposer les demandes d'autorisations de droit des sols préalables à la réalisation des travaux.

**Cette convention est annexée à la promesse unilatérale de vente consentie par le propriétaire à la bénéficiaire. Les travaux ne seront réalisés par la bénéficiaire qu'après la signature de l'acte authentique constatant le transfert de propriété.**

#### ARTICLE 1 - OBJET

LE PROPRIETAIRE autorise LA BENEFICIAIRE et toute entreprise dûment mandatée par cette dernière, à avoir accès à la parcelle désignée ci-après et à l'occuper pour la réalisation de toutes études et travaux correspondants précisés ci-dessous.

LA BENEFICIAIRE s'engage à réaliser les travaux de reconstitutions d'équipement conformément au descriptif ci-dessous (article 3).

#### ARTICLE 2 – DESIGNATION DE LA PARCELLE

La présente autorisation de travaux est consentie sur la parcelle suivante :

h2  
BTM

Commune de MONTPELLIER :

cadastre		lieudit	nature	contenance en m <sup>2</sup>
section	numéro			
DS	273	905, avenue du Pont Trinquat	Terrain bâti	3494 m <sup>2</sup>

Emprise de la Déclaration d'Utilité Publique :

449 m<sup>2</sup>

**ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DE LA BENEFICIAIRE et AUTORISATION DONNEE PAR LE PROPRIETAIRE**

Le propriétaire autorise les travaux de reconstitution et les travaux préparatoires reconnus indispensables pour permettre la réalisation des travaux projetés et décrits ci-après.

La bénéficiaire prend en charge les travaux de génie civil (tranchée, fourreau, remise en état, revêtement) liés aux raccordements des réseaux existants à l'intérieur des propriétés jusqu'en limite des bâtiments desservis : réseaux ERDF, GRDF, télécommunications, ainsi que tous les frais associés aux déplacements des réseaux.

Les concessionnaires des réseaux déposeront les anciennes installations et assureront la pose de leurs réseaux, ainsi que les coffrets dans les murs de clôture. La bénéficiaire coordonnera leur intervention.

La bénéficiaire prend en charge la reprise des branchements d'eaux potables et d'eaux usées, et notamment l'extension du branchement d'eaux usées jusqu'à la nouvelle limite de propriété.

Le propriétaire autorise la bénéficiaire à déposer les demandes d'autorisation de droit des sols préalables à la réalisation des travaux.

La bénéficiaire s'engage également à réaliser les travaux de reconstitution des équipements existants conformément au **plan ci-annexé et au descriptif exposé ci-dessous** :

**Description des travaux réalisés par la bénéficiaire :**

Reconstruction du mur de clôture

Fondation dimensionnée selon l'étude géotechnique

Mur de clôture en agglomérés de ciment enduit 2 faces, surmonté d'un couronnement pierre ; hauteur 1,85 m, dont 0,60 m (fonction mur de soutènement) en béton armé ou agglomérés de ciments à bancher sur une longueur de 62 mètres.

Reconstruction d'un accès véhicule (portail)

Dépose et repose des deux poteaux (pilastres actuels) de section 50\*50 cm ; hauteur 2,00 m ; permettant la mise en oeuvre d'un portail à vantaux et d'un portillon intégré

Les éléments métalliques seront traités anticorrosion et mis en peinture

Remise en place ou remplacement des différents équipements existants : abri compteur, « Clos Roussel » en fer forgé, boîte aux lettres ....

Végétaux

. Transplantation de quatre oliviers

. Abattage et indemnisation :

- d'un petit marronnier
- d'un noyer
- d'un pin
- d'un chêne-blanc (le propriétaire conservera le bois d'abattage)
- d'un micocoulier (le propriétaire conservera le bois d'abattage)

. Le cognassier du Japon sera récupéré par le propriétaire

. Abattage d'un pin hors de l'emprise de la D.U.P. mais dont les racines seront proches du mur de clôture

#### **ARTICLE 4 - EXECUTION DES TRAVAUX**

Cette occupation donnera lieu à l'établissement d'un état des lieux avant travaux.

La bénéficiaire s'engage à faire réaliser les travaux dans le respect des règles de l'art et conformément aux normes et prescriptions réglementaires et dans le respect des droits des tiers.

Pendant les travaux et jusqu'à leur achèvement, en cas de dommages susceptibles d'être causés, le propriétaire en informera immédiatement la bénéficiaire, qui s'engage à faire cesser les dommages et à en supporter la charge (directement ou par l'intermédiaire des entreprises responsables). Pendant cette phase d'exécution des travaux, la bénéficiaire ou son mandataire veillera à ce que l'accessibilité de la parcelle et sa fermeture soient assurées (clôture de chantier).

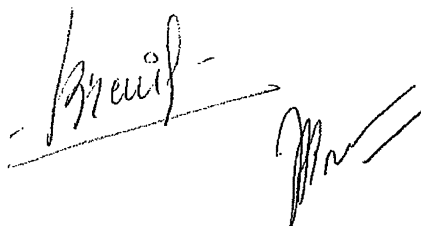
Après travaux, les parties signeront un procès-verbal de remise de ces travaux aux propriétaires pour constater leur parfait achèvement des travaux conformément aux engagements pris.

Fait sur 3 pages et en 2 exemplaires,

A Montpellier, le 07. Mai 2012

« LA BENEFICIAIRE »  
La Ville de Montpellier

« LE PROPRIETAIRE »

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Bricol' followed by a horizontal line and a flourish.

Élargissement de l'Avenue du Pont Trinquat

Ville de Montpellier

INTERVIA ETUDES

C.PONTAL Architecte

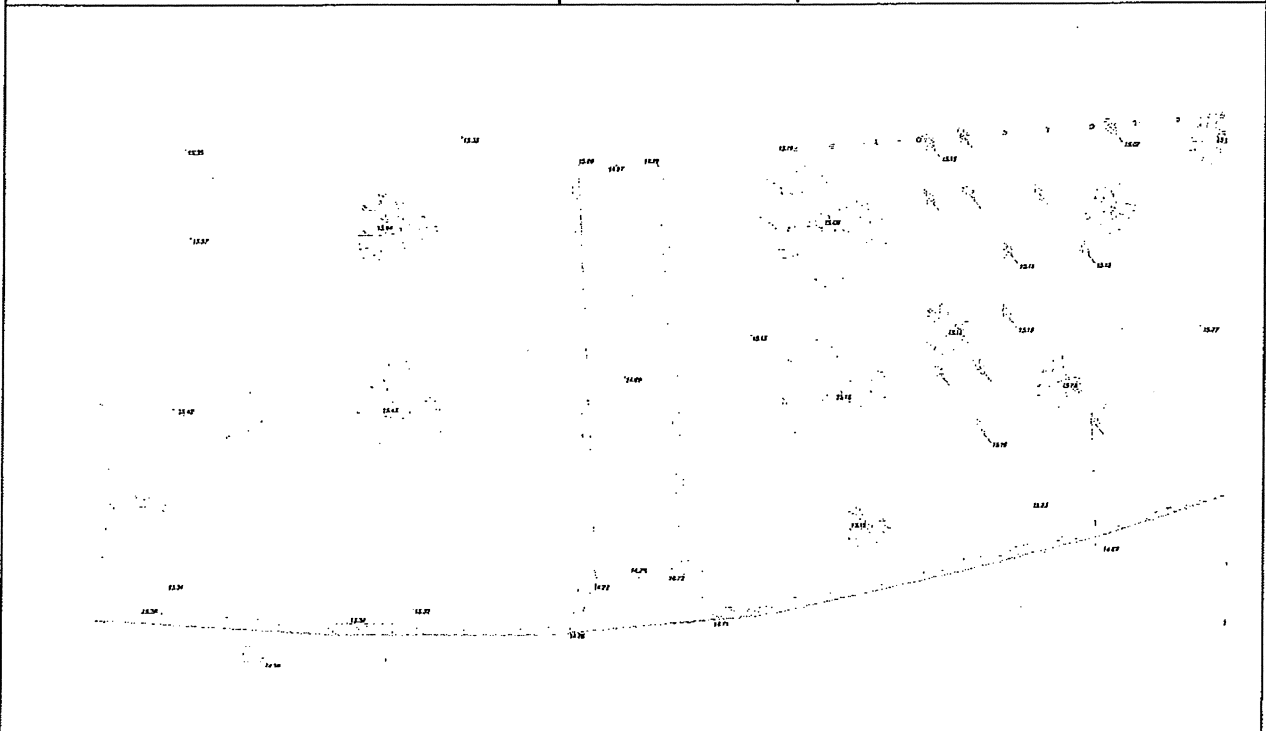
PARCELLE N°DS 273

PROPRIETAIRE : M. BREUIL

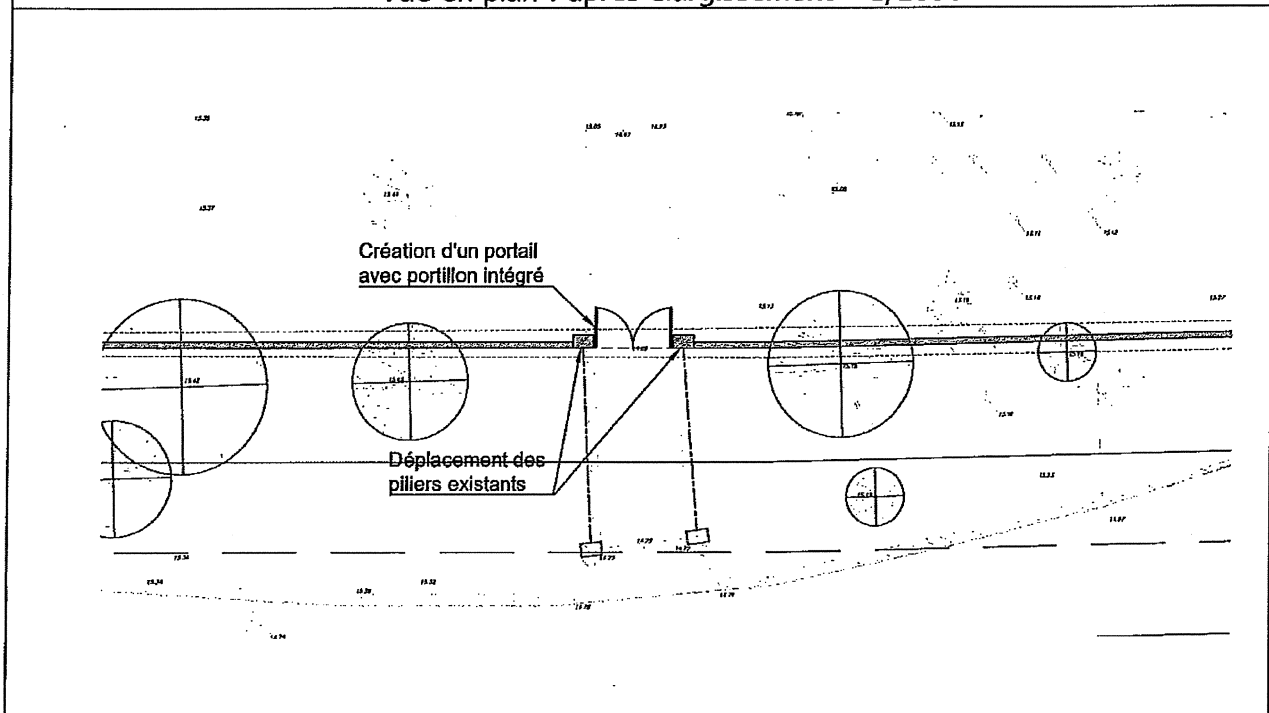


Annexe 1

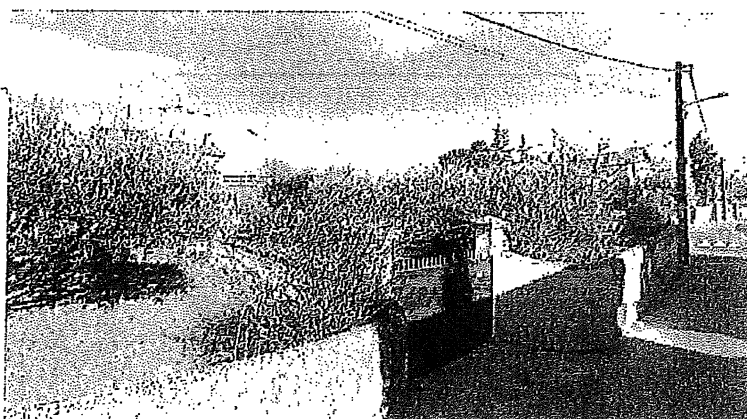
Vue en plan : existant – 1/200e



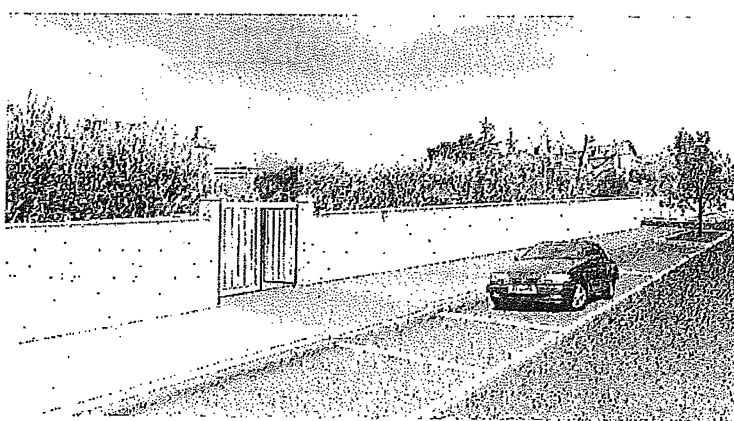
Vue en plan : après élargissement – 1/100e



**Vue avant travaux**



**Vue avec aménagement**





## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de M. Jean CLAUDE 863, avenue du Pont Trinquat parcelle cadastrée DS 41p Promesse unilatérale de vente et convention de travaux

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du 14/12/2009, le conseil municipal a fixé les objectifs du projet d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès. Ce projet s'inscrit dans le développement de la Ville, notamment de l'opération Port Marianne, et la nécessité d'adapter les infrastructures de la Ville à sa forte croissance démographique.

Cette avenue est considérée comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpelliérain dans la perspective de la réalisation prochaine du Pont de la République sur le Lez.

L'aménagement prévu permettra de transformer l'actuelle voie à sens unique et ses trottoirs étroits et peu sécurisés, en une voie urbaine à double sens de circulation bordée de trottoirs dont un espace partagé piétons/cycles confortable de 5 mètres de large, du stationnement unilatéral discontinu, le tout sur une emprise d'une largeur comprise entre 13 et 15 mètres définie à l'issue d'une large concertation menée auprès des propriétaires concernés.

Les travaux commenceront au premier trimestre 2013 et dureront environ une année.

Le Conseil Municipal, par délibération du 28 mars 2011, a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire autorisant l'acquisition des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, soit à l'amiable, soit par l'expropriation. Ces enquêtes se dérouleront du 19 mars au 18 avril 2012. La Ville a pris contact avec les propriétaires pour acquérir les emprises nécessaires à la réalisation du projet, soit environ 1762 m<sup>2</sup> répartis sur dix-neuf parcelles. Dans ce cadre, la Ville a fait des propositions à chacun concernant les prix d'acquisition des terrains concernés et les travaux de reconstitution qu'elle devra réalisés (mur de clôture, réseaux...).



S'agissant de la propriété de M. Jean CLAUDE, le projet prévoit l'acquisition par la Ville d'une emprise de 74 m<sup>2</sup>, issue de sa propriété cadastrée DS 41. Le propriétaire a accepté de signer une promesse unilatérale de vente à la Ville de cette emprise au prix de 37.325 €, se décomposant de la façon suivante :

Indemnité principale terrain :	13.800 €
Indemnité principale garage :	14.000 €
Indemnité de remploi :	3.780 €
Indemnité pour perte de végétaux :	5.745 €
<b>Indemnité totale :</b>	<b>37.325 €</b>

La Ville peut accepter cette promesse conforme à l'estimation des services fiscaux et établie sous la condition suspensive d'obtention de la déclaration d'utilité publique.

A cette promesse unilatérale de vente, est annexée une convention de travaux par laquelle la Ville s'engage à réaliser des travaux de reconstitution des équipements chez le propriétaire :

- . la reconstruction du mur de clôture
- . la reconstruction de l'accès piéton
- . la création d'un accès-véhicule pour remplacer le garage démoli
- . la réalisation des travaux de génie civil (tranchée, fourreau, remise en état du revêtement) liés aux raccordements des réseaux existants à l'intérieur de la propriété jusqu'en limite de l'habitation desservie),
- . l'arrachage d'un sophoras et d'un olivier

Par cette convention, la Ville s'engage également à déposer les autorisations de droit des sols préalables à la réalisation des travaux de reconstitution (murs de clôture notamment).

Dans cette convention, le propriétaire s'engage à autoriser la Ville à réaliser, dans sa propriété, ces travaux qui lui seront remis dès leur achèvement.

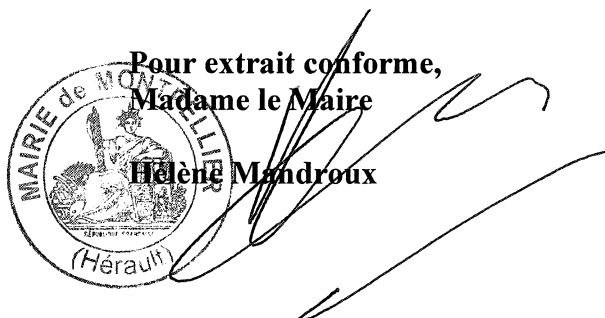
**En conséquence, après étude et au vu de l'estimation des services fiscaux, nous vous proposons :**

- d'accepter la promesse unilatérale de vente signée par M. Jean CLAUDE promettant de céder à la Ville une emprise foncière de 74 m<sup>2</sup> issue de sa propriété cadastrée DS 41 située 863, avenue du Pont Trinquat) au prix de 37.325 €,
- d'accepter de lever l'option de cette promesse unilatérale de vente,
- d'autoriser l'acquisition d'une emprise foncière de 74 m<sup>2</sup> issue de la propriété de M. Jean CLAUDE cadastrée DS 41 au prix de 37.325 €,
- de confier la rédaction de l'acte authentique constatant la vente au notaire du vendeur,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer la convention de travaux,
- de dire que le montant des indemnités et des frais liés à cette acquisition sera prélevé sur le budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer toute demande d'autorisation administrative et à signer tout acte ou document concernant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux



## DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 9 mars 2011

DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE LA REGION  
LANGUEDOC-ROUSSILLON ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 67

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

COPIE

Madame le Maire de Montpellier

Direction Générale des Services Techniques

Direction de l'urbanisme opérationnel

1, Place Francis Ponge

34064 Montpellier Cedex 2

**Objet :** Estimation sommaire et globale du projet  
d'élargissement de l'avenue du pont Trinquat.  
Dossier suivi par Mme Grézoux.

**N/Référence :** dossier n° 2011.172V0307.

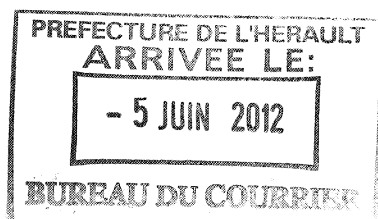
Madame,

Par un courrier en date du 8 février dernier, vous avez sollicité une estimation sommaire et globale des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet d'élargissement d'une partie de l'avenue du Pont Trinquat conduit par la ville de Montpellier.

Vous trouverez ci-après un tableau récapitulant la charge foncière des emprises à acquérir.

Le montant global de ces acquisitions, établi sur la base des éléments communiqués par vos services, est estimé à un total de l'ordre de 800 000 € auquel il convient d'ajouter une marge d'imprévu et de négociation de 20 %.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.



Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques,  
Par délégation,  
Le chef de brigade

Serge de BREMOY

# Tableau récapitulatif des indemnités de dépossession foncière des emprises nécessaires à l'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat

**Zone 2U2-2 :** quartier à dominante d'habitat individuel – COS de 0,5 : évaluation du terrain à partir du prix unitaire du m2 au sol avec abattement selon encombrement de la parcelle.

**Zone 2U1-1 :** quartier à dominante d'habitat collectif – COS de 1 : évaluation du terrain à partir du prix unitaire du m2 au sol avec abattement selon encombrement de la parcelle ou de la SHON théorique (perte des droits à construire) si plus favorable.

Prix unitaire moyen du TAB retenu : 500 € (cf jurisprudence du TGI sur expropriations/tram avenue de Lodève notamment )

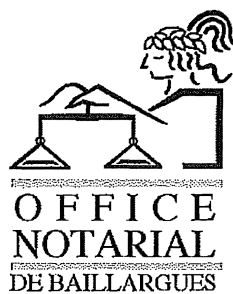
Prix unitaire moyen du m2 de SHON : 360 €

Abattement pour encombrement de 50 à 10 % selon encombrement de la parcelle.

**Total arrondi à 800 000 € + 20 % au titre des imprévus et de la marge de négociation = 960 000 €.**

Réf cadastrale	Propriétaire	Parcelle	Emprise	Nature des biens	Valeur unitaire	Evaluation	Ind. accessoires Frais de remploi	Total
DS 35	Mécla	638 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	136 m <sup>2</sup>	Ancienne bâtisse Garage Serre, volière Terrain	500 € x 80 m <sup>2</sup> = 40 000 € 500 € x 22 m <sup>2</sup> = 11 000 € 5 000 € Surplus de terrain non bâti : 136 – 80 – 22 = 34 m <sup>2</sup> 34 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,50 = 8 500 €	40 000 € 11 000 € / 8 500 € 59 500 €	6 950 € 5 000 €	71 450 €
DS 34	Battaglia	382 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	48 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	48 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,50 = 12 000 €	12 000 €	960 € 3 arbres/6 000 €	18 960 €
DS 33	Bressand	389 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	20 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	20 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,50 = 5 000 €	5 000 €	1 000 €	6 000 €
DS 14	Barbe	4423 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	273 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément	273 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,90 = 122 850 €	122 850 €	13 285 €	136 135 €
DS 650	Bonnaveuc	1296 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	43 m <sup>2</sup>	Chemin d'accès	43 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,6 = 12 900 €	12 900 €	2 290 €	15 190 €
DS 134	Bonnaveuc	891 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	198 m <sup>2</sup>	Jardin d'agrément Emplacements de stationnement(2)	198 m <sup>2</sup> x 500 € x 0,6 = 59 400 €	59 400 €	6 940 €	66 340 €

DS 38	Sansoni	431 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	6 m2	Jardin d'agrément et remise à usage de garage	garage : 15 m <sup>2</sup> à 500 €/m <sup>2</sup> = 7 500 € Surplus du terrain non bâti : 3,75 m2 x 500 € x 0,5 = 940 €	7 500 € <u>940 €</u> 8 440 €	1 516 €	9 956 €
DS 39	Vernay	807 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	30 m2	Jardin d'agrément	30 m2 x 500 € x 0,60 = 9 000 €	9 000 €	1 600 € Arbres/2 000 €	12 600 €
DS 412	Demes/ Causse	568 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	27 m2	Jardin d'agrément Atelier 3 m2	27 m2 - 3 m2 = 24 m2 x 500 € x 0,60 = 7 200 € 3 m2 x 500 € = 1 500 €	7 200 € <u>1 500 €</u> 8 700 €	1 555 €	10 255 €
DS 41	Claude	382 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	78 m2	Jardin d'agrément Garage 28 m2	78 m2 - 28 m2 = 50 m2 x 500 € x 0,60 = 15 000 € 28 m2 x 500 € = 14 000 €	15 000 € <u>14 000 €</u> 29 000 €	3 900 € Arbres(2)/2 000	34 900 €
DS 273	Breuil	3494 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	449 m2	Jardin d'agrément	449 m2 x 500 € x 0,90 = 202 050 €	202 050 €	21 205 € Arbres ?	223 255 €
DS 45	Assoc synd	1948 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	20 m2	Voirie d'accès goudronnée	20 m2 x 500 € x 0,2 (accès goudronné) = 2 000 €	2 000 €	400 €	2 400 €
DS 556	Agelou	2000 m <sup>2</sup> 2U1-1/1	2 m2	Jardin d'agrément	2 m2 x 500 € x 0,2 = 200 € SHON 2 m2 x 360 € = 720 €	720 €	144 €	864 €
DS 109	Carbonnel	1387 m <sup>2</sup> 2U1-1/1	15 m2	Jardin d'agrément	15 m2 x 500 € x 0,60 = 4 500 € SHON 15 m2 x 360 € = 5 400 €	5 400 €	1 080 €	6 480 €
DS 110	Maurin	1172 m <sup>2</sup> 2U1-1/1	14 m2	Jardin d'agrément	14 m2 x 500 € x 0,60 = 4 200 € SHON 14 m2 x 360 € = 5 040 €	5 040 €	1 008 €	6 048 €
DS 111	inconnu	408 m <sup>2</sup> 2U2-2/0,5	96 m2	Chemin privé	96 m2 x 500 € x 0,40 = 19 200 €	19 200 €	2 920 €	22 120 €
DS 253	Richard	1629 m <sup>2</sup> 2U1-1/1	197 m2	Jardin d'agrément	197 m2 x 500 € x 0,80 = 78 800 € SHON 197 m2 x 360 € = 70 920 €	78 800 €	8 880 €	87 680 €
DS 429	Fernandez	635 m <sup>2</sup> 2U1-1/1	10 m2	Jardin d'agrément	10 m2 x 500 € x 0,80 = 4 000 € SHON 10 m2 x 360 € = 3 600 €	4 000 €	800 €	4 800 €
DS 426	Fernandez	912 m <sup>2</sup> 2U1-1/1	110 m2	Jardin d'agrément	110 m2 x 500 € x 0,60 = 33 000 € SHON 110 m2 x 360 € = 39 600 €	39 600 €	4 960 €	44 560 €
<b>TOTAL</b>	<b>19 propr.</b>	<b>m<sup>2</sup></b>	<b>1 772 m2</b>			<b>683 600 €</b>	<b>96 393 €</b>	<b>779 993 €</b>



100046702  
SGT/AS

ENTRE LES SOUSSIGNES

PROMETTANT

Monsieur Jean Marcel **CLAUDE**, retraité, époux de Madame Monique Suzanne Raymonde **LEBRET**, demeurant à SAINT-JULIEN-EN-SAINT-ALBAN (07000), Les Celliers,  
Né à MONTPELLIER (34000) le 16 janvier 1939,  
Marié sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de MONTPELLIER (34000), le 17 février 1962.  
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.  
De nationalité française.  
Résident au sens de la réglementation fiscale.

BENEFICIAIRE

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département l'Hérault, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000), 1 place Francis Ponge, identifiée au SIREN sous le numéro 213401722.

Représentée aux présentes par Monsieur Michaël DELAFOSSE, en sa qualité d'Adjoint au Maire, délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Madame le Maire de la Ville de Montpellier, suivant arrêté numéro 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011, visé par la Préfecture de l'Hérault le 2 septembre 2011, et dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du 28 mars 2011, visée par la Préfecture de l'Hérault le 31 mars 2011, dont une ampliation est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code des général collectivités territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code susvisé s'est écoulé sans que la Commune ait reçu notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, ainsi que son représentant susnommé le déclare.

**BENEFICIAIRE** à concurrence de la totalité en pleine propriété.

**LESQUELS, préalablement à leurs conventions, ont exposé ce qui suit :**

### **EXPOSE**

La présente promesse de vente concerne un **BIEN** compris dans un périmètre dont l'acquisition des immeubles est nécessaire à la réalisation du projet d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat, lequel a fait l'objet d'un dossier d'enquête préalable et d'un dossier d'enquête parcellaire arrêtés par délibération du Conseil Municipal de la COMMUNE DE MONTPELLIER le 28 mars 2011, visé par la préfecture de l'Hérault le 31 mars 2011, publié par voie d'affichage le 29 mars 2011.

Aux termes de ladite délibération, le Conseil Municipal a autorisé Madame le Maire à, savoir :

- recourir à la procédure d'expropriation prévue par les textes législatifs et réglementaires du code de l'expropriation en vue de l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès,
- à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Préfet de la Région Languedoc- Roussillon :
  - de prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire dans les formes prescrites par le code de l'expropriation,
  - de déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers,
- à demander à France Domaines l'évaluation des biens et droit réels immobiliers, conformément aux dispositions du décret n°86-455 du 14 mars 1986 du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget relatif notamment aux modalités de consultation des Domaines,
- à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en vue de la fixation des indemnités dues.

Une copie de ladite délibération est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Par suite, les parties ont amiablement conclu entre elles les modalités de la vente dont il s'agit.

### **ENGAGEMENT DE L'ACQUEREUR**

Les dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation sont inapplicables aux présentes, l'**ACQUEREUR** étant une personne morale. Par suite il n'y a pas eu lieu de purger le délai de rétractation.

**CECI EXPOSE, les parties sont convenues de ce qui suit :**

### **PROMESSE DE VENTE**

#### **OBJET DU CONTRAT**

#### **PROMESSE UNILATERALE DE VENTE**

Le **PROMETTANT** confère au **BENEFICIAIRE** la faculté d'acquérir, si bon lui semble, les **BIENS** ci-dessous identifiés.

Le **PROMETTANT** prend cet engagement pour lui-même ou ses ayants-droit même protégés.

Le **BENEFICIAIRE** accepte la présente promesse de vente en tant que promesse, mais se réserve la faculté d'en demander ou non la réalisation suivant qu'il lui conviendra.

#### TERMINOLOGIE

Pour la compréhension de certains termes aux présentes, il est préalablement expliqué ce qui suit :

- Le "**PROMETTANT**" et le "**BENEFICIAIRE**" désigneront respectivement le ou les promettants et le ou les bénéficiaires, qui, en cas de pluralité, contracteront les obligations respectivement mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Les "**BIENS**" désigneront les biens et droits immobiliers objet de la présente promesse de vente, "**L'ENSEMBLE IMMOBILIER**" désignera l'immeuble dans lequel se trouvent les "**BIENS**".

#### OBJET DU CONTRAT PROMESSE UNILATERALE DE VENTE

Le **PROMETTANT** confère au **BENEFICIAIRE** la faculté d'acquérir, si bon lui semble, les **BIENS** ci-dessous identifiés.

Le **PROMETTANT** prend cet engagement pour lui-même ou ses ayants-droit même protégés.

Le **BENEFICIAIRE** accepte la présente promesse de vente en tant que promesse, mais se réserve la faculté d'en demander ou non la réalisation suivant qu'il lui conviendra.

#### TERMINOLOGIE

Pour la compréhension de certains termes aux présentes, il est préalablement expliqué ce qui suit :

- Le "**PROMETTANT**" et le "**BENEFICIAIRE**" désigneront respectivement le ou les promettants et le ou les bénéficiaires, qui, en cas de pluralité, contracteront les obligations respectivement mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

- Les "**BIENS**" désigneront les biens et droits immobiliers objet de la présente promesse de vente, "**L'ENSEMBLE IMMOBILIER**" désignera l'immeuble dans lequel se trouvent les "**BIENS**".

- Les "**MEUBLES**" désigneront les meubles et objets mobiliers, s'il en existe.

#### DESIGNATION

Une parcelle d'une surface de 74 m<sup>2</sup> supportant un garage d'environ 28 m<sup>2</sup>, à détacher du bien ci-après désigné :

A MONTPELLIER (HÉRAULT) 34070 863 avenue du Pont Trinquat.

Une maison d'habitation avec garage attenant et terrain autour, cadastrée :

Section	N°	Lieudit	Surface
DS	41	863 avenue du Pont Trinquat	00 ha 03 a 89 ca

#### Division cadastrale à effectuer

Il est ici précisé que la parcelle ci-dessus cadastrée section DS numéro 41 est d'une contenance totale de 389 m<sup>2</sup> de laquelle sera distraite la contenance vendue et ce au moyen d'un document d'arpentage à établir aux frais de l'**ACQUEREUR** par tout géomètre-expert de son choix et qui sera visé dans l'acte constatant la réalisation authentique de la vente, ce qui constituera une charge augmentative du prix.

Cette division s'effectuera conformément au plan établi et approuvé par les parties, lequel est demeuré ci-joint et annexé après mention.

Tel que ledit **BIEN** se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

### EFFET RELATIF

Attestation de propriété suivant acte reçu par Maître Philippe VIALLA, Notaire à MONTPELLIER (Hérault), le 12 février 1993, dont une copie authentique a été publiée au 1ER bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 22 mars 1993 volume 1993P, numéro 3396.

Attestation de propriété suivant acte reçu par Maître Hugues BENOIT, Notaire à LE POUZIN (Ardèche), le 31 mai 1999, dont une copie authentique a été publiée au 1ER bureau des hypothèques de MONTPELLIER, le 30 juin 1999, volume 1999P, numéro 8887.

### NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le présent acte porte sur la totalité en pleine propriété des **BIENS** sus-désignés.

Lesdits **BIENS** appartiennent en totalité en pleine propriété au **PROMETTANT** par suite des actes visés aux paragraphes "EFFET RELATIF".

### DELAI - REALISATION - CARENCE

#### DELAI

La promesse de vente est consentie pour une durée de dix-huit mois à compter de la signature des présentes par le **PROMETTANT**.

Toutefois si, à l'issue de cette période, les divers documents nécessaires à la régularisation de l'acte n'étaient pas encore portés à la connaissance du notaire chargé de sa rédaction, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé aux huit jours calendaires qui suivront la date à laquelle le notaire recevra la dernière des pièces indispensables, sans que cette prorogation puisse excéder trente jours.

En cas de carence du **PROMETTANT** pour la réalisation de la vente, ce dernier ne saurait se prévaloir à l'encontre du **BENEFICIAIRE** de l'expiration de la promesse ci-dessus fixée.

Les parties sont informées des dispositions de l'article L. 290-1 du Code de la construction et de l'habitation, lequel dispose que :

*« Toute promesse de vente ayant pour objet la cession d'un immeuble ou d'un droit réel immobilier, dont la validité est supérieure à dix-huit mois, ou toute prorogation d'une telle promesse portant sa durée totale à plus de dix-huit mois est nulle et de nul effet si elle n'est pas constatée par un acte authentique, lorsqu'elle est consentie par une personne physique ». En outre, l'article L 290-2 dudit Code précise que ces promesses de vente doivent prévoir, à peine de nullité, une indemnité d'immobilisation d'un montant minimal de 5 % du prix de vente. Cette indemnité doit faire l'objet « d'un versement ou d'une caution déposés entre les mains du notaire. »*

### ENREGISTREMENT

La présente promesse sera soumise à la formalité de l'enregistrement dans le délai de dix jours des présentes conformément aux dispositions de l'article 1589-2 du Code civil.

### REALISATION

La réalisation de la promesse aura lieu par la levée d'option faite par le **BENEFICIAIRE** au plus tard dans les six mois suivant la signature des présentes.

L'acte authentique constatant la réalisation de la vente sera reçu par Maître Sybille GRASSET-TENDERO, notaire à BAILLARGUES (Hérault), 340 rue des Ecoles (avec la participation de Maître.....)



En toute hypothèse, le transfert de propriété est reporté au jour de la constatation de la vente en la forme authentique, même si l'échange de consentement nécessaire à la formation de la convention est antérieur à la vente.

### CARENCE

Au cas où la vente ne serait pas réalisée par acte authentique dans l'un ou l'autre cas et délais ci-dessus, le **BENEFICIAIRE** sera de plein droit déchu du bénéfice de la promesse auxdites dates sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure de la part du **PROMETTANT** qui disposera alors librement du **BIEN** nonobstant toutes manifestations ultérieures de la volonté d'acquérir qu'aurait exprimées le **BENEFICIAIRE**.

De convention expresse entre les parties, la seule manifestation par le **BENEFICIAIRE** de sa volonté d'acquérir n'aura pour effet que de permettre d'établir, le cas échéant, la carence du **PROMETTANT** et, en conséquence, ne saurait entraîner aucun transfert de propriété de la part du **PROMETTANT** sur le **BIENS**, ce transfert ne devant résulter que d'un acte authentique de vente constatant le paiement du prix selon les modalités ci-après convenues, ou d'un jugement à défaut de cette réalisation par acte authentique.

### CLAUSE D'EXECUTION FORCEEE

Il est expressément convenu entre les parties qu'en raison de l'acceptation de la promesse unilatérale de vente par le **BENEFICIAIRE** en tant que simple promesse, il s'est formé entre les parties une convention de promesse unilatérale dans les termes de l'article 1134 du Code civil. Dans la commune intention des parties, et pendant toute la durée du contrat, celle-ci ne pourra être révoquée que par leur consentement mutuel et ce conformément au deuxième alinéa dudit article.

Il en résulte notamment que :

1°) Le **PROMETTANT** a, pour sa part, définitivement consenti à la vente et qu'il est d'ores et déjà débiteur de l'obligation de transférer la propriété au profit du **BENEFICIAIRE** aux conditions des présentes.

Le **PROMETTANT** s'interdit, par suite, pendant toute la durée de la présente promesse de conférer aucun droit réel ni charge quelconque sur les **BIENS** à vendre, de consentir aucun bail, location ou prorogation de bail, comme aussi de n'y apporter aucun changement, si ce n'est avec le consentement du **BENEFICIAIRE**.

Il ne pourra non plus apporter aucune modification matérielle ni détérioration aux **BIENS**.

2°) Toute rétractation unilatérale de la volonté du **PROMETTANT** sera de plein droit inefficace du fait de l'acceptation de la présente promesse en tant que telle par le **BENEFICIAIRE**, et qu'une telle rétractation ne pourra produire aucun effet sans l'accord exprès de ce dernier. En outre, le **PROMETTANT** ne pourra pas se prévaloir des dispositions de l'article 1590 du Code civil en offrant de restituer le double de la somme le cas échéant versée au titre de l'indemnité d'immobilisation.

3°) En tant que de besoin, le **PROMETTANT** renonce expressément au bénéfice de l'article 1142 du Code civil, lequel dispose : « *Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts de la part du débiteur* ». En cas de refus par le **PROMETTANT** de réaliser la vente par acte authentique, le **BENEFICIAIRE** pourra poursuivre l'exécution forcée de la vente par voie judiciaire.

### PROPRIETE JOUISSANCE

Le **BENEFICIAIRE** sera propriétaire des **BIENS** objet de la promesse le jour de la levée de l'option, dès avant la constatation de la vente par acte authentique devant intervenir au plus tard dans les dix huit mois suivant la signature des présentes.

Il en aura la jouissance dès avant cette constatation par la prise de possession réelle à compter de :

- la levée de l'option et de la réalisation des conditions suspensives relatives à l'obtention de la déclaration d'utilité publique et à la signature par le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** de la convention d'autorisation de travaux, dont un exemplaire est demeuré ci-joint et annexé ;

- ou, si le **BENEFICIAIRE** en fait le choix, au jour de la constatation de la vente par acte authentique.

Le **BIEN** devant être impérativement, à cette même date, libre de toute location ou occupation.

Le **PROMETTANT** déclare que le **BIEN** n'a pas, avant ce jour, fait l'objet d'un congé pouvant donner lieu à l'exercice d'un droit de préemption.

#### **Conditions d'occupation antérieure**

Le **PROMETTANT** déclare que le bien objet des présentes n'a jamais fait l'objet de location, de son chef ou de son auteur.

### **P R I X** **CONDITIONS FINANCIERES**

#### **PRIX**

La vente, en cas de réalisation, aura lieu moyennant le prix de TRENTE SEPT MILLE TROIS CENT VINGT CINQ EUROS (37.325 €), se décomposant de la manière suivante :

Indemnité principale terrain .....	13.800,00 €
Indemnité principale garage .....	14.000,00 €
Remploi .....	3.780,00 €
Indemnité perte végétaux .....	5.745,00 €
<b>TOTAL .....</b>	<b>37.325,00 €.</b>

Ce prix sera payable selon les règles de la comptabilité publique, au choix du promettant :

- après accomplissement des formalités de publicité foncière et mainlevée des inscriptions grevant les **BIENS**,

- avant l'accomplissement des formalités de publicité foncière dans les quarante cinq jours suivant la présentation par le notaire recevant l'acte authentique de la copie dudit acte et l'attestation par laquelle il s'engage à prendre à sa charge les sommes qui s'avèreraient dues à des créanciers inscrits.

#### **NEGOCIATION**

Les parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

#### **INDEMNITE D'IMMOBILISATION – ABSENCE**

De convention expresse entre les parties, aucune indemnité d'immobilisation n'est stipulée.

#### **CONDITIONS SUSPENSIVES**

Cette promesse est faite sous les conditions suspensives suivantes :

##### **Condition suspensive à laquelle aucune des parties ne peut renoncer**

- Droit de préemption :

La présente promesse est consentie sous la condition qu'aucun droit de préemption, quel qu'il soit, résultant de dispositions légales, ni aucun droit de préférence résultant de dispositions conventionnelles, ne puisse être exercé sur les **BIENS** concernés. Dans l'hypothèse où un tel droit existerait, le **PROMETTANT** s'engage à procéder sans délai aux formalités nécessaires à sa purge.

L'offre par le titulaire du droit de préemption ou de substitution ou de préférence à des prix et conditions différents de ceux notifiés entraînera la non réalisation de la condition suspensive au même titre que l'exercice pur et simple du droit de préemption.

En cas d'exercice du droit de préemption, la promesse sera caduque de plein droit et le **PROMETTANT** délié de toute obligation à l'égard du **BENEFICIAIRE** auquel devra être restitué dans un délai maximum de huit jours calendaires de la réception de la notification de préemption au domicile élu dans la déclaration, l'indemnité d'immobilisation ou la caution le cas échéant remise.

Les formalités de purge seront accomplies à la diligence du **PROMETTANT** qui mandate à cet effet son notaire qui est ainsi chargé de transmettre la notification à la personne ou administration intéressée et cette notification devra stipuler que la réponse du bénéficiaire du droit devra être adressée audit notaire.

- Obtention de la Déclaration d'Utilité Publique :

La présente promesse est consentie sous la condition d'obtention par le **BENEFICIAIRE** de la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat.

En cas d'exercice du droit de préemption, la promesse sera caduque de plein droit.

**Conditions suspensives auxquelles seul le BENEFICIAIRE pourra renoncer**

La présente promesse est acceptée sous les conditions suivantes dont seul le **BENEFICIAIRE** pourra se prévaloir ou auxquelles il pourra seul renoncer si bon lui semble.

A défaut par le **BENEFICIAIRE** de se prévaloir de la non réalisation de l'une ou l'autre des conditions suspensives ci-après dans le délai de réalisation des présentes ou dans les délais spécifiques à certaines de ces conditions, il sera réputé y avoir renoncé.

- Origine de propriété :

Qu'il soit établi une origine de propriété régulière remontant à un titre translatif de plus de trente ans.

- Urbanisme :

Que les renseignements d'urbanisme et les pièces produites par la commune ne révèlent aucun projet, vices ou servitudes de nature à déprécier de manière significative la valeur du **BIEN** ou à nuire à l'affectation sus-indiquée à laquelle le **BENEFICIAIRE** le destine.

- Situation hypothécaire :

Que le total des charges hypothécaires et des créances garanties par la loi soit d'un montant inférieur au prix de la vente payable comptant ou que le **PROMETTANT** produise l'accord des créanciers permettant d'apurer ce passif amiablement.

- Signature de la convention de travaux :

Qu'une convention d'autorisation de travaux soit signée entre le **BENEFICIAIRE** et le **PROMETTANT**.

Ladite convention demeurera jointe et annexée aux présentes.

**CHARGES ET CONDITIONS GENERALES**

Les conditions générales de la vente seront les suivantes.

**Garantie d'éviction**

Le **BENEFICIAIRE** bénéficiera sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière de la garantie en cas d'éviction organisée par l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet, le **PROMETTANT** déclare :

- qu'il n'existe sur les **BIENS** objet des présentes aucune action en rescision, résolution, réquisition ou expropriation ;
- qu'il n'existe aucun litige en cours et aucune procédure sur lesdits **BIENS** ;
- qu'il n'a conféré à personne d'autre qu'au **BENEFICIAIRE** un droit quelconque sur les **BIENS** dont il s'agit résultant d'un compromis ou d'une promesse de vente, droit de préférence ou de préemption, clause d'inaliénabilité, et qu'il n'existe aucun empêchement à cette vente ;
- que les **BIENS** n'ont pas été modifiés de son fait tant par une annexion ou une utilisation irrégulière privative de parties communes que par une modification de leur destination.

#### **Etat des biens**

Le **BENEFICIAIRE** sera, lors de la constatation authentique de la réalisation des présentes, subrogé dans tous les droits et actions du **PROMETTANT** relativement aux **BIENS**, notamment à l'encontre des auteurs des rapports constitutifs du dossier de diagnostics techniques.

Le **BENEFICIAIRE**, sous réserve des déclarations faites et des garanties consenties dans l'acte par le **PROMETTANT**, prendra les **BIENS** dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance, sans garantie de la part de ce dernier en raison des vices apparents ou cachés dont le sol, le sous-sol et les ouvrages pourraient être affectés.

A ce sujet, le **PROMETTANT** déclare :

- que les **BIENS** ne sont pas insalubres et ne font l'objet d'aucune interdiction d'habiter, arrêté de péril, mesure de séquestre ou injonction de travaux ;
- qu'aucune injonction de travaux n'a été faite par l'autorité administrative pour péril ou insalubrité.

Toutefois, et par dérogation aux principes énoncés ci-dessus, le **PROMETTANT** sera tenu à la garantie des vices cachés ou des dommages à l'ouvrage suivant le cas, dans les termes de droit, s'il est un professionnel de l'immobilier ou si la mutation intervient dans les dix ans de l'achèvement de l'ensemble immobilier ou des **BIENS**, ou dans les dix ans de la réalisation de travaux entrant dans le champ d'application des articles 1792 et suivants du Code civil, mais, dans ces derniers cas, dans la mesure où le **PROMETTANT** a construit ou fait construire en tout ou partie les **BIENS** objet des présentes, ou a réalisé ou fait réaliser lui-même lesdites travaux.

#### **Contenance du terrain d'assiette**

Le **PROMETTANT** ne confère au **BENEFICIAIRE** aucune garantie de contenance du terrain d'assiette du ou des **BIENS** telle qu'elle est indiquée ci-dessus par référence aux documents cadastraux.

#### **Servitudes**

Le **BENEFICIAIRE** souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les **BIENS** ou **L'IMMEUBLE**, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans aucun recours contre le **PROMETTANT**, sauf en ce qui concerne les servitudes créées par ce dernier et non indiquées aux présentes.

Le **PROMETTANT** déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les **BIENS** objet des présentes.

#### **Situation hypothécaire**

Le **PROMETTANT** réglera s'il y a lieu, au moyen du prix de la vente, l'intégralité des sommes restant dues aux créanciers inscrits.

Il rapportera, à ses frais, les mainlevées de toutes les inscriptions révélées, et ce au plus tard dans le délai de six mois de la signature de l'acte de vente.

A cet égard, le **PROMETTANT** déclare qu'il ne lui a pas été notifié d'inscription d'hypothèque judiciaire ni de commandement de saisie.

#### Impôts et charges

Le **BENEFICIAIRE** acquittera à compter du transfert de propriété les impôts, contributions et charges de toute nature auxquels les **BIENS** peuvent et pourront être assujettis, le tout sans que les dispositions ci-dessus n'affectent les droits à récupération éventuelle des impôts, contributions et charges auprès des locataires ou occupants s'il en existe.

Le **BENEFICIAIRE** remboursera au **PROMETTANT**, le prorata de la taxe foncière courue de la date fixée pour l'entrée en jouissance au trente et un Décembre suivant.

Le **BENEFICIAIRE** réglera au **PROMETTANT** le jour de la signature de l'acte authentique de vente, directement en dehors de la comptabilité de l'Office Notarial, le prorata de l'impôt foncier en se basant sur le dernier avis de mise en recouvrement.

Pour les parties, ce règlement sera définitif, éteignant toute créance ou dette l'une vis-à-vis de l'autre à ce sujet, quelle que soit la modification éventuelle de cette taxe pour l'année en cours.

#### Frais

Les frais, droits et émoluments de la vente seront à la charge du **BENEFICIAIRE**.

#### CHARGES ET CONDITIONS RESULTANT DE L'APPLICATION DE REGLEMENTATIONS PARTICULIERES

##### AMIANTE

L'article L 1334-13 premier alinéa du Code de la santé publique prescrit au **VENDEUR** de faire établir un état constatant la présence ou l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante, état à annexer à l'avant-contrat et à la vente.

Cet état s'impose à tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> Juillet 1997.

Le **PROMETTANT** déclare que les constructions ont fait l'objet d'un permis de construire délivré antérieurement au 1<sup>er</sup> Juillet 1997.

Par suite, les dispositions susvisées ont vocation à s'appliquer aux présentes.

Le rapport technique doit, pour être recevable, avoir été établi par un contrôleur technique agréé au sens des articles R 111-29 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ou un technicien de la construction ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission.

Un état sera établi aux frais du **PROMETTANT** préalablement à la réitération authentique des présentes.

##### ETAT PARASITAIRE

L'immeuble se trouve dans une zone délimitée par arrêté préfectoral comme étant une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être.

En conséquence, un rapport sur l'état relatif à la recherche de termites du **BIEN** objet des présentes sera établi aux frais du **PROMETTANT** préalablement à la réitération authentique des présentes.

#### ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES REGLEMENTATION GENERALE

Les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement sont ci-après littéralement rapportées :

« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. A cet effet, un état des risques naturels et technologiques est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet. En cas de mise en vente de l'immeuble, l'état est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

II. - En cas de mise en location de l'immeuble, l'état des risques naturels et technologiques est fourni au nouveau locataire dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 3-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

III. - Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.

IV. - Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

V. - En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix. »

#### **- Plan de prévention des risques naturels prévisibles**

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles a été approuvé savoir :

- le 13 janvier 2004, en ce qui concerne le risque inondation ;
- le 30 janvier 2008, en ce qui concerne le risque incendie de forêt.

Le **BENEFICIAIRE** déclare reconnaître avoir pris connaissance des dispositions de ces plans par la lecture qu'il en a faite lui-même et avoir obtenu les informations nécessaires à la compréhension de ce document.

En connaissance de cause, il requiert le Notaire de recevoir l'acte de vente, faisant son affaire personnelle des risques liés à la situation et le décharge de toute responsabilité quelconque à ce sujet.

Le **BIEN** n'a subi, à la connaissance du **PROMETTANT**, aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité.

#### **- Plan de prévention des risques technologiques**

Il n'existe pas à ce jour de plan de prévention des risques technologiques applicable aux présentes.

#### **- Zone de sismicité**

Il est ici précisé que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de sismicité 2 et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations, les règles édictées par les articles L111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

#### **Etat des risques**

Conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement, un état des risques en date de ce jour est demeuré ci-joint.

### **ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**

Le **BENEFICIAIRE** est informé :

- d'une part qu'en vertu de la loi numéro 2001-44 du 17 Janvier 2001 et du décret numéro 2002-89 du 16 Janvier 2002, le Préfet peut demander l'établissement d'un diagnostic sur l'archéologie préventive ;

- d'autre part sur les conséquences qui peuvent résulter de ce diagnostic tant sur les pièces d'urbanisme que sur les délais fixés quant à la réalisation de l'opération d'aménagement.

### **VESTIGES IMMOBILIERS ARCHEOLOGIQUES - AVERTISSEMENT**

*L'article 552 du Code civil dispose « La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre Des servitudes ou services fonciers. Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police. »*

Toutefois, les dispositions de l'article 18-1 de la loi numéro 2001-44 du 17 Janvier 2001 disposent que « s'agissant des vestiges archéologiques immobiliers, il est fait exception aux dispositions de l'article 552 du Code civil. »

Il y a lieu de distinguer entre :

- Le vestige archéologique immobilier enfoui ou dissimulé, et donc ignoré du propriétaire du sol, la propriété de ce vestige ne peut être acquise par prescription ni encore moins par titre. Ce vestige appartient à l'Etat quel qu'en soit le découvreur ou « inventeur ». Un dédommagement est prévu pour les propriétaires des terrains traversés à l'effet d'accéder à ce vestige. Si la découverte du vestige est effectuée par le propriétaire du sol, ce dernier pourra toucher une indemnité en cas d'exploitation commerciale, indemnité soit forfaitaire soit liée aux résultats de l'exploitation. Le tout, bien entendu, si le vestige en question présente un intérêt scientifique ou historique. Lorsque le vestige n'est pas incorporé au domaine public, il peut être cédé à l'amiable par l'Etat, et si dans les six mois de la découverte l'immeuble n'est ni incorporé au domaine public ni cédé à l'amiable, l'Etat est censé avoir renoncé à sa propriété, le propriétaire du fonds peut alors demander au préfet de constater cette renonciation par un acte qui doit être publié au bureau des hypothèques, le tout aux termes des dispositions du décret numéro 2002-89 du 16 Janvier 2002.

- Le vestige archéologique non enfoui ou non dissimulé mentionné dans les actes fait titre de propriété du propriétaire du sol, à défaut de mention dans les actes sa propriété pourra être revendiquée par le propriétaire du sol en invoquant la prescription acquisitive.

### **FISCALITE**

#### **REGIME FISCAL DE LA VENTE**

Le **PROMETTANT** déclare :

- qu'il n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts,

D'autre part, le **BENEFICIAIRE** déclare :

- qu'il n'effectue pas la présente acquisition dans le cadre d'une activité économique et qu'il n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 A du Code général des impôts en ce qui concerne les présentes,

- qu'il ne prend aucun engagement de construire ou revendre.

En conséquence, la vente n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

La vente à intervenir sera soumise aux droits d'enregistrement.

Conformément à l'article 1042 du Code Général des Impôts, l'acquisition par le **BENEFICIAIRE** ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

## **TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE – DISPENSE**

### **Article 1605 nonies III du Code général des impôts**

Le terrain étant classé en zone constructible depuis plus de dix-huit ans ainsi qu'il résulte des documents d'urbanisme, la taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts n'est pas exigible.

### **PLUS-VALUES**

Le bien objet des présentes appartient au **PROMETTANT** depuis plus de quinze ans, en vertu de l'acte visé au paragraphe EFFET RELATIF.

Cependant, le **PROMETTANT** reconnaît être informé que, compte tenu des débats en cours relatifs à la loi de finance rectificative, la législation fiscale est susceptible de subir des modifications et qu'il n'est pas certain que la plus-value pouvant résulter de la présente vente et de la vente au même acquéreur d'une parcelle contigüe au bien objet des présentes sera exonérée d'imposition au titre de l'article 150 VC I du Code général des impôts.

### **Domicile fiscal**

Le **PROMETTANT** déclare être effectivement domicilié à l'adresse sus-indiquée, dépendre actuellement du centre des impôts de PRIVAS, Centre des Finances Publiques, 1 route des Mines, BP 620, 07006 Privas cedex, et s'engager à signaler à ce centre tout changement d'adresse.

### **REPRISE D'ENGAGEMENT PAR LES AYANTS-DROIT DU PROMETTANT**

Au cas de décès du **PROMETTANT** s'il s'agit d'une personne physique, ou de dissolution volontaire dudit **PROMETTANT** s'il s'agit d'une personne morale, avant la constatation authentique de la réalisation des présentes, ses ayants-droit, fussent-ils protégés, seront tenus à la réalisation des présentes dans les mêmes conditions que leur auteur.

Le **BENEFICIAIRE** pourra demander, dans le délai de quinze jours du moment où il a eu connaissance du décès ou de la dissolution, à être dégagé des présentes en raison du risque d'allongement du délai de leur réalisation par suite de la survenance de cet événement.

### **RESILIATION D'ENGAGEMENT PAR LES AYANTS-DROIT DU BENEFICIAIRE**

Au cas de décès du **BENEFICIAIRE** s'il s'agit d'une personne physique, ou de dissolution judiciaire dudit **BENEFICIAIRE** s'il s'agit d'une personne morale, avant la constatation authentique de la réalisation des présentes, les présentes seront caduques.

Pour ce qui concerne l'indemnité d'immobilisation si elle existe, il y a lieu de distinguer :

- le principe : l'indemnité d'immobilisation ne sera pas due et celle versée devra être restituée,
- l'exception : si le décès survient après la réalisation des conditions suspensives, l'indemnité versée restera acquise au **PROMETTANT**, la partie le cas échéant non encore versée ne sera pas due par les ayants-droit sauf si ce non versement résulte d'un retard de paiement.

En cas de pluralité de bénéficiaires personnes physiques cette clause s'appliquera indifféremment en cas de décès d'un seul ou de tous les bénéficiaires.

### **NOUVEAUX ETATS – CONSTATS – DIAGNOSTICS**

Si, avant la réitération des présentes, de nouvelles législations protectrices du **BENEFICIAIRE** venaient à entrer en application, le **PROMETTANT** s'engage, à ses



seuls frais, à fournir au **BENEFICIAIRE** les diagnostics, constats et états nécessaires le jour de la vente, sauf si le **BENEFICIAIRE** en convenait autrement.

#### RENONCIATION A PUBLICITE FONCIERE

Les soussignés reconnaissent avoir été avertis par le rédacteur des présentes de l'intérêt qu'ils ont à faire publier le présent accord à la conservation des hypothèques afin de le rendre opposable aux tiers, mais que cette publicité ne peut résulter que d'un acte reçu en la forme authentique. Ils déclarent, cependant, renoncer expressément à cela et déchargent le rédacteur des présentes de toutes responsabilités à cet égard.

#### POUVOIRS

Les parties confèrent à l'un des clerks de l'Office Notarial représentant le **PROMETTANT** tous pouvoirs nécessaires à l'effet de signer toutes demandes de pièces, demandes de renseignements, et lettres de purge de droit de préemption préalables à la vente.

#### ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège social respectif.

En outre, et à défaut d'accord amiable entre les parties, toutes les contestations qui pourront résulter des présentes seront soumises au Tribunal de Grande Instance de la situation des **BIENS**.

#### COMMUNICATION DES PIECES ET DOCUMENTS

Le **BENEFICIAIRE** pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'Office Notarial chargé de leur demande, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

#### MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@Notaires.fr, 0820.845.988.

#### DECLARATIONS DES PARTIES

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** déclarent :

Qu'ils ne sont pas en état de cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire.

Le **BENEFICIAIRE** déclare :

Que la société qu'il représente a son siège social en France, à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Qu'elle n'a fait l'objet d'aucune demande en nullité ni en dissolution anticipée.

Et n'être concernés :

- Par aucune mesure de protection.
- Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

Dans le cadre des articles 1134 troisième alinéa et 1625 du Code civil, le **PROMETTANT** déclare qu'il a, dès avant ce jour, divulgué au **BENEFICIAIRE** tous renseignements et documents susceptibles d'influencer sa décision de signer les présentes. Au cas où il se révélerait que le **PROMETTANT** a volontairement dissimulé des informations, il serait tenu d'indemniser le **BENEFICIAIRE**, devenu alors propriétaire, de la totalité du préjudice qu'il pourrait subir y compris de toute perte de valeur des **BIENS**.

En outre, le **PROMETTANT** se reconnaît informé de son obligation d'information à l'égard du **BENEFICIAIRE**, fondée notamment sur les dispositions des articles 1135 et 1602 du Code civil, ainsi que sur les textes spécifiques énumérés aux présentes, sachant qu'à défaut, il s'exposerait à rendre inefficace toute clause d'exonération de sa responsabilité portant sur un vice connu de lui qu'il n'aurait pas déclaré, ou même non connu de lui, s'il n'a pas fourni dans les conditions légales les certificats éventuellement prescrits par la loi.

#### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

FAIT à

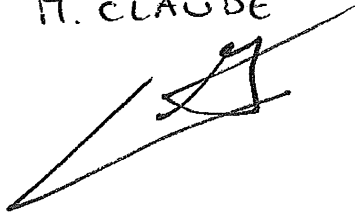
Le

En trois exemplaires dont un pour l'enregistrement.

Les présentes comprenant :

- treize pages
- renvoi approuvé
- barre tirée dans des blancs
- ligne entière rayée
- chiffre rayé nul
- mot nul

M. CLAUDE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. CLAUDE', with a large, sweeping flourish extending from the bottom left.

## AMENAGEMENT DE L'AVENUE DU PONT TRINQUAT

(section rue des Acconiers / Chemin de Moularès)

### CONVENTION DE TRAVAUX

Entre les soussignés,

**La Ville de Montpellier**, collectivité territoriale, située dans le département de l'Hérault, ayant son siège en l'Hôtel de Ville de MONTPELLIER (34000), identifiée au SIREN sous le numéro 213401722 et représentée par **M. Michaël DELAFOSSE**, adjoint au maire délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique en vertu de l'arrêté de délégation du 2 septembre 2011,

ci-après désignée « **LA BENEFICIAIRE** »,

et

**M. Jean CLAUDE**, né le 16/01/1939 à Montpellier (34) demeurant Les Celliers 07000 SAINT-JULIEN-EN-SAINT-ALBAN

ci-après désigné « **LE PROPRIETAIRE** »

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

#### Exposé :

Par délibération du 28 mars 2011, la Ville de Montpellier a arrêté le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire concernant le projet d'aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / chemin de Moularès).

L'état parcellaire et le plan parcellaire désignent les propriétés impactées. L'acquisition partielle des parcelles par la Ville entraîne l'obligation de reconstituer les équipements, notamment les murs de clôture et les portails d'accès aux propriétés.

Cette convention a pour objet :

- l'autorisation donnée par LE PROPRIETAIRE à la BENEFICIAIRE de réaliser les travaux de reconstitutions d'équipement dans l'emprise foncière restant au PROPRIETAIRE,
- de définir les engagements de LA BENEFICIAIRE relatifs aux travaux de reconstitutions d'équipement,
- l'autorisation donnée par le propriétaire à la bénéficiaire de déposer les demandes d'autorisations de droit des sols préalables à la réalisation des travaux.

**Cette convention est annexée à la promesse unilatérale de vente consentie par le propriétaire à la bénéficiaire. Les travaux ne seront réalisés par la bénéficiaire qu'après la signature de la promesse unilatérale de vente et la levée d'option par la bénéficiaire et après obtention de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique.**

#### ARTICLE 1 - OBJET

LE PROPRIETAIRE autorise LA BENEFICIAIRE et toute entreprise dûment mandatée par cette dernière, à avoir accès à la parcelle désignée ci-après et à l'occuper pour la réalisation de toutes études et travaux correspondants précisés ci-dessous.

LA BENEFICIAIRE s'engage à réaliser les travaux de reconstitutions d'équipement conformément au descriptif ci-dessous (article 3).

#### ARTICLE 2 – DESIGNATION DE LA PARCELLE

La présente autorisation de travaux est consentie sur la parcelle suivante :

Commune de MONTPELLIER :

cadastre		lieudit	nature	contenance en m <sup>2</sup>
section	numéro			
DS	41	863, avenue du Pont Trinquat	Terrain bâti	389 m <sup>2</sup>

Emprise de la Déclaration d'Utilité Publique

74 m<sup>2</sup>

### **ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DE LA BENEFICIAIRE et AUTORISATION DONNEE PAR LE PROPRIETAIRE**

Le PROPRIETAIRE autorise les travaux de reconstitution et les travaux préparatoires reconnus indispensables pour permettre la réalisation des travaux projetés et décrits ci-après.

La BENEFICIAIRE prend en charge les travaux de génie civil (tranchée, fourreau, remise en état, revêtement) liés aux raccordements des réseaux existants à l'intérieur des propriétés jusqu'en limite des bâtiments desservis : réseaux ERDF, GRDF, télécommunications.

Les concessionnaires des réseaux déposeront les anciennes installations et assureront la pose de leurs réseaux, ainsi que les coffrets dans les murs de clôture. La BENEFICIAIRE coordonnera leur intervention.

La BENEFICIAIRE prend en charge la reprise des branchements d'eaux potables et d'eaux usées.

Le propriétaire autorise la bénéficiaire à déposer les demandes d'autorisation de droit des sols préalables à la réalisation des travaux.

LA BENEFICIAIRE s'engage également à réaliser les travaux de reconstitution des équipements existants conformément au **plan ci-annexé et au descriptif exposé ci-dessous** :

#### **Description des travaux réalisés par la Bénéficiaire :**

##### Destruction du garage

##### Reconstruction du mur de clôture

- Fondation dimensionnée selon l'étude géotechnique
- Mur de clôture en agglomérés de ciment enduit 2 faces, surmonté d'un couronnement pierre ; hauteur 1,20 m, dont 0,80 m (fonction de soutènement) en béton armé ou agglomérés de ciment à bancher + une grille à barreaudage vertical ; hauteur totale 1,85 m – longueur 15,50 mètres

Création d'un accès véhicule (portail) : création de 2 poteaux de section 50x50 cm ; hauteur 2,00 m ; permettant la mise-en-oeuvre d'un portail double vantail

##### Reconstruction d'un accès piéton avec portillon métallique

Création d'un escalier (5 emmarchements)

Mur de soutènement en agglomérés de ciment enduit 1 face ; hauteur variable

Les éléments métalliques seront traités anticorrosion et mis en peinture

Remise en place ou remplacement des différents équipements existants : boîte aux lettres, sonnette, abri compteur

Reconstitution du forage : réalisation d'un forage pour pompage dans la nappe du Lez – profondeur estimée de 5 à 10 mètres, mise en place d'une pompe, reprise de l'alimentation électrique, raccordement hydraulique, accessoires et robinet de puisage.

#### Végétaux

- . le sophoras à indemniser selon le barème de la Charte de l'arbre de la Ville de Montpellier.
- . un olivier mort à arracher

#### **ARTICLE 4 - EXECUTION DES TRAVAUX**

Cette occupation donnera lieu à l'établissement d'un état des lieux avant travaux.

La bénéficiaire s'engage à faire réaliser les travaux dans le respect des règles de l'art et conformément aux normes et prescriptions réglementaires et dans le respect des droits des tiers.

Pendant les travaux et jusqu'à leur achèvement, en cas de dommages susceptibles d'être causés, le propriétaire en informera immédiatement la bénéficiaire, qui s'engage à faire cesser les dommages et à en supporter la charge (directement ou par l'intermédiaire des entreprises responsables). Pendant cette phase d'exécution des travaux, la bénéficiaire ou son mandataire veillera à ce que l'accessibilité de la parcelle et sa fermeture soient assurées (clôture de chantier).

Après travaux, les parties signeront un procès-verbal de remise de ces travaux aux propriétaires pour constater leur parfait achèvement des travaux conformément aux engagements pris.

Fait sur 3 pages et en 2 exemplaires,

A Montpellier, le

« LA BENEFICIAIRE »  
La Ville de Montpellier

« LE PROPRIETAIRE »

X



✓ 65



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Foncier Rue d'Argencourt classement d'une portion de voie dans le domaine public communal

M. Delafosse rapporte :

Dans le cadre de la réalisation d'un complexe hôtelier situé à proximité du Corum, rue d'Argencourt, la Société PRAGMA a reconfiguré toute l'unité foncière, en réalisant notamment, des cheminements piétons sur le site, et une voie d'accès à l'hôtel et à son parking privatif.

La déclaration d'achèvement de travaux a été déposée et il est proposé, aujourd'hui, de récupérer la portion de voie, qui permet la connexion publique de la rue d'Argencourt.

Il s'agit d'acquérir, à titre gratuit, les deux parcelles cadastrées CM 199 de 13 m<sup>2</sup> et CM 207 de 1 146 m<sup>2</sup>, qui sont restées la propriété de la Société PRAGMA, à savoir la voie située devant l'hôtel, à l'exception de la plateforme d'entrée.

Maître BONNARY, notaire à Montpellier, représente la société PRAGMA, il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'engager la procédure d'acquisition, à titre gratuit, des parcelles cadastrées CM 199 de 13 m<sup>2</sup> et CM 207 de 1 146 m<sup>2</sup> appartenant à la Société PRAGMA, afin d'effectuer le classement de cette portion de voie dans le domaine public,
- de saisir Maître BONNARY, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte authentique aux frais de la Ville,

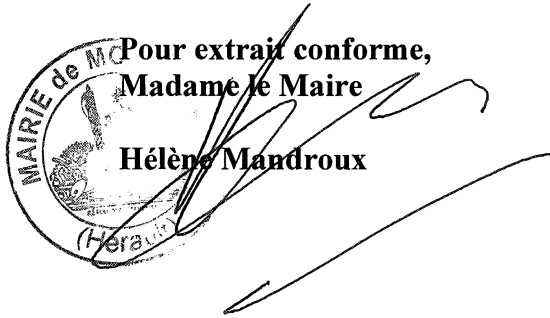


- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**

**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux**

The image shows a circular official stamp of a municipality, with the text "MAIRIE de M..." visible around the perimeter. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink. To the right of the stamp, the text "Pour extrait conforme, Madame le Maire Hélène Mandroux" is printed in a bold, sans-serif font.



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 29 mardi mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Foncier - Acquisition terrain Elargissement de la rue de l'Industrie Propriété "A C M"

Monsieur DELAFOSSE rapporte :

ACM a acquis en VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement) une opération rue de l'Industrie, résidence « Le Patio des Amandiers », sur les parcelles OM 87, OM 99, OM 100, OM 101, OM 102 et OM 103.

Conformément aux règles d'urbanisme, la parcelle OM 103, d'une contenance de 377 m<sup>2</sup>, doit être cédée à la Commune, afin de permettre la réalisation de l'opération de voirie C 119 du PLU, élargissement de la rue de l'Industrie.

Les services fiscaux ont évalué la cession à l'euro symbolique, compte tenu de la nature du terrain, à savoir du futur domaine public.

Par courrier du 30 mai 2011, ACM a donné son accord de principe à cette cession.

Les travaux d'aménagement seront pris en charge par la Commune, les crédits nécessaires sont disponibles sur les lignes budgétaires de la DAP, dans le cadre du PAE Près d'Arènes.

Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts d'ACM.

### En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'acquisition, à l'euro symbolique, de la parcelle nouvellement cadastrée OM 103, d'une contenance de 377 m<sup>2</sup>, afin de permettre la réalisation de l'opération de voirie C 119 du PLU.
- de réaliser les travaux de prise de possession, sur les crédits inscrits sur les lignes budgétaires de la DAP, dans le cadre du PAE Près d'Arènes.

- de saisir Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



**Pour extrait conforme.**

**Madame le Maire**

**Helène Mandroux**



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Foncier

### Elargissement rue Gaston Bachelard

### Acquisition emprise propriété M. Mme DELMAS

### PAE Marqueroze Multisites

M. Delafosse rapporte :

Dans le cadre du projet d'élargissement et d'aménagement du boulevard Paul Valéry et de la rue Gaston Bachelard, opération C 59 du PLU, qui s'inscrit dans le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) Marqueroze Multisites, la Ville de Montpellier a besoin d'acquérir une emprise de 283 m<sup>2</sup> sur la propriété de Monsieur et Madame DELMAS, à extraire des parcelles cadastrées EK 23 et EK 24.

En effet, les besoins liés au développement de ce quartier nécessitent des travaux d'élargissement de la rue Bachelard.

Le montant de l'acquisition de ce terrain s'élève à 19 810 € pour une superficie totale de 283 m<sup>2</sup>, soit 70 €/m<sup>2</sup>, conformément à l'estimation des Services Fiscaux.

Lors de la réalisation des travaux d'élargissement de la voie, il est prévu d'édifier un mur de soutènement en limite de propriété avec le futur domaine public, le tout surmonté d'un grillage rigide, d'effectuer le remplacement du portail existant et de refaire la rampe d'accès à la propriété de Monsieur et Madame DELMAS.

Les crédits nécessaires à cette acquisition ainsi qu'au financement des travaux prévus, sont pris en charge par la Ville dans le cadre du budget du PAE Marqueroze Multisites.

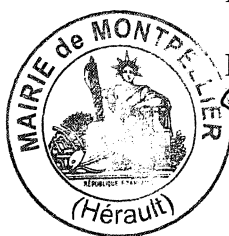
Monsieur et Madame DELMAS ont accepté les conditions de la négociation et ont désigné Maître PERREIN, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'acquérir une emprise de 283 m<sup>2</sup> à extraire des parcelles cadastrées EK 23 et EK 24, propriété de Monsieur et Madame DELMAS, pour un montant total de 19 810 €, soit 70 €/m<sup>2</sup>, conformément à l'estimation des Services Fiscaux,
- D'accepter la réalisation des travaux sur la propriété privée, nécessaires à l'élargissement de la voie, notamment l'édification d'un mur de soutènement surmonté d'un grillage rigide, le remplacement du portail existant, une rampe d'accès et la reconstitution des réseaux existants,
- De confier la rédaction de l'acte à Maître PERREIN, notaire désigné par Monsieur et Madame DELMAS, aux frais de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

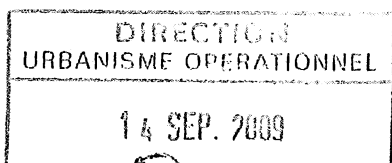
**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

**Hélène Mandroux**



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE LA RÉGION LANGUEDOC - ROUSSILLON  
ET DU DÉPARTEMENT DE L'HERAULT

Montpellier, le 3 août 2009



**BRIGADE D'ÉVALUATION**  
CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL  
34953 MONTPELLIER CEDEX 2  
Réception sur rendez-vous  
Affaire suivie par **bernard BONICEL**  
téléphone : 04 67 22 60 87  
télécopie : 04 67 22 62 69  
Courriel : [bernard.bonichel@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:bernard.bonichel@dgfip.finances.gouv.fr)

Ville de Montpellier  
Service Domanialité Publique  
1, Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2

**Objet:** - Estimations d'emprises sur parcelles EK 23, 24 et 257  
Rue Gaston Bachelard – PAE Marquerose  
Votre demande du 20/08/2009 – RC/388/2009  
Dossier suivi par Mme CATHALA  
**Référence:** dossier n°: 209 172 V 1778

Madame le Maire,

Par courrier du 20 août 2009, vous avez demandé, en vue de la réalisation de l'aménagement du boulevard Paul Valéry et de la rue Gaston Bachelard à Montpellier, l'évaluation d'emprises portant sur les parcelles EK 23, EK 24 et EK 257, frappées d'alignement au titre de la réserve C 59 du PLU.

Après enquête, les emprises concernées, nécessaires à l'élargissement de la rue Gaston Bachelard inscrit dans le PAE « Marquerose », sont évaluées sur la base unitaire de 70 €/m<sup>2</sup> de terrain non aménagé en zone AU, tenant compte à la fois des coûts d'aménagement à la charge de la ville et d'acquisitions de gré à gré déjà réalisées sur ce secteur auprès de particuliers.

- EK 23, propriété de Mr et Mme DELMAS, pour une superficie de 59 m<sup>2</sup> = 4 130 €
- EK 34, propriété de Mr DELMAS Francis, pour une superficie de 131 m<sup>2</sup> = 9 170 €
- EK 257, propriété de Mr PERRIN Didier, pour une superficie de 185 m<sup>2</sup> = 12 950 €

Un accord amiable pourra intervenir dans le cadre de cette estimation, compte non tenu d'une marge d'appréciation n'excédant pas 10%

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.



Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques  
Par délégation, l'inspecteur France Domaine  
B.BONICEL



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code

#### Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.



## Foncier

### Alignement rue Gaston Bachelard Acquisition emprise propriété M. et Mme PERREIN PAE Marqueroze Multisites

M. Delafosse rapporte :

Dans le cadre du projet d'élargissement et d'aménagement du boulevard Paul Valéry et de la rue Gaston Bachelard, qui s'inscrit dans le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) Marqueroze Multisites, la Ville de Montpellier a besoin d'acquérir une emprise de 188 m<sup>2</sup> sur la propriété de Monsieur et Madame PERREIN, à extraire de la parcelle cadastrée EK 257.

En effet, les besoins liés au développement de ce quartier nécessitent des travaux d'élargissement de la rue Bachelard.

Le montant de l'acquisition de ce terrain s'élève à 13 160 € pour une superficie totale de 188 m<sup>2</sup>, soit 70 €/m<sup>2</sup>, conformément à l'estimation des Services Fiscaux.

Lors de la réalisation des travaux d'élargissement de la voie, il est prévu d'édifier un mur de soutènement en limite de propriété avec le futur domaine public, le tout surmonté d'un grillage rigide, et de dédommager la haie végétale existante pour un montant de 5 000 €.

Les crédits nécessaires à cette acquisition ainsi qu'au financement des travaux prévus, sont pris en charge par la Ville dans le cadre du budget du PAE Marqueroze Multisites.

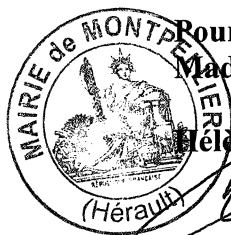
Monsieur et Madame PERREIN ont accepté les conditions de la négociation et ont désigné Maître VIDAL, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'acquérir une emprise de 188 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle cadastrée EK 257, propriété de Monsieur et Madame PERREIN, pour un montant total de 13 160 €, soit 70 €/m<sup>2</sup>, conformément à l'estimation des Services Fiscaux,
- D'accepter la réalisation des travaux sur la propriété privée, nécessaires à l'élargissement de la voie, notamment l'édification d'un mur de soutènement surmonté d'un grillage rigide, en limite de propriété, et le dédommagement de la haie végétale existante pour un montant de 5 000 €,
- De confier la rédaction de l'acte à Maître VIDAL, notaire désigné par Monsieur et Madame PERREIN, aux frais de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

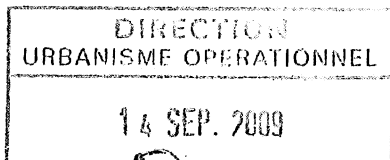
**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux





DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE LA RÉGION LANGUEDOC - ROUSSILLON  
ET DU DÉPARTEMENT DE L'HERAULT

Montpellier, le 31 août 2009



**BRIGADE D'ÉVALUATION.**  
CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL  
34953 MONTPELLIER CEDEX 2  
Réception sur rendez-vous

Ville de Montpellier  
Service Domanialité Publique  
1, Place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par Bernard BONICEL

téléphone : 04 67 22 60 87

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : bernard.bonichel@dgfip.finances.gouv.fr

**Objet:** - Estimations d'emprises sur parcelles EK 23, 24 et 257  
Rue Gaston Bachelard – PAE Marqueroze  
Votre demande du 20 /08/2009 – RC/388/2009  
Dossier suivi par Mme CATHALA  
**Référence:** dossier n°: 209 172 V 1778

Madame le Maire,

Par courrier du 20 août 2009, vous avez demandé, en vue de la réalisation de l'aménagement du boulevard Paul Valéry et de la rue Gaston Bachelard à Montpellier, l'évaluation d'emprises portant sur les parcelles EK 23, EK 24 et EK 257, frappées d'alignement au titre de la réserve C 59 du PLU.

Après enquête, les emprises concernées, nécessaires à l'élargissement de la rue Gaston Bachelard inscrit dans le PAE « Marqueroze », sont évaluées sur la base unitaire de 70 €/m<sup>2</sup> de terrain non aménagé en zone AU, tenant compte à la fois des coûts d'aménagement à la charge de la ville et d'acquisitions de gré à gré déjà réalisées sur ce secteur auprès de particuliers.

- EK 23, propriété de Mr et Mme DELMAS, pour une superficie de 59 m<sup>2</sup> = 4 130 €
- EK 34, propriété de Mr DELMAS Francis, pour une superficie de 131 m<sup>2</sup> = 9 170 €
- EK 257, propriété de Mr PERRIN Didier, pour une superficie de 185 m<sup>2</sup> = 12 950 €

Un accord amiable pourra intervenir dans le cadre de cette estimation, compte non tenu d'une marge d'appréciation n'excédant pas 10%

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.



Pour la Directrice Régionale des Finances Publiques  
Par délégation, l'inspecteur France Domaine  
B.BONICEL





## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## FONCIER

### Vente à ASF des terrains de la Ville concernés par la réalisation du déplacement de l'autoroute A9

M. Delafosse rapporte :

L'autoroute A9 actuelle a été mise en service en 1967 et mise à 2x3 voies en 1988.

Dès 1985 émergeait l'idée d'un déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier, en réponse à l'explosion de ses trafics locaux, régionaux, interrégionaux et internationaux.

La croissance du trafic de l'A9 au droit de Montpellier a été très importante au cours des 15 dernières années : entre 1985 et 1990 la croissance annuelle était de l'ordre de 7 à 8%, entre 1990 et 1995 elle était comprise entre 3,5 et 5,5%.

Entre 1995 et 2004, les flux ont crû de 5,5% en période moyenne (hors été) et de 3% en période estivale (juillet-août). En 2004, selon les sections, les trafics sont de l'ordre de 62 000 à 99 000 véhicules par jour et peuvent atteindre entre 95 000 et 134 000 véhicules par jour en période estivale.

Les études menées en 2005 montrent qu'à l'horizon 2015, les trafics hors période d'été seront compris entre 60 000 et 120 000 véhicules par jour et entre 120 000 et 170 000 véhicules par jour en période d'été.

Le dédoublement de l'A9 constitue une nécessité en termes de trafic et surtout en termes de sécurité, les améliorations portées sur les échangeurs et les bretelles depuis 2007 n'ayant pas eu d'effets significatifs sur les risques d'accidents aux heures de pointe du matin et du soir. En outre, il s'inscrit dans un projet d'aménagement cohérent du territoire et d'harmonisation des déplacements urbains.

Le tracé retenu, projet d'autoroute A9b, est situé au sud de l'autoroute actuelle, jumelé, au droit de Montpellier, avec la future ligne ferroviaire à grande vitesse. Le raccordement avec le Contournement Ouest de Montpellier (COM) se fera au niveau de l'actuel échangeur de Saint-Jean de Védas. Ainsi, le trafic de transit pourra se faire en continuité, sans avoir à franchir les barrières de péage existantes à Saint-Jean-de-Védas et Vendargues.

Les travaux de dédoublement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier ont été déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 30 avril 2007.

La société AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE (ASF), dans le cadre de la concession qui lui a été octroyée par le 7<sup>ème</sup> avenant au décret du 7 février 1992 approuvé par décret du 1<sup>er</sup> mars 2002, est chargée de la construction du dédoublement de l'autoroute A9.

La mise en service de l'autoroute A9b offre la perspective de faire de l'actuelle A9 (A9a) un boulevard de contournement de la ville. Un cahier des charges a été établi par la DRE pour étudier la réhabilitation de cet axe. N'étant plus soumis à la réglementation autoroutière puisque déclassé, il sera possible d'y créer de nouveaux échangeurs pour une meilleure desserte de la ville. Ainsi, il est envisagé de créer de nouveaux échangeurs au droit d'Odysseum, de l'avenue Raymond Dugrand et de la ZAC de la Restanque

Dans le cadre de la réalisation du déplacement de l'Autoroute A9 la Ville va devoir vendre à ASF 13,38 ha de terres lui appartenant.

Il s'agit, suivant les états parcellaires, des parcelles cadastrées sur la Commune de Montpellier SN 14p, 4p, 12p, SO 10p, SP 4p, ST 4p, 5p, 6p, 7p, SW 15p, 19p, OA 5p (lots 1, 3, 6, 8 et 44 de la copropriété des jardins d'Anne), sur la Commune de Mauguio DI 22p, 23p et 24.

Ces terres se répartissent de la façon suivante sur le territoire communal :

- 112.683 m<sup>2</sup> au sud de l'autoroute A9 actuelle (foncier acquis pour réserve foncière). Ces parcelles sont situées en zone à urbaniser non équipées AU0 par le Plan Local d'Urbanisme.
- 14.007 m<sup>2</sup> sur la Commune de MAUGUIO (acquisition d'un grand domaine dont une partie était située sur la Commune de MAUGUIO). Ces terres sont classées en zone agricole par le PLU de la Ville de MAUGUIO.
- 7.150 m<sup>2</sup> dans le secteur des Jardins d'Anne, il s'agit de 5 jardins familiaux (lots 1, 3, 6, 8, 44 de la copropriété des Jardins d'Anne). Ces biens sont classés en zone agricole A par le PLU.

Compte tenu de l'intérêt général du projet tant d'un point de vue national que local et des grandes superficies de terres concernées, ASF et la Ville sont parvenus à un accord pour une cession de ces biens aux prix de 2.478.821,1 € (en ce compris une indemnité de remploi de 5 %). Ce montant a été validé par les Services Fiscaux.

Ce prix global de cession a été établi selon les prix unitaires au m<sup>2</sup> suivants :

en zone à urbaniser non équipée AU0, 20 €/m<sup>2</sup>,

en zone agricole (Commune de MAUGUIO), 6 €/m<sup>2</sup>.

Les lots à usage de jardins familiaux, au regard de leur équipement et de leur usage, 20 €/m<sup>2</sup>.

La rédaction de l'acte authentique de cession sera prise en charge par ASF sous forme administrative exception faite de la cession des 5 lots de copropriété des Jardins d'Anne qui fera l'objet d'un acte à part dont la rédaction sera prise en charge par l'OFFICE NOTARIAL DE BAILLARGUES, étude choisie par ASF.

ASF devra entreprendre au plus vite les travaux de réalisation de la nouvelle autoroute afin que cet équipement soit ouvert en 2017, pour se faire ASF a demandé à la Ville de pouvoir prendre possession des emprises concernées de façon anticipée.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la vente à ASF de 17,54 ha de terres, cadastrées sur la Commune de Montpellier SN 14p, 4p, 12p, SO 10p, SP 4p, ST 4p, 5p, 6p, 7p, SW 15p, 19p, OA 5p (lots 1, 3, 6, 8 et 44 de la copropriété des Jardins d'Anne), sur la Commune de Mauguio DI 22p, 23p et 24, au prix de 2.478.821,1 € (en ce compris une indemnité de remploi de 5 %), conformément à l'estimation des Services fiscaux,
- de dire que la recette relative à cette vente sera imputée au budget de la Ville,
- de dire que les actes de vente seront établis par ASF et par l'OFFICE NOTARIAL DE BAILLARGUES pour les 5 lots de copropriété des Jardins d'Anne,
- d'autoriser ASF à prendre possession anticipée de l'ensemble des terrains concernés avant la signature de l'acte,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



**Pour extrait conforme,  
Madame le Maire**

**Hélène Mandroux**

Autoroute : A9  
 Section : Dédoulement de Montpellier - Commune de MONTPELLIER  
 Département : Hérault  
 DUP du : 30 avril 2007

Terrier n° 002

## PROMESSE DE VENTE



La soussignée:

**COMMUNE DE MONTPELLIER**  
 Département de l'Hérault

promet par les présentes et s'engage à vendre à l'ETAT par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Direction Générale des infrastructures, des transports et de la mer, représenté par la société Autoroutes du Sud de la France (A.S.F.), concessionnaire, dont le siège social est 9, Place de l'Europe à RUEIL-MALMAISON (92500), immatriculée au Registre du Commerce de la Seine sous le n° B 57 2139996, N° SIRET 57213999601306, n° SIREN 572139996

ou à toute personne physique ou morale qu'elle se substituerait, désignée ci-après sous le vocable de "la bénéficiaire" l'immeuble dont la désignation suit,

### Désignation de l'immeuble

Commune MONTPELLIER

Référence cadastrale					N° du plan	Acquisition		Non acquis	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou rue	Surf. m²		N°	Empr. m²	N°	Surf. m²
SN	4	T	La Cavallade	124347	21	20	90	19	12643
						18a	20282	17	78443
								18c	8086
								18b	4803
SN	12	T	La Cavallade	26249	27	23a	7580	21	9054
								22	3942
								23c	2492
								23b	3181
SN	14	T	La Cavallade	22507	26	26a	7612	26c	1342
								24	9249
								25	405
								26b	3899
SO	10	T	Negue Cats	11284	29	13a	40149	11	3120
								12	1675
								13c	1079
								13b	1396
SP	4	T	Font de la Banquière	147555	34	15a	26714	14	10713
								16	104926
								15c	4201
								15b	1001
ST	4	T	Terre de la Banquière	72600	40	17	58	19	52271
					41	18	17021	16	3250
ST	5	T	Terre de la Banquière	53513	43	21	3791	23	23468
					45	20a	8346	22	17608
								20b	300
ST	6	VI	Terre de la Banquière	43109	46	24	10449	26	18954
ST	7	VI	Terre de la Banquière	36721	48	27	11120	25	13706
								29	3097
								28	22504

SW	15	S	505 rue de la Mejanelle	4000	50	27	217	26	3783
SW	19	J	Le Grand Grès	1722	52	29	810	28	912
Total en m²							154239		

En conséquence de la présente promesse de vente, la soussignée s'engage à vendre ledit immeuble à la bénéficiaire, si elle en fait la demande dans le délai ci-après fixé, et elle engage expressément ses héritiers ou représentants, fussent-ils mineurs ou autrement incapables, à lui vendre à première réquisition l'immeuble dont il s'agit.

La vente sera faite aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

Le transfert de propriété sera opéré à la diligence d'ASF, soit par acte administratif, soit par acte notarié, soit par ordonnance.

### PRIX

En outre, ladite vente, si la réalisation en est demandée, aura lieu moyennant le prix principal de :  
**3 239 019.00 € (TROIS MILLIONS DEUX CENT TRENTE-NEUF MILLE DIX-NEUF EUROS)**

Se décomposant comme suit :

Indemnité principale emprise : 3 084 780.00 €

Indemnité de emploi : 154 239.00 €

Total : 3 239 019.00 €

lequel prix sera payé ou consigné dans les deux mois suivant la publication de l'acte administratif, ou payé à la signature de l'acte notarié.

### PRISE DE POSSESSION

ASF aura la faculté de prendre possession des immeubles à compter de la signature de l'autorisation d'occupation .

### INTERDICTION D'HYPOTHÉQUER, D'ALIÉNER ET DE LOUER

La soussignée s'interdit expressément d'hypothéquer l'immeuble dont il s'agit pendant la durée de la présente promesse de vente, c'est-à-dire un an, de l'aliéner ou de procéder à un partage.

Elle s'interdit également de conférer aucune servitude sur ledit immeuble pendant la même durée, de même qu'elle s'interdit de renouveler les locations ou d'en changer la nature pendant la même période.

A ce sujet, le vendeur déclare que les biens objet des présentes sont (\*) :

- libres de toute occupation ou location,
- donnés en fermage, loués, occupés par M.
- grevés d'hypothèque conventionnelle ou judiciaire.

(\*) Rayer la mention inutile et compléter si nécessaire

### CONDITIONS PARTICULIERES

1. « L'acquéreur s'oblige à affecter ces terrains à l'emprise strictement nécessaire à la réalisation, la maintenance et l'exploitation de l'ouvrage prévu au décret du 30 avril 2007. »

2. « Au cas où l'ouvrage linéaire réalisé n'utiliserait pas la totalité des terrains cédés, ASF s'engage, après délimitation des emprises définitives dévolues au domaine autoroutier, à en restituer les délaissés au strict prix de leur acquisition. En vertu de la Délibération du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011 qui consacre l'intérêt communautaire sur des sites stratégiques inscrits au SCOT, le bénéficiaire de cette restitution sera la Communauté d'Agglomération de Montpellier ».

3. « Au cas où le projet urbain nécessiterait le franchissement de l'ouvrage linéaire réalisé par l'acquéreur, pour des constructions ou des aménagements, l'acquéreur s'engage à :

- restituer les volumes correspondants à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, initiatrice de l'opération d'aménagement, ou à son aménageur.
- rétrocéder ces volumes sur les bases du prix d'acquisition de l'assiette foncière les supportant.

### FRAIS

Tous les frais et droits quelconques qui seront la suite et la conséquence nécessaire de la présente promesse seront, si la vente se réalise, supportés, y compris ceux de ladite vente, par la bénéficiaire de la promesse. Toutefois, resteront à la charge du promettant les frais de mainlevée et de purge des hypothèques s'il y en a ou tous autres frais préalables à la vente.

Fait en trois exemplaires à .....le .....

*(Signature du vendeur précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé")*

Service des Domaines :  Evaluation en date du	ASF Le Directeur Adjoint:   Charles HAASE
---	---

Autoroute : A9  
 Section : Dédoulement de Montpellier - Commune de MONTPELLIER  
 Département : Hérault  
 DUP du : 30 avril 2007

Terrier n° 131

## PROMESSE DE VENTE



La soussignée:

### COMMUNE DE MONTPELLIER

Département de l'Hérault

promet par les présentes et s'engage à vendre à l'ETAT par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Direction Générale des infrastructures, des transports et de la mer, représenté par la société Autoroutes du Sud de la France (A.S.F.), concessionnaire, dont le siège social est 9, Place de l'Europe à RUEIL-MALMAISON (92500), immatriculée au Registre du Commerce de la Seine sous le n° B 57 2139996, N° SIRET 57213999601306, n° SIREN 572139996

ou à toute personne physique ou morale qu'elle se substituerait, désignée ci-après sous le vocable de "la bénéficiaire" l'immeuble dont la désignation suit,

### Désignation de l'immeuble

Commune MONTPELLIER

Référence cadastrale					N° du plan	Acquisition		Non acquis	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou rue	Surf. m²		N°	Empr. m²	N°	Surf. m²
OA	5	S	Terre de Mas de Tandon	30559	3	19	7150	18	23409
					lot n°8		287		62
					lot n°6		166		0
					lot n°44		263		134
					lot n°3		194		0
					lot n°1		244		0
Total en m²							1154		

En conséquence de la présente promesse de vente, la soussignée s'engage à vendre ledit immeuble à la bénéficiaire, si elle en fait la demande dans le délai ci-après fixé, et elle engage expressément ses héritiers ou représentants, fussent-ils mineurs ou autrement incapables, à lui vendre à première réquisition l'immeuble dont il s'agit.

La vente sera faite aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

Le transfert de propriété sera opéré à la diligence d'ASF, soit par acte administratif, soit par acte notarié, soit par ordonnance.

### PRIX



En outre, ladite vente, si la réalisation en est demandée, aura lieu moyennant le prix principal de :  
**24 234.00 € (VINGT-QUATRE MILLE DEUX CENT TRENTE-QUATRE EUROS)**

Se décomposant comme suit :

Indemnité principale emprise : 23 080.00 €

Indemnité de remploi : 1 154.00 €

Total : -----  
 24 234.00 €

lequel prix sera payé ou consigné dans les deux mois suivant la publication de l'acte administratif, ou payé à la signature de l'acte notarié.

### **PRISE DE POSSESSION**

ASF aura la faculté de prendre possession des immeubles à compter de la signature de l'autorisation d'occupation .

### **INTERDICTION D'HYPOTHÉQUER, D'ALIÉNER ET DE LOUER**

La soussignée s'interdit expressément d'hypothéquer l'immeuble dont il s'agit pendant la durée de la présente promesse de vente, c'est-à-dire un an, de l'aliéner ou de procéder à un partage.

Elle s'interdit également de conférer aucune servitude sur ledit immeuble pendant la même durée, de même qu'elle s'interdit de renouveler les locations ou d'en changer la nature pendant la même période.

A ce sujet, le vendeur déclare que les biens objet des présentes sont (\*) :

- libres de toute occupation ou location,
- donnés en fermage, loués, occupés par M.
- grevés d'hypothèque conventionnelle ou judiciaire.

(\*) Rayer la mention inutile et compléter si nécessaire

### **CONDITIONS PARTICULIERES**

1. « L'acquéreur s'oblige à affecter ces terrains à l'emprise strictement nécessaire à la réalisation, la maintenance et l'exploitation de l'ouvrage prévu au décret du 30 avril 2007. »

2. « Au cas où l'ouvrage linéaire réalisé n'utiliserait pas la totalité des terrains cédés, ASF s'engage, après délimitation des emprises définitives dévolues au domaine autoroutier, à en restituer les délaissés au strict prix de leur acquisition à la Ville de Montpellier.

### **FRAIS**

Tous les frais et droits quelconques qui seront la suite et la conséquence nécessaire de la présente promesse seront, si la vente se réalise, supportés, y compris ceux de ladite vente, par la bénéficiaire de la promesse. Toutefois, resteront à la charge du promettant les frais de mainlevée et de purge des hypothèques s'il y en a ou tous autres frais préalables à la vente.

Fait en trois exemplaires à .....le .....

*(Signature du vendeur précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé")*

Service des Domaines :  Evaluation en date du	ASF Le Directeur Adjoint:  Charles HAASE
---	---

Autoroute : A9  
 Section : Dédoulement de Montpellier - Commune de MAUGUIO  
 Département : Hérault  
 DUP du : 30 avril 2007

Terrier n° 003



## PROMESSE DE VENTE

La soussignée:

**COMMUNE DE MONTPELLIER**  
 Département de l'Hérault

promet par les présentes et s'engage à vendre à l'ETAT par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Direction Générale des infrastructures, des transports et de la mer, représenté par la société Autoroutes du Sud de la France (A.S.F.), concessionnaire, dont le siège social est 9, Place de l'Europe à RUEIL-MALMAISON (92500), immatriculée au Registre du Commerce de la Seine sous le n° B 57 2139996, N° SIRET 57213999601306, n° SIREN 572139996

ou à toute personne physique ou morale qu'elle se substituerait, désignée ci-après sous le vocable de "la bénéficiaire" l'immeuble dont la désignation suit,

### Désignation de l'immeuble

Commune MAUGUIO

Référence cadastrale					N° du plan	Acquisition		Non acquis	
Sect.	N°	Nature	Lieu-dit ou rue	Surf. m²		N°	Empr. m²	N°	Surf. m²
DI	22	VIGNE	La Banquière	17752				90	3615
					2	91a	9104	92	4038
DI	23	VIGNE	La Banquière	5205	4	93	4578	91b	995
DI	24	SOL	La Banquière	325	5	24	325	94	627
<b>Total en m²</b>							<b>14007</b>		

En conséquence de la présente promesse de vente, la soussignée s'engage à vendre ledit immeuble à la bénéficiaire, si elle en fait la demande dans le délai ci-après fixé, et elle engage expressément ses héritiers ou représentants, fussent-ils mineurs ou autrement incapables, à lui vendre à première réquisition l'immeuble dont il s'agit.

La vente sera faite aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

Le transfert de propriété sera opéré à la diligence d'ASF, soit par acte administratif, soit par acte notarié, soit par ordonnance.

**PRIX**

En outre, ladite vente, si la réalisation en est demandée, aura lieu moyennant le prix principal de :  
**88 245.00 €** (QUATRE-VINGT-HUIT MILLE DEUX CENT QUARANTE-CINQ EUROS)

Se décomposant comme suit :

Indemnité principale emprise : 84 042.00 €

Indemnité de emploi : 4 202.10 €

Total : -----  
 88 244.10 €

lequel prix sera payé ou consigné dans les deux mois suivant la publication de l'acte administratif, ou payé à la signature de l'acte notarié.

### **PRISE DE POSSESSION**

ASF aura la faculté de prendre possession des immeubles à compter de la signature de l'autorisation d'occupation .

### **INTERDICTION D'HYPOTHÉQUER, D'ALIÉNER ET DE LOUER**

La soussignée s'interdit expressément d'hypothéquer l'immeuble dont il s'agit pendant la durée de la présente promesse de vente, c'est-à-dire un an, de l'aliéner ou de procéder à un partage.

Elle s'interdit également de conférer aucune servitude sur ledit immeuble pendant la même durée, de même qu'elle s'interdit de renouveler les locations ou d'en changer la nature pendant la même période.

A ce sujet, le vendeur déclare que les biens objet des présentes sont (\*) :

- libres de toute occupation ou location,
- donnés en fermage, loués, occupés par M.
- grevés d'hypothèque conventionnelle ou judiciaire.

(\*) Rayer la mention inutile et compléter si nécessaire

### **CONDITIONS PARTICULIERES**

1. « L'acquéreur s'oblige à affecter ces terrains à l'emprise strictement nécessaire à la réalisation, la maintenance et l'exploitation de l'ouvrage prévu au décret du 30 avril 2007. »

2. « Au cas où l'ouvrage linéaire réalisé n'utiliserait pas la totalité des terrains cédés, ASF s'engage, après délimitation des emprises définitives dévolues au domaine autoroutier, à en restituer les délaissés au strict prix de leur acquisition. En vertu de la Délibération du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011 qui consacre l'intérêt communautaire sur des sites stratégiques inscrits au SCOT, le bénéficiaire de cette restitution sera la Communauté d'Agglomération de Montpellier ».

3. « Au cas où le projet urbain nécessiterait le franchissement de l'ouvrage linéaire réalisé par l'acquéreur, pour des constructions ou des aménagements, l'acquéreur s'engage à :

- restituer les volumes correspondants à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, initiatrice de l'opération d'aménagement, ou à son aménageur.
- rétrocéder ces volumes sur les bases du prix d'acquisition de l'assiette foncière les supportant.

### FRAIS

Tous les frais et droits quelconques qui seront la suite et la conséquence nécessaire de la présente promesse seront, si la vente se réalise, supportés, y compris ceux de ladite vente, par la bénéficiaire de la promesse. Toutefois, resteront à la charge du promettant les frais de mainlevée et de purge des hypothèques s'il y en a ou tous autres frais préalables à la vente.

Fait en trois exemplaires à .....le .....

*(Signature du vendeur précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé")*

Service des Domaines :  Evaluation en date du	ASF Le Directeur Adjoint:   Charles HAASE
---	---



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## FONCIER

### Vente à RFF des terrains de la Ville concernés par la réalisation du contournement ferroviaire Nîmes - Montpellier

M. Delafosse rapporte :

Le projet de contournement ferroviaire de Nîmes – Montpellier s'inscrit dans un contexte plus vaste que le seul développement du trafic ferroviaire du Languedoc – Roussillon puisqu'il constituera le prolongement de la ligne à grande vitesse Paris – Lyon- Nîmes permettant à terme (après la réalisation du barreau Montpellier – Perpignan) de se raccorder au réseau ferroviaire espagnol. La ligne nouvelle favorisera également des liaisons rapides interrégionales entre les villes du Languedoc – Roussillon et les villes des régions voisines. Cette future liaison est considérée comme un maillon clé du réseau européen à grande vitesse et du réseau transeuropéen du fret ferroviaire.

En outre, il permettra de renforcer significativement les dessertes TER sur la ligne actuelle entre Nîmes et Montpellier, aujourd'hui saturée. La capacité actuelle sera renforcée de 50%. Le réseau TER actuel, grâce aux sillons libérés, pourra se développer.

Enfin, il permettra, grâce à la mixité des circulations voyageurs et fret, un développement du transport de fret en évitant les zones urbaines de Nîmes et Montpellier et assurera la continuité des transports européens de marchandises vers l'Espagne. L'amélioration des temps de parcours permettra une amélioration de la qualité de service offert aux transporteurs.

Le contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier a été déclaré d'utilité publique. Cet ouvrage de 70 kilomètres, qui prolongera la LGV Méditerranée au-delà de Montpellier, devrait être mis en chantier en 2013 pour une mise en service en 2017. Ce projet est considéré comme prioritaire par le gouvernement suite au Grenelle de l'environnement.

Ce projet verra la création de la gare TGV à Port Marianne.

Ce projet sera suivi, au plus tôt à l'horizon 2020, par la création d'une ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan. Des études sont en cours pour déterminer la nature et le tracé de cette ligne, suite au débat public en 2009.

Dans le cadre de la réalisation de ce projet de contournement ferroviaire, la Ville va devoir vendre à RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) 14,41 ha de terres lui appartenant.

Il s'agit, suivant les états parcellaires, des parcelles cadastrées sur la Commune de Montpellier SS 12p, ST 7p, 6p, 5p, 4p, SP 15p, 16p, SO 12, SN 22, 25, 17p, sur la Commune de Mauguio DI 92 et 94.

Ces terres se répartissent de la façon suivante sur le territoire communal :

- 139.448 m2 au sud de l'autoroute A9 (foncier acquis pour réserve foncière). Ces parcelles sont situées en zone à urbaniser non équipées AU0 par le Plan Local d'Urbanisme.
- 4.665 m2 sur la Commune de MAUGUIO (acquisition d'un grand domaine dont une partie était située sur la Commune de MAUGUIO). Ces terres sont classées en zone agricole par le PLU de la Ville de MAUGUIO.

Compte tenu de l'intérêt général du projet tant d'un point de vue national que local et des grandes superficies de terres concernées, RFF et la Ville sont parvenus à un accord pour une cession de ces biens aux prix de 2.957.797,5 € (en ce compris une indemnité de remploi de 5 %). Ce montant a été validé par les Services Fiscaux.

Ce prix global de cession a été établi selon les prix unitaires au m2 suivants :

en zone à urbaniser non équipée AU0, 20 €/m2,

en zone agricole (Commune de MAUGUIO), 6 €/m2.

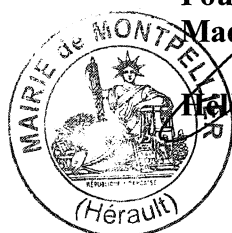
La rédaction de l'acte authentique de cession sera confiée à l'OFFICE NOTARIAL DE BAILLARGUES, étude choisie par RFF. La totalité des frais inhérents à la rédaction de cet acte seront pris en charge par RFF.

RFF devra entreprendre au plus vite les travaux de réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire afin que cet équipement soit ouvert en 2017, pour se faire RFF a demandé à la Ville de pouvoir prendre possession des emprises concernées de façon anticipée.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la vente à RFF de 14,41 ha de terres, cadastrées sur la Commune de Montpellier SS 12p, ST 7p, 6p, 5p, 4p, SP 15p, 16p, SO 12, SN 22, 25, 17p, sur la Commune de Mauguio DI 92 et 94, au prix de 2.957.797,5 € (en ce compris une indemnité de remploi de 5 %), conformément à l'estimation des Services fiscaux,
- de dire que la recette relative à cette vente sera imputée au budget de la Ville,
- de dire que l'acte authentique de vente sera rédigé par l'OFFICE NOTARIAL DE BAILLARGUES aux frais de RFF,
- d'autoriser RFF à prendre possession anticipée de l'ensemble des terrains concernées avant la signature de l'acte,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**



Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux

**Publiée le : 30 05 2012**



Mission du Contournement Nîmes-Montpellier  
185 rue Léon Blum  
BP 9252  
34043 MONTPELLIER Cedex 1

## PROMESSE DE VENTE A RFF



De terrains non bâtis situés sur la commune de **MAUGUIO**, département de l'HÉRAULT pour les travaux de construction du contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier.

Par les présentes, le(s) soussigné(s) :

**COMMUNE DE MONTPELLIER**

**HOTEL DE VILLE, 1 Place Georges FRECHE - 34267 MONTPELLIER CEDEX 2**

**Représentée par :**

Selon délibération joint en annexe

ci-après désignée le **Promettant** s'engage à vendre à RFF – EPIC créé par la Loi du 13 février 1997, inscrit au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 412280737 (SIREN 412 280 737) et dont le siège est au 92 Avenue de France 75648 PARIS CEDEX 13 ci-après dénommé soit RFF soit le **Bénéficiaire**, les parcelles désignées au tableau ci-dessous, dont il se déclare propriétaire et telles qu'elles figurent au plan parcellaire, moyennant une indemnité forfaitaire et globale de :

**VINGT NEUF MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT NEUF EUROS  
ET CINQUANTE CENTIMES (29 389,50 €)**

qui se décompose comme indiqué au tableau ci-dessous :

N° PLAN PARC	Références cadastrales			NAT.	SURFACE A ACQUERIR en m²	INDEMNITES			
	SECT.	N°	LIEU-DIT			PRINCIPALE	REMPLOI	AUTRE	TOTALE
283	DI	94	LA BANQUIERE	T04	627 m²				
284	DI	92	LA BANQUIERE	T03	4 038 m²	27 990,00 €	1 399,50 €	-	29 389,50 €
<b>TOTAL</b>					<b>4 665 m²</b>	<b>27 990,00 €</b>	<b>1 399,50 €</b>	<b>-</b>	<b>29 389,50 €</b>

## CONDITIONS GENERALES

Cette vente sera faite sous les garanties de fait et de droit les plus étendues en la matière et aux conditions suivantes :



1. Le Promettant soussigné déclare que les terrains objet de la présente promesse de vente ne sont grevés d'aucun privilège, servitude, hypothèque ou autres droits réels.

2. Il déclare que la situation locative de ces terrains est la suivante :

Les parcelles, objet de la présente promesse de vente sont cédées libres de toute location ou occupation quelconque. Les conventions d'occupation précaires en vigueur sur les parcelles seront résiliées par le Promettant au plus tard le jour de l'acte.

3. Le Promettant s'engage à produire une origine de propriété régulière en vue de l'établissement de l'acte authentique de vente.

4. Le bénéficiaire acquittera les contributions foncières afférentes aux parcelles vendues au prorata suivant la date de l'acte authentique qui régularisera les présentes.

5. L'indemnité ci-dessus stipulée sera versée par le bénéficiaire entre les mains du Notaire chargé de la régularisation de la vente, préalablement à la signature de l'acte.

Après signature de cet acte, cette indemnité sera remise par le Notaire au vendeur sur justification que les parcelles cédées ne sont grevées d'aucune inscription hypothécaire ou de justification de la radiation des inscriptions existantes.

6. Les frais de l'acte de vente seront à la charge du bénéficiaire.

Le coût des formalités nécessaires à l'obtention des autorisations prévues par la loi en présence d'incapables sera supporté par le bénéficiaire.

7. Le Promettant autorise le bénéficiaire à occuper, dès la signature de la présente, les terrains d'emprise désignés ci-avant pour commencer la réalisation de ses travaux (y compris les diagnostics archéologiques) sans attendre la signature de l'acte de vente. En cas de pénétration anticipée à l'acte, le bénéficiaire informera les occupants précaires desdits travaux.

8. Pendant la durée de la validité de la présente promesse, fixée à huit mois à compter de ce jour, le Promettant :

- s'interdit de consentir toute autre cession des terrains sus-désignés ainsi que toute location (ou nouvelle location),
- s'oblige formellement à ne conférer à des tiers aucun droit réel, servitude ou charge quelconque autre que ceux qui peuvent déjà exister.

9. Le Promettant s'engage à régulariser la cession par acte authentique à la première demande du bénéficiaire, ou du Notaire chargé de recevoir l'acte, dont la saisine par le bénéficiaire vaudra levée d'option. A cet effet, Le Promettant désigne

L'Office Notarial de Baillargues, 340, rue des Ecoles BAILLARGUES - 34748 - VENDARGUES

Assisté de Maître ----- Notaire à -----

## CONDITIONS PARTICULIERES

10. « L'acquéreur s'oblige à affecter ces terrains à l'emprise strictement nécessaire à la réalisation, la maintenance et l'exploitation de l'ouvrage ayant fait l'objet de la Déclaration d'Utilité Publique en date du 16 mai 2005. »

11. « Au cas où l'ouvrage linéaire réalisé n'utiliserait pas la totalité des terrains cédés, l'acquéreur s'engage, après délimitation des emprises définitives dévolues au Réseau Ferré National, à en restituer les délaissés au strict prix de leur acquisition. En vertu de la Délibération du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011 qui consacre l'intérêt communautaire sur des sites stratégiques inscrits au SCOT, parmi lesquels figure le quartier de la future Gare TGV, le bénéficiaire de cette restitution sera la Communauté d'Agglomération de Montpellier ».

12. « Au cas où le projet urbain nécessiterait le franchissement de l'ouvrage linéaire réalisé par l'acquéreur, pour des constructions ou des aménagements autres que le Pôle d'Echange Multimodal et ses équipements connexes, l'acquéreur s'engage à :

- restituer les volumes correspondants à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, initiatrice de l'opération d'aménagement, ou à son aménageur.
- rétrocéder ces volumes sur les bases du prix d'acquisition de l'assiette foncière les supportant.

Fait en trois exemplaires, à MONTPELLIER,

Signature du Promettant  
(précédée de la mention « Bon pour promesse de vente »

Acceptation de la promesse de vente  
par le Bénéficiaire

A Montpellier, le \_\_\_\_\_

**Mme Sylvie MARTIN**  
Responsable du Pôle Foncier du Contournement de  
Nîmes et Montpellier  
Réseau Ferré de France

Indemnités Propriétaire Commune de Montpellier

Réf. Articles	Nature de l'indemnité	Contenance	Prix du m²	Bâti	Total
Art. 6	Indemnité principale	4665	6,00 €	0,00 €	27 990,00 €
Art. 8	Indemnité de emploi		Règle des 5%		1 399,50 €
Art. 9	Acquisition du délaissé	0	1,50 €		0,00 €
Total m²		4665			

Art.	Indemnité Accessoire		0,00 €
------	----------------------	--	--------

Indemnités Domaines	29 389,50 €
---------------------	-------------

RFF	Libération rapide	forfait (bois, friche) de 900 € / ha	0,00 €
-----	-------------------	--------------------------------------	--------

Total indemnités	29 389,50 €
------------------	-------------

Prix au m²	6,3
------------	-----



Mission du Contournement Nîmes-Montpellier  
185 rue Léon Blum  
BP 9252  
34043 MONTPELLIER Cedex 1

## PROMESSE DE VENTE A RFF

De terrains non bâtis situés sur la commune de **MONTPELLIER**, département de l'HÉRAULT pour les travaux de construction du contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier.

Par les présentes, la soussignée :

**COMMUNE DE MONTPELLIER**

**HOTEL DE VILLE, 1 Place Francis Ponge - 34064 MONTPELLIER CEDEX 2**

**Représentée par**

Selon délibération jointe en annexe



ci-après désignée le **Promettant** s'engage à vendre à RFF – EPIC créé par la Loi du 13 février 1997, inscrit au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 412280737 (SIREN 412 280 737) et dont le siège est au 92 Avenue de France 75648 PARIS CEDEX 13 ci-après dénommé **RFF** soit le **Bénéficiaire**, les parcelles désignées au tableau ci-dessous, dont il se déclare propriétaire et telles qu'elles figurent au plan parcellaire, moyennant une indemnité forfaitaire et globale de :

**DEUX MILLIONS NEUF CENT VINGT HUIT MILLE QUATRE CENT HUIT EUROS (2 928 408 €)**

qui se décompose comme indiqué au tableau ci-dessous :

N° PLAN PARC	Références cadastrales			NAT.	SURFACE A ACQUERIR en m²	INDEMNITES			
	SECT.	N°	LIEU-DIT			PRINCIPALE	REMPLOI	AUTRE	TOTALE
3	SS	12	DOMAINE DE LA BANQUIERE	T2	521 m²				
9B	ST	7	TERRE DE BANQUIERE	VI1	3083 m²				
12B	ST	6	TERRE DE BANQUIERE	VI1	13042 m²				
13A	ST	5	TERRE DE BANQUIERE	T2	7437 m²				
15C	ST	4	TERRE DE BANQUIERE	T2	16333 m²				
37A	SP	15	FONT DE LA BANQUIERE	T02	3507 m²				
					33446 m²				
38B	SP	16	FONT DE LA BANQUIERE	T02	dont 351 m² de 1/2 Lit				
43	SO	12	NEGUE CATS	T02	1675 m²				
44	SN	22	LA CAVALADE	T02	3942 m²				
45	SN	25	LA CAVALADE	T02	405 m²				
51	SN	17	LA CAVALADE	T02	56057 m²				
						2 788 960,00 €	139 448,00 €	-	2 928 408,00 €
<b>TOTAL</b>					<b>139 448 m²</b>	<b>2 788 960,00 €</b>	<b>139 448,00 €</b>	<b>-</b>	<b>2 928 408,00 €</b>



# CONDITIONS GENERALES

Cette vente sera faite sous les garanties de fait et de droit les plus étendues en la matière et aux conditions suivantes :

1. Le Promettant soussigné déclare que les terrains objet de la présente promesse de vente ne sont grevés d'aucun privilège, servitude, hypothèque ou autres droits réels.

2. Il déclare que la situation locative de ces terrains est la suivante :

Les parcelles, objet de la présente promesse de vente sont cédées libres de toute location ou occupation quelconque. Les conventions d'occupation précaires en vigueur sur les parcelles seront résiliées par le Promettant au plus tard le jour de l'acte.

3. Le Promettant s'engage à produire une origine de propriété régulière en vue de l'établissement de l'acte authentique de vente.

4. Le bénéficiaire acquittera les contributions foncières afférentes aux parcelles vendues au prorata suivant la date de l'acte authentique qui régularisera les présentes.

5. L'indemnité ci-dessus stipulée sera versée par le bénéficiaire entre les mains du Notaire chargé de la régularisation de la vente, préalablement à la signature de l'acte.

Après signature de cet acte, cette indemnité sera remise par le Notaire au vendeur sur justification que les parcelles cédées ne sont grevées d'aucune inscription hypothécaire ou de justification de la radiation des inscriptions existantes.

6. Les frais de l'acte de vente seront à la charge du bénéficiaire.

Le coût des formalités nécessaires à l'obtention des autorisations prévues par la loi en présence d'incapables sera supporté par le bénéficiaire.

7. Le Promettant autorise le bénéficiaire à occuper, dès la signature de la présente, les terrains d'emprise désignés ci-avant pour commencer la réalisation de ses travaux (y compris les diagnostics archéologiques) sans attendre la signature de l'acte de vente. En cas de pénétration anticipée à l'acte, le bénéficiaire informera les occupants précaires desdits travaux.

8. Pendant la durée de la validité de la présente promesse, fixée à huit mois à compter de ce jour, le Promettant :

- s'interdit de consentir toute autre cession des terrains sus-désignés ainsi que toute location (ou nouvelle location),
- s'oblige formellement à ne conférer à des tiers aucun droit réel, servitude ou charge quelconque autre que ceux qui peuvent déjà exister.

9. Le Promettant s'engage à régulariser la cession par acte authentique à la première demande du bénéficiaire, ou du Notaire chargé de recevoir l'acte, dont la saisine par le bénéficiaire vaudra levée d'option. A cet effet, Le Promettant désigne

L'Office Notarial de Baillargues, 340, rue des Ecoles BAILLARGUES - 34748 - VENDARGUES

Assisté de Maître ----- Notaire à -----

## CONDITIONS PARTICULIERES

10. « L'acquéreur s'oblige à affecter ces terrains à l'emprise strictement nécessaire à la réalisation, la maintenance et l'exploitation de l'ouvrage ayant fait l'objet de la Déclaration d'Utilité Publique en date du 16 mai 2005. »

11. « Au cas où l'ouvrage linéaire réalisé n'utiliserait pas la totalité des terrains cédés, l'acquéreur s'engage, après délimitation des emprises définitives dévolues au Réseau Ferré National, à en restituer les délaissés au strict prix de leur acquisition. En vertu de la Délibération du Conseil de Communauté en date du 21 avril 2011 qui consacre l'intérêt communautaire sur des sites stratégiques inscrits au SCOT, parmi lesquels figure le quartier de la future Gare TGV, le bénéficiaire de cette restitution sera la Communauté d'Agglomération de Montpellier ».

12. « Au cas où le projet urbain nécessiterait le franchissement de l'ouvrage linéaire réalisé par l'acquéreur, pour des constructions ou des aménagements autres que le Pôle d'Echange Multimodal et ses équipements connexes, l'acquéreur s'engage à :

- restituer les volumes correspondants à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, initiatrice de l'opération d'aménagement, ou à son aménageur.
- rétrocéder ces volumes sur les bases du prix d'acquisition de l'assiette foncière les supportant.

Fait en trois exemplaires, à MONTPELLIER,

Signature du Promettant  
(précédée de la mention « Bon pour promesse de vente »

Acceptation de la promesse de vente  
par le Bénéficiaire

A Montpellier, le \_\_\_\_\_

**Mme Sylvie MARTIN**  
Responsable du Pôle Foncier du Contournement de  
Nîmes et Montpellier  
Réseau Ferré de France

## Indemnités Propriétaire Commune de Montpellier

Réf. Articles	Nature de l'indemnité	Contenance	Prix du m²	Bâti	Total
Art. 6	Indemnité principale	139448	20,00 €	0,00 €	2 788 960,00 €
Art. 8	Indemnité de remplai		Règle des 5%		139 448,00 €
Art. 9	Acquisition du délaissé	0	1,50 €		0,00 €
		Total m²	139448		

Art.	Indemnité Accessoire	0,00 €
------	----------------------	--------

<b>Indemnités Domaines</b>	2 928 408,00 €
----------------------------	----------------

RFF	Libération rapide	forfait (bois, fliche) de 900 € / ha	0,00 €
-----	-------------------	--------------------------------------	--------

<b>Total indemnités</b>	2 928 408,00 €
-------------------------	----------------

Prix au m²	21
------------	----

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Nettoiemment des espaces publics des cimetières, conciergeries, chapelle, sanitaires publics des halles et marchés - Autorisation de signer le marché

Mme Benouargha-Jaffiol rapporte :

Les cimetières de Montpellier comprennent des voiries, allées, espaces verts, fontaines, placettes, mobiliers urbains, sanitaires, conciergeries, chapelle et sacristie.

Un entretien régulier de ces espaces est nécessaire :

- Nettoiemment, balayage des espaces piétonniers, des voiries en enrobé ou en terre battue et des espaces végétalisés, y compris le ramassage des déchets divers (plastiques, emballages divers ...)
- Nettoiemment des réceptacles d'eaux pluviales,
- Enlèvement des feuilles mortes, aiguilles de pins, débris de cyprès,
- Vidage des conteneurs à ordures et des corbeilles à papiers.
- Le nettoiemment des espaces de circulation après de fortes pluies pour enlever la terre et les graviers entraînés par les eaux de ruissellement
- Regroupement des déchets produits sur l'espace considéré en vue de leur ramassage et de l'évacuation, le jour même, hors des cimetières,
- Le nettoiemment, l'entretien et la fourniture de consommables des sanitaires privés des conciergeries,
- Le nettoiemment des locaux et bureaux des conciergeries
- Le nettoiemment et l'entretien de la chapelle du cimetière Saint Lazare.



Les halles de la Ville de Montpellier sont au nombre de quatre : Castellane, Jacques coeur, Laissac et Quatre saisons. Elles abritent des commerces de détails à vocation alimentaire et intégrées à leur environnement. Des locaux sanitaires sont réservés et intégrés à chaque bâtiment, ils comprennent un local, WC et lavabo.

Un entretien régulier de ces espaces est nécessaire :

- Nettoyement
- Désinfection
- Désodorisation
- Fourniture en consommable

Le précédent marché arrivé au terme de la première année n'a pas été renouvelé. Un appel d'offres a été lancé pour le nettoyage des conciergeries, de la chapelle et de la sacristie du cimetière Saint Lazare, ainsi que des sanitaires des Halles, pour un an, renouvelable 3 fois au maximum.

L'appel d'offre a été lancé avec les critères de sélection suivants :

- Critère de sélection des candidatures :
  - Garanties et capacités techniques et financières
  - Référence professionnelles
- Critique jugement des offres :
  - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - Prix des prestations : 40%

Ce marché n° 1 H 601281 passé sur appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics, a donc pour objet le nettoyage des espaces publics des cimetières - conciergerie - chapelle - sanitaire et sanitaires publics des cimetières et des halles et marchés.

A l'issue de la commission d'appel d'offres du 3 Avril 2012, il a été retenu la société SMN, domiciliée Parc d'Activités « La Garrigue », 3 Avenue des Compagnons, B.P. 21, 34171 Castelnau le Lez Cedex, pour un montant annuel de 320 948,43 € HT.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'opération engagée,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue conformément à l'avis de la commission d'Appel d'Offres,
- d'imputer les dépenses correspondantes au budget communal, nature 61523, fonction 920 262,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme,  
Madame le Maire

Hélène Mandroux



**Publiée le : 30 05 2012**

## PLAN LOCAL D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE DE LA VILLE DE MONTPELLIER

### Préambule :

→ Pour le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère de la Culture et de la Communication :

Ainsi que le rappelle la circulaire du 29 Janvier 2008 cosignée par le ministre de l'Education Nationale et le ministre de la Culture et de la Communication, l'éducation artistique et culturelle est une dimension essentielle de la formation de tous et en particulier des jeunes.

Par ailleurs, le "Socle Commun de compétences et de connaissances" se définit comme un ensemble de valeurs, de savoirs, de langages et de pratiques que chacun doit avoir intégré au cours de la scolarité obligatoire.

**Parmi les sept grandes compétences qui constituent le Socle Commun, la culture humaniste contribue à la formation de la sensibilité, du goût et du jugement des futurs citoyens.**

Dans ce cadre et notamment à travers l'histoire des arts, les élèves doivent s'approprier les repères géographiques et historiques essentiels afin d'être capable de partager une culture européenne, et de comprendre l'unité et la complexité du monde.

La culture humaniste que dispense l'école doit donner à tous les élèves des références communes, et à chacun d'entre eux l'envie d'avoir une vie culturelle personnelle. Elle doit développer la conscience que les expériences humaines ont un fondement universel.

**Placée au cœur des politiques éducatives, l'éducation artistique doit avoir des effets positifs sur le développement cognitif et la réussite scolaire des enfants.**

Elle doit aider à la construction de la personnalité ainsi que des compétences nécessaires à la vie en société, favoriser le développement de la créativité, de la capacité d'initiative et de l'esprit d'entreprise, contribuer à la réduction des inégalités et permettre la construction de l'identité culturelle de chacun dans l'ouverture aux cultures des autres.

Pour relever ce défi, les structures et les institutions culturelles doivent développer et renforcer leur mission éducative. A cet effet, la DRAC favorisera leur rapprochement avec les écoles. Elle les incitera à renforcer les partenariats existants, et contribuera à en susciter de nouveaux.

## → Pour la Ville :

La Ville a décidé de renouveler son niveau d'ambition et son action en faveur de l'éducation, en s'inscrivant en complémentarité de l'action de l'Education Nationale et des familles, qui constituent les premiers des acteurs éducatifs.

### **Parce que l'éducation constitue :**

- Un fondement du vivre ensemble : elle permet de partager des valeurs communes, notamment de respect des autres et de citoyenneté, elle est au cœur du principe d'égalité des chances,
- Un moyen essentiel de prise d'autonomie : elle est un puissant vecteur de socialisation, de réussite scolaire et professionnelle,
- Un levier d'épanouissement personnel : elle favorise la découverte de soi et des autres, le développement d'aptitudes et de compétences personnelles qui vont bien au-delà du champ scolaire et professionnel.

### **Parce que l'éducation se prolonge dans tous les temps de vie et tout au long de la vie :**

- Montpellier veut mobiliser l'ensemble de ses leviers pour être une Ville éducatrice, afin de développer chez chaque montpelliérain le goût du savoir et de la pratique, le désir d'apprendre et de découvrir, les exigences et le plaisir de vivre ensemble.

### **La Ville s'engage pour l'Education et la Réussite Educative :**

- En s'engageant pour l'éducation et l'épanouissement de chaque montpelliérain, la Ville œuvre pour l'avenir collectif de Montpellier : ses habitants sont sa première richesse, ils sont au cœur d'un projet municipal qui entend renforcer les atouts sur lesquels le rayonnement de Montpellier s'est construit : la ville du savoir, de la qualité de vie et de la qualité urbaine et œuvre en faveur d'une cohésion territoriale, sociale et générationnelle.

### **Cinq priorités municipales** orientent les engagements de la Ville pour la Réussite Educative :

#### **Identité** : *Les outils d'une citoyenneté active*

Le français, une langue pour communiquer, pour rêver et pour aimer : la lecture et l'écriture prolongées par l'initiation à la pratique des arts vivants.

#### **Citoyenneté** : *Acquérir par des comportements civiques la conscience de vivre en société*

L'éducation comportementale et citoyenne, pour son bien-être, pour relayer concrètement des messages et démarches civiques auprès des autres, des adultes : hygiène, propreté, alimentation, santé, sécurité routière, aménagements urbains...

#### **Eveil** : *L'éveil, la raison, la curiosité, l'épanouissement*

L'initiation pratique et ludique à la culture scientifique et technique, au carrefour de toutes les activités humaines, pour introduire la rationalité, distinguer entre connaissance et superstition, éveiller l'esprit critique, constater et valoriser la complémentarité entre capacités intellectuelles et capacités manuelles.

#### **Intégration** : *La République française et la nation ouverte en partage.*

Quelles que soient ses origines et celles de sa famille, la mémoire collective historique et l'appropriation d'un destin commun, inscrits dans le territoire de son lieu de vie, comme creuset d'une nation toujours en devenir (découverte et appropriation de « ses » territoires locaux et régionaux et du patrimoine associé ; initiation à l'histoire sous un angle fédérateur, valorisant les facteurs communs à toutes les composantes de la nation).

#### **Socialisation** : *L'intégration sociétale par des pratiques collectives, sportives et culturelles*

La pratique des sports collectifs et du spectacle vivant, pour socialiser les rapports de force, admettre les différences et flatter leurs complémentarités.

## **Les soussignés :**

ENTRE D'UNE PART :

### **L'Etat**

- Le Ministère de la Culture et de la Communication représenté par le Directeur Régional des Affaires Culturelles Languedoc Roussillon
- Le Ministère de l'Education Nationale représenté par l'Inspecteur d'Académie de l'Hérault, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale

ET D'AUTRE PART :

**La Ville de Montpellier**, représentée par son Maire.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

### **Article n°1 : OBJECTIFS GENERAUX**

- **Mettre en œuvre une démarche concertée** entre tous les partenaires selon leurs compétences dans le domaine de l'éducation artistique et construire une politique commune cohérente qui s'appuie sur une exigence d'épanouissement de l'enfant dans son intégralité, sur une exigence d'égalité d'accès à l'art et à la culture et sur une exigence de continuité de la formation artistique.
- **Faciliter le développement et la pérennisation de l'éducation artistique** pour donner aux arts et à la culture une place centrale dans la vie de l'enfant.
- **Permettre à tous les enfants de bénéficier d'un parcours culturel** tout au long de leur scolarité et sur tous les temps de leur vie.
- **Resserrer du lien école/famille et du lien parents/enfants** par le partage de vécus culturels communs.

### **Article n°2 : OBJECTIFS SPECIFIQUES**

- Assurer le pilotage, le suivi et l'évaluation des projets dans chaque domaine artistique.
- Veiller à l'évolution des dispositifs en fonction des transferts de compétences réalisés au bénéfice des enseignants et des animateurs territoriaux.
- Privilégier les actions inscrites dans un projet culturel de territoire mettant en synergie l'ensemble des compétences et des ressources locales.
- Rapprocher les établissements scolaires des structures culturelles publiques et privées de la Ville et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

- Favoriser les activités culturelles à l'intérieur et à l'extérieur des écoles primaires.
- Organiser l'accès aux évènements et à l'actualité culturelle développés sur la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.
- Développer des activités culturelles dans les temps de l'accompagnement éducatif et des accueils municipaux, notamment l'accès aux équipements culturels de proximité.
- Réaménager et développer les classes à horaires aménagés dans les domaines des arts visuels, de la musique et du théâtre en veillant à les rendre accessibles à tous les élèves.
- Renforcer les actions culturelles dans les zones socialement défavorisées ou géographiquement isolées, en coordination avec la Politique de la Ville.
- Construire une offre diversifiée et équilibrée, couvrant tous les grands domaines artistiques et culturels.
- Articuler les offres culturelles en direction des classes avec les programmes de l'Education Nationale (pratiques artistiques, fréquentation des œuvres, histoire des arts), prendre en compte l'évolution de ces programmes.
- Permettre aux parents d'accompagner leur enfant dans la rencontre avec les lieux de travail et d'expression des artistes.

### **Article n°3 : CHAMP D'ACTION**

Le Plan Local d'Education Artistique et Culturelle concerne :

→ **Chaque enfant de la ville, sur tous les temps de sa vie.**

→ Les différents domaines artistiques et culturels suivants :

- **arts visuels,**
- **musique,**
- **littérature,**
- **théâtre/danse/cirque,**
- **culture scientifique et technique,**
- **cinéma/audiovisuel,**
- **développement durable,**
- **patrimoine,**
- **jeux.**

### **Article n°4 : RESSOURCES**

Les ressources sont décrites dans les fiches jointes en annexe et actualisées chaque année.

## **Article n°5 : MODALITES DE PILOTAGE**

La présente convention fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation conjointe réalisés principalement par deux instances : le conseil consultatif du projet de réussite éducative de la Ville de Montpellier et un comité technique.

Le conseil consultatif se réunit au moins deux fois par an. Il est présidé par Madame le Maire de la Ville de Montpellier et comprend des représentants :

- du conseil général ;
- de l'Inspecteur d'Académie ;
- du Directeur Départemental de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ;
- du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- du Président de la Caisse d'Allocations Familiales ;
- du Directeur Régional de l'ACSE
- des Directeurs d'école de la Ville de Montpellier ;
- des chefs d'établissement ;
- des parents d'élèves siégeant au conseil d'école d'une école de la Ville de Montpellier ;
- des parents d'élèves siégeant au conseil d'administration d'un EPLE ;
- des associations œuvrant dans le domaine éducatif ;
- du GIP DSUA ;
- du Directeur Régional des Affaires Culturelles.

Le comité technique se réunit trois à quatre fois par an. Il comprend des représentants de :

- la Direction Régionale des affaires culturelles
- l'inspection Académique de l'Hérault
- la Ville de Montpellier

## **Article n°5 : EVALUATION**

Une évaluation de l'application financière et technique de la présente convention sera menée par les trois parties, à l'issue de la réalisation des actions programmées sur les exercices et au plus tard au 30 septembre de chaque année.

Elle devra faire apparaître :

- un bilan des engagements financiers sur chacune des actions programmées,
- un bilan quantitatif d'impact de nature statistique,
- un bilan qualitatif de déroulement des opérations, d'impact artistique et de contribution au développement culturel du territoire à l'aide d'indicateurs significatifs.

## **Article n°6 : COMMUNICATION**

Les actions de communication relatives aux opérations programmées et annexées à la présente convention devront mentionner la participation des parties signataires.

## **Article n°7 : DUREE**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans.

**Article n°8 : MODIFICATION**

La présente convention pourra être modifiée, en cours d'exécution, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par voie d'avenant.

A Montpellier, le .....

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Directeur des Services  
Départementaux de l'Education  
Nationale

Pour Madame le Maire de la  
Ville de Montpellier,  
L'adjoint délégué à la Réussite  
Educative

Monsieur le Directeur Régional  
des Affaires Culturelles  
Languedoc Roussillon

## **ANNEXES**



ARTS VISUELS					
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements
Ville	DRAC	IA			Associations partenaires
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives	<b>Catherine Dumon</b> Conseillère arts plastiques	<b>Christian Dumas</b> CDP Arts visuels 04 67 91 53 25	<b>Point Art</b> (IA + CDDP)  <b>Site Internet Arts visuels 34</b> <a href="http://www.ac-montpellier.fr/artsvisuels34/">www.ac-montpellier.fr/artsvisuels34/</a>	<b>Musée Fabre</b>  <b>FRAC</b>  <b>Musée Languedocien</b>	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)  <b>Actions</b> <b>Educatives</b> <b>Innovantes</b> (IA) <b>Petits Jardins</b> <b>Saugrenus</b> Projet fédérateur <i>Constitution de jardins artistiques dans les écoles</i> (IA, OCCE, Agglomération) <b>Service éducatif du Musée Fabre</b> (Agglomération, Rectorat) <b>FIFAV</b> (Festival International du Film sur l'Argile et le Verre)
<b>Marie-Claude Feraud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives	<b>Florence Caudrelier</b> Conseillère Education Artistique et Culturelle	<b>Sylvie Carsenac</b> CPD Arts visuels 04 67 91 53 25	<b>CDDP</b> 04.99.58.37.02	<b>Carré Sainte-Anne</b>  <b>Pavillon Populaire</b>  <b>Galerie Saint-Ravy</b>	<b>Atelier itinérant d'arts plastiques</b>  <b>Approches</b>  <b>Encore</b>
<b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles		<b>Christian Maccotta</b> Chargé de mission Arts et Culture humaniste 04 67 91 52 43			
<b>Madelaine Faure</b> Responsable des lieux d'art et d'histoire					<b>Visite</b> accompagnées des expositions produites avec possibilités de préparation et de suivi aux côtés des

[illegible]

MUSIQUE						
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements	Associations partenaires
Ville	DRAC	IA				
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Marie-Claude Fermaud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles	<b>Valérie Bruas</b> Conseillère Musique  <b>Florence Caudrelier</b> Conseillère Education Artistique et Culturelle	<b>Sylvain Buttarò</b> CPD Musique 04 67 91 53 25  <b>Christian Maccotta</b> Chargé de mission Arts et Culture humaniste 04 67 91 52 43	<b>Point Ressource Musique</b> 91, rue Charles Bonaparte (Groupe scolaire Heidelberg) 04 67 75 67 84	<b>Orchestre de Montpellier</b> Service éducatif  <b>Opéra Comédie</b> Service éducatif	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)  <b>Concerts éducatifs maternels et élémentaires</b> (Opéra Corum-Opéra Comédie)  <b>Chœurs d'enfants</b> (chœurs de circo)  <b>Galax</b>  <b>Classe CHAM</b> Ecole Gambetta  <b>Projet classe CHAM-Voix</b> Ecole Diderot	<b>Cie CARAMBOLE</b>  <b>Swing Gum Enfance</b>  <b>Vitamuse</b>

LITTÉRATURE						
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements	Associations partenaires
Ville	DRAC	IA				
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Marie-Claude Fermaud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles	<b>Odile Nublat</b> Conseillère Livre et Lecture  <b>Florence Caudrelier</b> Conseillère Education Artistique et Culturelle	<b>Philippe Valembois</b> IEN Montpellier Sud 04 67 99 91 93  <b>Dorien Heyn Papousek</b> Responsable Poem'express 04 67 96 39 18  <b>Christian Maccotta</b> Chargé de mission Arts et Culture humaniste 04 67 91 52 43	<b>CDDP</b> 04.99.58.37.02  <b>Centre de Ressources Molière</b> Pézenas 04 67 09 48 65	<b>Bibilothèques et Médiathèques</b>   <b>Languedoc-Roussillon Livre et Lecture (LRLL)</b>	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)  <b>Festival de Littérature Jeunesse</b> <i>La maman des poissons</i> CR Molière Pézenas  <b>Poem'express</b> Théâtre de Clermont l'Hérault DRAC – IA 04 67 96 39 18  <b>Ecriture de nouvelles</b> 3 circonscriptions (Ville – CDDP – IA)	<b>Arté Facto</b>  <b>Yapad'Lez'Arts</b>  <b>La boutique d'écriture &amp; Co</b>

THEÂTRE / DANSE / CIRQUE						
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements	Associations partenaires
Ville	DRAC	IA				
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Marie-Claude Fermaud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles	<b>François Duval</b> Conseiller Spectacles Vivants  <b>Florence Caudrelier</b> Conseillère Education Artistique et Culturelle	<b>Pierre Pagès</b> Enseignant Responsable CR Molière 04 67 09 48 65  <b>M.F. Palloc</b> CPD EPS Danse 04 67 91 52 44  <b>Christian Maccotta</b> Chargé de mission Arts et Culture humaniste 04 67 91 52 43	<b>Centre de Ressources Molière</b> Pézenas 04 67 09 48 65	<b>Théâtre Jean Vilar</b>  <b>Théâtre des 13 Vents</b>  <b>Centre Chorégraphique National</b>	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)  <b>La Cour des Arts</b>	<b>Le cercle occitan</b> <b>Outil théâtre</b> <b>La maison théâtre</b> <b>Cie l'escargot</b> <b>Théâtre La Vista</b> <b>L'Atalante</b> <b>Cie les fourmis rousses</b> <b>Allons'Z'Enfants</b> <b>Anima</b> <b>Au singulier et au pluriel</b> <b>Arte Cabocla</b> <b>Danse et dit</b> <b>Temps Danse</b> <b>Balthazar</b> <b>Zepetra</b> <b>Kerozen et Gazoline</b>

CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE						
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements	Associations partenaires
Ville	DRAC	IA				
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Marie-Claude Feraud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles		<b>Philippe Mahuziès</b> Chargé de mission Culture scientifique et développement durable 04 67 91 53 31  <b>Christian Maccotta</b> Chargé de mission Arts et Culture humaniste 04 67 91 52 43	<b>Centre de Ressources Ecolothèque</b> St Jean de Védas 04 99 52 82 81  <b>Centre de Ressources Sciences</b> Domaine de Restinclières Prades le Lez 04 99 62 09 43  <b>Centre de Ressources Patrimoine et Environnement</b> Vailhan 04 67 24 80 11  <b>Centre de Ressources Santé Epidaure</b> Montpellier 04 67 61 30 18	<b>Planétarium</b>  <b>Aquarium</b>  <b>Université Montpellier II</b>	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)  <b>Mallettes Sciences</b> (IA)  <b>Projet fédérateur Astronomie</b> (IA)  <b>Concours Sciences</b> <i>Les Trouvetout</i> (IA)  <b>Site web</b> <i>La météo des écoles</i>  <b>Village des Sciences</b>  <b>Village de l'espace</b> (Ville + CNES)	<b>Le passe muraille</b>  <b>Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain</b>  <b>Les petits débrouillards</b>  <b>Action Arte</b>  <b>Semilla</b>  <b>Ligue pour la Protection des Oiseaux</b>

CINEMA / AUDIOVISUEL						
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements	Associations partenaires
Ville	DRAC	IA				
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Marie-Claude Fermaud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles	<b>Isabel Martinez</b> Conseillère Cinéma Audiovisuel Multimédia  <b>Florence Caudrelier</b> Conseillère Education Artistique et Culturelle	<b>Gilles Muller</b> Enseignant responsable CRIS 04 67 64 06 61  <b>Christian Maccotta</b> Chargé de mission Arts et Culture humaniste 04 67 91 52 43				
			<b>Centre de Ressources Education à la Culture Numérique</b> 04 67 64 06 61	<b>Festival du Cinéma Méditerranéen</b>  <b>Cinémas Diagonal</b> (Co-pilotage Ecole et cinéma)  <b>ECM Kawenga</b>  <b>Languedoc Roussillon Cinéma</b>	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)  <b>Ecole et cinéma</b> (IA – DRAC)  <b>Festival Faites des images</b> (CRIS)  <b>Programmation Jeune Public du Festival du Cinéma Méditerranéen</b>	<b>Transit/Collectif Photographique</b>  <b>Les Film de la Criée</b>

DEVELOPPEMENT DURABLE						
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements	Associations partenaires
Ville	DRAC	IA				
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Marie-Claude Fermaud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles		<b>Philippe Mahuziès</b> Chargé de mission Culture scientifique et développement durable 04 67 91 53 31	<b>Centre de Ressources Ecolothèque</b> St jean de Védas 04 99 52 82 81  <b>Centre de Ressources Sciences</b> Domaine de Restinclières Prades le Lez 04 99 62 09 43  <b>Centre de Ressources Patrimoine et Environnement</b> Vailhan 04 67 24 80 11	<b>Université Montpellier II</b>	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)  <b>Fête de la biodiversité</b> (Ville)	<b>L'atelier du recyclage artistique</b>  <b>Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain</b>  <b>Action Arte</b>  <b>Le passe muraille</b>



PATRIMOINE						
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements	Associations partenaires
Ville	DRAC	IA				
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Marie-Claude Fermaud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles  <b>Christine Feuillas</b> Chargée de mission Patrimoine et responsable des archives municipales	<b>Xavier Ferhnbach</b> Conseiller Musées  <b>Florence Caudrelier</b> Conseillère Education Artistique et Culturelle  <b>Odile Nublat</b> Conseillère Archives	<b>Christian Maccotta</b> Chargé de mission Arts et Culture humaniste 04 67 91 52 43  <b>Pierre Pagès</b> Enseignant Responsable CR Molière 04 67 09 48 65	<b>Centre de Ressources Molière</b> Pézenas 04 67 09 48 65	<b>Office du Tourisme</b>  <b>Musée Languedocien</b>  <b>Parcours muséographique de la Ville de Montpellier :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Musée du vieux Montpellier</li> <li>- Musée de l'histoire de Montpellier</li> <li>- XIIème – XVème siècle (crypte Notre-Dame-des-Tables)</li> <li>- Chapelle et pharmacie de la Miséricorde</li> </ul> Archive municipales : ateliers pédagogiques	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)  <b>Opération « parcours urbains »</b> (Ville + IA)  Visites accompagnées des sites et collections (Ville)  <b>Animations spécifiques et gratuites sur les sites</b> du parcours muséographique à l'occasion des <b>Journées Européennes du Patrimoine</b> (2 jour/an en septembre) et de la <b>Nuit Européenne des Musées</b> (1 samedi soir/an en mai) (Ville)	<b>Passe Muraille</b>  <b>Atelier permanent d'initiation à l'environnement urbain</b>  <b>Cercle occitan</b>  <b>Archives du monde</b>  <b>Le relais, la Maison des enfants dans la Ville</b>  <b>Traces d'Histoire</b>

<b>Madeline Faure</b> Responsable des lieux d'art et d'histoire					Accueil et accompagnement des activités de l'association Archives du monde à la pharmacie et Chapelle de la Miséricorde : permanence de l'association, ateliers de collectes de témoignage orales sur les sites patrimoniaux, initiations à l'ethnologie.	
--	--	--	--	--	--	--

JEUX					
Personnes référentes			Centres de ressources Autres ressources	Institutions culturelles partenaires	Dispositifs et événements
Ville	DRAC	IA			
<b>Guillaume Comte</b> Responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Marie-Claude Fermaud</b> Adjointe au responsable du pôle des politiques éducatives  <b>Hakima Ramrajah</b> Chargée des offres culturelles		<b>Christian Maccotta</b> Chargé de mission Arts et Culture humaniste 04 67 91 52 43		<b>Médiathèques</b>	<b>Offres culturelles</b> (Ville + IA + DRAC)
					<b>Montpellier Echeecs</b>  <b>Strata'j'm</b>  <b>La Compagnie des Jeux</b>

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUT, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2012

M. Gély rapporte :

Monsieur l'inspecteur d'académie informe la Ville que compte-tenu des effectifs scolaires, et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (CTSD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis respectivement les 6 février 2012 et 15 février 2012, il a été arrêté des mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Monsieur l'inspecteur d'Académie demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquences toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

### LES OUVERTURES DE CLASSES

#### Ouverture de postes dans les écoles maternelles

Ecole Mozart	ouverture du 7 <sup>ème</sup> poste
Ecole Vasco de Gama	ouverture du 4 <sup>ème</sup> poste
Ecole Pape Carpentier	ouverture du 8 <sup>ème</sup> poste
Ecole Marcel Pagnol	ouverture du 6 <sup>ème</sup> poste
Ecole Beethoven	ouverture du 4 <sup>ème</sup> poste
Ecole M de l'Hospital	ouverture du 7 <sup>ème</sup> poste maternelle (confirmation de la mesure transitoire prise à la rentrée 2011)
Ecole F Mitterrand (Primaire)	ouverture du 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>ème</sup> , 3 <sup>ème</sup> poste maternelle (transfert de Yourcenar) Ouverture du 4 <sup>ème</sup> poste maternelle

**Soit l'ouverture de 10 postes**

## **Ouverture de postes dans les écoles élémentaires**

Ecole M. Curie	ouverture du 11 <sup>ème</sup> poste
Ecole Voltaire	ouverture du 11 <sup>ème</sup> poste
Ecole J. Simon	ouverture du 7 <sup>ème</sup> poste
Ecole M de l'Hospital (primaire)	ouverture du 8 <sup>ème</sup> poste élémentaire
Ecole O de Gouges (Primaire)	ouverture du 2 <sup>ème</sup> poste élémentaire
Ecole F Mitterrand (Primaire)	ouverture du 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>ème</sup> , 3 <sup>ème</sup> , 4 <sup>ème</sup> poste élémentaire (transfert de Rabelais)

**Soit l'ouverture de 9 postes**

## **LES FERMETURES DE CLASSES**

### **Fermeture de postes dans les écoles maternelles :**

Ecole S Prokofiev	fermeture du 5 <sup>ème</sup> poste
Ecole M Yourcenar	fermeture du 11 <sup>ème</sup> , 12 <sup>ème</sup> , 13 <sup>ème</sup> poste maternelle (transférés à l'école Primaire Mitterrand)

**Soit la fermeture de 4 postes.**

### **Fermeture de postes dans les écoles élémentaires :**

Ecole Dante Alighéri	fermeture du 6 <sup>ème</sup> poste
Ecole B Spinoza	fermeture du 10 <sup>ème</sup> poste
Ecole Pottier /Sibelius	fermeture du 12 <sup>ème</sup> poste
Ecole Lamartine	fermeture du 6 <sup>ème</sup> poste
Ecole B Morisot	fermeture du 10 <sup>ème</sup> poste
Ecole A Savary	fermeture du 11 <sup>ème</sup> poste
Ecole Rabelais	fermeture du 13 <sup>ème</sup> , 14 <sup>ème</sup> , 15 <sup>ème</sup> , 16 <sup>ème</sup> poste (transférés à l'école Primaire Mitterrand)

**Soit la fermeture de 10 postes.**

## **OUVERTURE D'ECOLE :**

Ecole François Mitterrand : école primaire (4 maternelles, 4 élémentaires)

## **FUSION D'ECOLES :**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie informe la ville qu'à compter de la rentrée 2012, l'école maternelle Anne Frank (7 classes) fusionnera avec l'élémentaire Charles Dickens (11 classes) pour former une école Primaire Dickens/Frank de 18 classes.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la ville prévoit la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur référent nécessaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable aux 19 ouvertures de classes ;
- d'émettre un avis défavorable aux 14 fermetures de classes ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Mise en oeuvre d'une démarche concertée avec les services de l'Inspection Académique et la Direction Régionale des Affaires Culturelles dans le domaine de l'éducation artistique et culturelle Signature du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle de la Ville de Montpellier

M. Gély rapporte :

Dans le cadre du Projet de Réussite Educative, la Ville de Montpellier a décidé de placer au cœur des politiques éducatives l'éducation artistique et culturelle qui constitue un pilier indispensable de l'ouverture au monde.

Aux côtés des services de l'Inspection Académique de l'Hérault et de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), la Ville de Montpellier développe depuis plusieurs années une offre culturelle de qualité en direction des élèves des écoles primaires.

Fortes de cette expérience, l'Inspection Académique, la DRAC et la Ville de Montpellier ont décidé de formaliser le partenariat au sein d'un Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (PLEAC) qui fixe pour une durée de trois ans les enjeux et les modalités de pilotage et d'évaluation d'une politique en faveur d'une éducation artistique et culturelle commune aux trois institutions.

Le PLEAC concerne chaque enfant de la Ville de Montpellier sur tous les temps de sa vie dans les domaines artistiques et culturels suivants :

- arts visuels,
- littérature,
- musique,
- théâtre/danse/cirque,
- culture scientifique et technique,
- cinéma/audiovisuel,
- développement durable,

- patrimoine,
- jeux.

Il a pour objectifs :

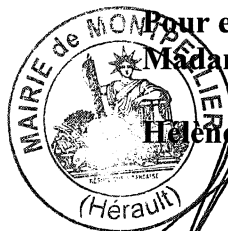
- de mettre en œuvre une démarche concertée entre tous les partenaires compétents dans le domaine de l'éducation artistique et construire une politique commune cohérente qui s'appuie sur une exigence d'épanouissement de l'enfant dans son intégralité, sur une exigence d'égalité d'accès à l'art et à la culture et sur une exigence de continuité de la formation artistique ;
- de faciliter le développement et la pérennisation de l'éducation artistique pour donner aux arts et à la culture une place centrale dans la vie de l'enfant ;
- de permettre à tous les enfants de bénéficier d'un parcours culturel tout au long de leur scolarité et sur tous les temps de leur vie ;
- de resserrer le lien école/famille et le lien parents/enfants par le partage de vécus culturels communs.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les termes du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGE-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETTOUT.

## CONSTRUCTION DE L'ECOLE PRIMAIRE MALRAUX -Attribution et autorisation de signer le marché de Maîtrise d'Oeuvre

M. Gély rapporte :

Par délibération en date du 3 octobre 2011, le Conseil Municipal a décidé :

- de réaliser l'opération de construction de l'école primaire Malraux
- d'approuver le programme général de l'opération et son enveloppe financière
- de lancer un concours restreint d'architecture pour le choix du concepteur
- de désigner les membres élus devant participer au jury de concours
- d'attribuer une prime maximale de 24 000€ HT par équipe aux candidats admis à concourir

Conformément à l'article 70 du code des marchés publics et après avis du jury de concours qui s'est réuni le 14 décembre 2011, 5 candidats ont été admis à concourir. Il s'agit des équipes suivantes :

- 1- Jean de GIANCINTO / L. LE PAVEC / J. BRENGUES / SOTEC ingénierie / BET PIALOT ESCANDE
- 2 - SARL COULON / BATISERF ingénierie / SOLARES Bauen / BET Gilbert JOST / E3 Economie
- 3 - KcomK Architectes / WRA / IOSIS / ROUCH Acoustique / Lignes / INGEOR
- 4 - JAKOB + MAC FARLANE / BATISERF / M. FORGUES / INEX BET
- 5 - OAL Edouard François /SARL A. VERDIER / GECKO SARL / BETSO

Le jury du concours s'est réuni le 25 avril 2012, a classé les candidats et a émis un avis motivé.

Le pouvoir adjudicateur, par arrêté n°2012/1346/T/N du 7 mai 2012, a décidé de suivre l'avis du jury et de déclarer lauréat du concours l'équipe : SARL COULON/BATISERF ingénierie/ SOLARES BAUEN / BET GILBERT JOST / E3 Economie.

Suite aux négociations du contrat de maîtrise d'œuvre il ressort :

- un pourcentage global des travaux (toutes tranches confondues) affecté à cette mission de 11,72% représentant un montant d'honoraires de 726 640,00 € HT , sur la base d'une enveloppe de travaux arrêtée à 6 200 000€ HT.

- pour les missions complémentaires retenues les taux de rémunération sont de :

- mission OPC : 1,29% (tranche ferme et conditionnelle),
- mission SYN : 0,87% (tranche ferme et conditionnelle),
- mission EXE : (tranche ferme 1,77% et conditionnelle 2,075%)

**Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre de l'école primaire André Malraux concernant la mission de base et les missions complémentaires en option , OPC, SYN, EXE soit un total du marché de maîtrise d'œuvre estimé à 987 460,00 € HT, à l'équipe lauréate :

- \*SARL COULON, architecture, mandataire
- \* BATISERF Ingénierie
- \* SOLARES BAUEN
- \* BET GILBERT JOST
- \* E3 ECONOMIE

- d'attribuer à chacune des équipes qui ont concouru la somme de 24 000€ HT, conformément à l'avis du jury.

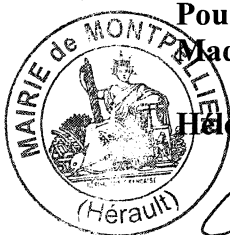
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2012 de la Ville : programme 2011AP2 – opération 10D05654 – nature 2031

- de solliciter les subventions les plus larges possibles

- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire notamment ledit marché de maîtrise d'œuvre ainsi que le permis de construire afférent

**Le Conseil adopte.**

**Publiée le : 30 05 2012**



Pour extrait conforme,  
Madame le Maire  
Hélène Mandroux

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## PARTICIPATION DE LA VILLE AUX SEJOURS DE VACANCES ETE 2012

Monsieur Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de MONTPELLIER développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes de 4 à 16 ans des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 500 enfants entre 4 et 16 ans la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En 2012, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme « Aides aux Vacances Enfants » (A.V.E.) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 30 jours maximum). La Ville intervient dès le 1<sup>er</sup> jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

A partir du 15<sup>ème</sup> jour, la Ville prend le relais de l'A.V.E. qui cesse au 14<sup>ème</sup> jour du séjour.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2012 (Nature/Fonction 6042/92421), soit 76000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1 <sup>ère</sup> et la 13 <sup>ème</sup> nuit (14 jours) plafonné à 45€/jour			
	Quotient familial de 0 à 350 €	Quotient familial de 351 à 650 €	Quotient familial de 651 à 800 €
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	55% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi : 45 %) Participation Ville de 10 à 55 %	50% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi : 40 %) Participation Ville de 10 à 50 %	35% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi : 25%) participation Ville de 10 à 35%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont AVE : 90%)	80% du prix du séjour (dont AVE : 80%)	50% du prix séjour (dont AVE : 50 %)
Barème pour un séjour compris entre la 14 <sup>ème</sup> et la 29 <sup>ème</sup> nuit (30 jours) plafonné à 45€/jour			
	Quotient familial de 0 à 350 €	Quotient familial de 351 à 650 €	Quotient familial de 651 à 800
Aide ville jusqu'à 2 enfants	55% du prix du séjour	50% du prix du séjour	35% du prix du séjour
Aide ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis,
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2012,
- d'autoriser Mme le maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~le~~ **extraire conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANOROUX**

**Publiée le : 30/05/2012**

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

**Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## **Mise en place de structures modulaires transitoires et préaux modulaires - Attribution et autorisation de signer le marché à bons de commande**

Monsieur Jean-Louis GELY rapporte :

Afin de répondre aux besoins en matière d'augmentation de locaux d'accueil, la Ville a décidé de procéder à la mise en place de structures modulaires transitoires pour l'éducation, l'enfance, les sports et les mairies de proximité.

Pour réaliser ces prestations, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33, 57 et 59 du code des marchés publics. Ce marché est un marché à bon de commande sans minimum ni maximum passé en application de l'article 77 du code des marchés publics pour une période initiale d'un an à compter de la notification reconduit par période successive d'un an pour une durée totale de 4 ans. Il comprend 4 lots :

- lot 1 Modules préfabriqués en location
- lot 2 Modules préfabriqués en achat
- lot 3 Préaux modulaires
- lot 4 Electricité, courants faibles

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises ont été les suivants :

- Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 60%
- Prix des prestations : 40%

La commission d'appel d'offres en date du 9 mai 2012 a décidé d'attribuer les lots aux entreprises désignées ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Lot 1 : Entreprise ALGECO ;
- Lot 2 : Entreprise ALGECO ;
- Lot 3 : Entreprise DALO Frères ;
- Lot 4 : Entreprise DEHAIL.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'avis de la Commission d'appel d'offre en date du 9 mai 2012
- d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 30/05/2012**

## **Séance publique du mardi 29 mai 2012**

**Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## **Réparations, entretien et nettoyage des jeux de cours des écoles, crèches et haltes-garderies**

### **Attribution et autorisation de signer le marché à procédure adaptée**

Monsieur Jean-Louis GELY rapporte :

La ville de Montpellier possède un parc de jeux dans les cours des écoles, des crèches et haltes-garderies. Il y a lieu de procéder régulièrement à l'entretien et la réparation de ces jeux afin qu'ils restent conformes à une bonne utilisation.

Pour réaliser ces interventions, un marché à procédure adaptée a été lancé selon l'article 28 du code des marchés publics. Il s'agit d'un marché à lot unique et à bons de commande passé en application de l'article 77 du code des marchés publics avec un minimum de 40 000€ HT et un maximum de 160 000 € HT par an pour une durée initiale d'un an reconductible 2 fois.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises ont été les suivants :

- Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 60%
- Prix des prestations : 40%

La commission d'appel d'offres, en date du 10 avril 2012, a décidé d'attribuer le lot unique à l'entreprise désignée ci-dessous, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

- Entreprise LUDOPARC pour un montant minimum de 40 000€ HT et maximum de 160 000€ HT par an

**En conséquence, après étude et avis favorable de la Commission d'appel d'offres en date du 10 avril 2012, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'émettre un avis favorable à la passation du marché précité
- d'imputer la dépense sur le budget fonctionnement 2012 de la Ville :

Fonctions 92211 -9264, nature 61521

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 30/05/2012**



## Séance publique du mardi 29 mai 2012

**Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

### **École maternelle Marie Pape Carpentier Réalisation d'une salle de psychomotricité**

Monsieur Jean-Louis GELY rapporte :

Par délibération en date du 26 mars 2012, la Ville de Montpellier a autorisé le dépôt d'une déclaration préalable de travaux afin de réaliser une salle de psychomotricité à l'école maternelle Pape Carpentier, ainsi que la mise à disposition par l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (ACM) d'un local dans lequel seront effectués les travaux susdits.


Cette délibération complémentaire a pour but de préciser les points suivants, mentionnés dans le contrat de location avec ACM :

- Le local loué par ACM est situé résidence Clos de la Fontaine 55, rue Cour Libéral Bruant à Montpellier (34080) ;
- Le bail est consenti à titre gratuit ;
- La Ville devra payer les charges locatives et la consommation d'eau froide afférentes à ce local ;
- La durée de location est d'un an et pourra être prolongée par tacite reconduction tous les ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De signer le contrat de location avec ACM ;
- D'imputer les dépenses de charges sur le budget 2012 de la Ville : CRB 26600 – Ligne de crédit 855 – Fonction 920200 – Nature 614 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

The image shows the official circular seal of the Mairie de Montpellier, which features a central emblem and the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the perimeter. Overlaid on the seal is a large, bold, handwritten signature in black ink. To the right of the seal, the text 'Pour extrait conforme, Madame le Maire' is printed. Below the seal, the name 'Hélène ANDROUX' is printed in a bold, sans-serif font.

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène ANDROUX**

**Publiée le : 30/05/2012**



## **CONTRAT DE LOCATION**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**, dont le Siège Social est sis à Montpellier, 407, avenue du Professeur E. ANTONELLI, représenté par sa Directrice Générale, **Madame Claudine FRÊCHE**, domiciliée es qualités audit siège, spécialement habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé "**le BAILLEUR**"

**D'UNE PART**

**ET :**

**La Ville de Montpellier** dont le siège est situé à la Mairie de Montpellier 1, Place Georges FRECHE représentée par son Maire, **Madame Hélène MANDROUX**

ci-après dénommé(e) "**le PRENEUR**"

**D'AUTRE PART**

### **IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT :**

**La présente location est soumise aux dispositions de l'article 57a de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 et, pour le surplus, au Code Civil. Elle est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que le locataire s'oblige à exécuter et accomplir.**

### **DÉSIGNATION**

**Un local de 50.27 m<sup>2</sup> environ (référence ACM - UG : 024979) et un local de 43.86 m<sup>2</sup> (référence ACM - UG : 024980) sis Résidence CLOS DE LA FONTAINE, 55, Cour LIBERAL BRUANT - 34080 MONTPELLIER**

**Tels que lesdits biens existent dans leur état actuel, le preneur déclarant les biens connaître pour les avoir visités en vue du présent bail.**

### **DESTINATIONS DES LIEUX LOUÉS**

**Les lieux loués devront servir exclusivement à l'activité de :**

## **Annexe Ecole PAPE CARPANTIER**



### **DURÉE**

La présente location est consentie et acceptée pour une **durée d'un an**, pour une période commençant le **15 mars 2012** pour se terminer le **14 mars 2013**.

Elle pourra être prolongée par tacite reconduction à l'issue de chaque période annuelle.

La partie qui voudra mettre fin au bail dans l'un ou l'autre des cas ci-dessus prévus devra donner congé à l'autre par acte extrajudiciaire, **au moins 3 mois avant l'expiration de la période en cours**.

### **ÉTAT DES LIEUX**

- Un état des lieux, sera dressé, dès la prise de jouissance du locataire, contradictoirement entre les parties, aux frais du preneur ; à défaut le preneur sera réputé avoir reçu les lieux en parfait état. Le bailleur, du fait de la spécificité des locaux livrés n'aura aucune prestation complémentaire à effectuer, et ceci tout au long de la durée du bail. **Seules sont à charge du bailleur les grosses réparations définies par référence à l'article 606 du Code Civil.**

### **ENTRETIEN ET RÉPARATIONS**

- **Le local est loué " en l'état " ; le preneur affirme avoir reconnu les lieux et dégager l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER de toute responsabilité en cas de non-fonctionnement des équipements pouvant être présents sur les lieux.**

Toutes les réparations, travaux divers à réaliser dans le local objet des présentes seront à la charge, du preneur. **Le preneur devra, par ailleurs, faire son affaire de tous les contrats d'entretien nécessaires à la maintenance, au remplacement des équipements et installations (appareils de chauffage, ballons d'eau chaude, climatiseurs....) en place ou à venir. Le bailleur ne saurait, ainsi, être appelé dans le cadre de l'article 1755 du Code Civil.**

- **Il devra entretenir en bon état les canalisations intérieures, les robinets d'eau, les canalisations et appareillages électriques ou de gaz et prendre tous contrat de maintenance pour assurer le dit bon entretien.**

- **Il devra faire ramoner, à ses frais, aussi souvent qu'il sera nécessaire ou prescrit par les règlements administratifs, les cheminées ou conduits de fumée, et faire entretenir régulièrement, et au moins une fois par an, tous les appareillages et installations diverses pouvant exister dans les lieux loués.**

- **Le preneur tiendra les lieux loués de façon constante en parfait état de réparations locatives et de menu entretien au sens de l'article 1754 du Code Civil et de l'article 605 du Code Civil, le bailleur s'obligeant de son côté à exécuter et prendre en charge les grosses réparations visées à l'article 606 du Code civil.**

- **Quant aux réparations et remplacements autres que celles énumérées aux articles 606 et 1754 du Code Civil, elles seront faites du consentement et sous l'autorité du bailleur, mais le preneur en supportera la charge financière sous forme de complément de loyer.**

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

407, avenue du Prof. E. Antonelli - CS 15590 - 34074 MONTPELLIER Cedex 3 - Station Tramway - MOULARES - Tél. : 04 99 52 75 00 - Fax : 04 67 22 15 50  
R.C. Montpellier B 351 808 977 - Siret 351 808 977 00034 - Code APE 6820 A - N° TVA Intracommunautaire FR13351808977  
Site internet : [www.oph-montpellier-agglo.fr](http://www.oph-montpellier-agglo.fr)



Si de telles réparations deviennent nécessaires au cours du bail le preneur sera tenu d'en informer le bailleur.

En cas de refus du bailleur de faire exécuter les travaux lui incombant à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la sommation faite par huissier et rappelant la présente clause, le preneur pourra se faire autoriser par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation des biens, statuant en référé, à procéder lui-même à l'exécution desdites réparations.

En toute hypothèse, le preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité ni réduction de loyer, la durée des travaux, quelle que soit leur nature, excédât-elle quarante jours.

Le preneur, spécifié qu'il est, s'il entre dans des locaux bruts de béton, renonce à exiger tous travaux de transformation, de mise en sécurité de quelque nature que ce soit de la part du bailleur.

### **AMÉLIORATIONS**

**Le preneur supportera la charge de toutes les transformations ou améliorations nécessitées par l'exercice de son activité.**

Il ne pourra toutefois faire dans lieux loués, sans l'autorisation expresse et par écrit du bailleur, aucune démolition, aucun percement de mur ou de cloison, aucun changement de distribution, ni aucune surélévation ; ces travaux, s'ils sont autorisés, auront lieu sous la surveillance de l'architecte du bailleur dont les honoraires seront à la charge du preneur.

Les travaux de transformation ou d'amélioration qui seront faits par le preneur, avec ou sans l'autorisation du bailleur, ne donneront pas lieu de la part du bailleur à une quelconque indemnisation au profit du preneur.

**En toute hypothèse, le preneur ne pourra, en fin de jouissance, reprendre aucun élément ou matériel qu'il aura incorporé aux biens loués à l'occasion d'une amélioration ou d'un embellissement.**

### **CONSTRUCTIONS**

**Le preneur ne pourra édifier sur lieux loués aucune construction nouvelle sans l'autorisation expresse et par écrit du bailleur.**

En cas d'autorisation, les travaux auront lieu sous la surveillance de l'architecte du bailleur dont les honoraires seront à la charge du preneur.

Toute construction nouvelle qui serait faite par le preneur, deviendra la propriété du bailleur en fin de bail, sans indemnité.

### **AUTORISATIONS D'EFFECTUER DES TRAVAUX**

Les travaux de percements des murs, planchers, modification des devantures, changement dans la

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

407, avenue du Prof. E. Antonelli - CS 15590 - 34074 MONTPELLIER Cedex 3 - Station Tramway - MOULARES - Tél. : 04 99 52 75 00 - Fax : 04 67 22 15 50  
R.C. Montpellier B 351 808 977 - Siret 351 808 977 00034 - Code APE 6820 A - N° TVA Intracommunautaire FR13351808977  
Site internet : [www.oph-montpellier-agglo.fr](http://www.oph-montpellier-agglo.fr)



distribution des lieux loués doivent, sous peine de résiliation de plein droit du bail et d'obligation, par le preneur, de remise en l'état à l'identique, être soumis à l'autorisation préalable écrite du bailleur.

### **OCCUPATION ET JOUISSANCE**

**Il s'engage à user les locaux loués " en bon père de famille " et dans le respect des règlements sanitaires, d'hygiène, de sécurité, de salubrité, de police ou de voirie, étant rappelé que l'activité s'exerce dans un environnement de logements privés et d'activités commerciales, et s'inscrit dans le respect de la quiétude des dits occupants. Deux plaintes consécutives pour nuisances, formulées dans les dispositions légales par un groupement d'occupants, même non constitué, auprès du bailleur, entraîneront la résiliation de plein droit du bail.**

**Il s'engage à tenir les lieux loués constamment garnis de meubles et objets mobiliers en quantité et en valeur suffisante pour répondre du paiement des loyers et des charges et de l'exécution de toutes les conditions du présent contrat.**

**Il devra satisfaire à toutes les charges de ville et règlements sanitaires, de voirie, d'hygiène, de sécurité, de salubrité ou de police, ainsi qu'à celles qui pourraient être imposées par tous les plans d'urbanisme ou d'aménagement, de manière que le bailleur ne puisse jamais être inquiété ou recherché à ce sujet.**

**Il ne pourra rien faire ni laisser faire qui puisse détériorer les lieux loués de devra sous peine d'être personnellement responsable prévenir le bailleur sans retard et par écrit de tout atteinte qui serait portée à sa propriété et toutes dégradations et détériorations qui viendraient à être causées ou à se produire aux biens loués et qui rendraient nécessaires des travaux incombant au bailleur.**

**Il s'engage à exercer dans les locaux loués l'activité associative prévue, au plus tard, dans un délai de un mois à compter du début du bail.**

**Il s'engage pareillement à y exercer ladite activité, sans interruption, étant rappelé que le non-respect de ces dispositions est une cause de résiliation de plein droit du bail.**

- Le locataire devra acquitter exactement toutes les contributions personnelles et mobilières et satisfaire à toutes les charges de ville et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, de manière que le bailleur ne soit point inquiété ni recherché à ce sujet.

- Il devra se conformer aux usages en vigueur, aux règlements de police, au règlement de copropriété de l'immeuble ainsi qu'à tout règlement intérieur. Il devra détenir toutes les autorisations administratives pour y exercer son activité dont il devra fournir une attestation au bailleur à la demande de ce dernier.

- Il devra veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit troublée en aucune manière, par son fait ou les adhérents et visiteurs ou les personnes de son service.

**Il s'engage de même à apposer une enseigne ou plaque, sans interruption, signalant sa Raison Sociale, la nature de son activité, ses heures d'ouvertures. Cette plaque ou enseigne devra s'inscrire pour sa totalité dans la partie de façade du local loué sans pouvoir en déborder. Le Preneur s'engage**



à la dépose de cette plaque ou enseigne à son départ et à la remise en état de la partie de façade concernée.

- Il ne pourra rien déposer sur les appuis de fenêtres, balcons et ouvertures quelconques qui puisse présenter un danger pour les autres occupants de l'immeuble ou leur occasionner une gêne ou nuire à l'aspect de l'immeuble.
- Il ne devra déposer aucun objet ou paquet ou effet mobilier et ne faire aucun déballage dans les parties communes.
- Il ne devra faire stationner, à aucune heure du jour ou de la nuit, dans la cour où sous la voûte d'entrée, aucun véhicule sans autorisation expresse et par écrit du bailleur.
- Il devra donner accès, dans les lieux loués : au bailleur, à ses représentants, à leurs architectes ou entrepreneurs, aussi souvent qu'il sera nécessaire.
- en cas d'existence ou d'installation d'antennes de radiotélévision collectives, il devra se brancher sur ces installations collectives en supportant les frais de branchement et de prestation annuelle d'entretien.
- en cas de vente des lieux loués ou en cas de congé donné ou reçu, il devra dans les trois derniers mois de la location, souffrir l'apposition de panneaux et laisser visiter les lieux, tous les jours sauf dimanches et fêtes de 9 H à 12 H et de 14 H à 18 H.

### **HEURES D'OUVERTURES**

Le preneur s'engage à ne pas dépasser les heures d'ouvertures ci-après :

**Du lundi au dimanche de 8H00 à 20H00.**

A défaut de l'exécution parfaite par le preneur, ses obligations, l'autorisation est résiliée de plein droit un mois après l'émission d'un commandement d'exécuter resté infructueux, reproduisant cette clause avec volonté d'en user, sans qu'il soit besoin d'autre formalité.

### **CESSION ET SOUS-LOCATION**

Le preneur ne pourra sous-louer en tout ou en partie les biens loués sans l'autorisation expresse et écrite du bailleur. Il s'interdit de toute éventuelle cession de son droit à location. Le présent contrat n'est pas soumis aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du Code du Commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour le Preneur.

### **CHARGES**

Les parties conviennent que le locataire devra acquitter les charges et prestations mises à sa charge par la loi, l'usage des lieux, le règlement de copropriété et la présente convention, notamment :

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

407, avenue du Prof. E. Antonelli - CS 15590 - 34074 MONTPELLIER Cedex 3 - Station Tramway - MOULARES - Tél. : 04 99 52 75 00 - Fax : 04 67 22 15 50  
R.C. Montpellier B 351 808 977 - Siret 351 808 977 00034 - Code APE 6820 A - N° TVA Intracommunautaire FR13351808977  
Site internet : [www.oph-montpellier-agglo.fr](http://www.oph-montpellier-agglo.fr)





**- impôts et taxes :**

- . taxes d'enlèvement des ordures ménagères,
- . taxe de balayage,
- . taxe à la valeur ajoutée,
- . tous impôts, taxes et redevance existant ou à créer qui sont à la charge du locataire.

**- prestations et fournitures :**

- . salaires du concierge, gardiens, superviseurs techniques...,
- . charges sociales ou fiscales afférentes à ce salaire,
- . dépenses relatives à l'éclairage des parties communes,
- . dépenses relatives à l'entretien des parties communes,
- . frais de pose et nettoyage des tapis,
- . dépenses relatives au fonctionnement et à l'entretien des ascenseurs et monte-charge,
- . dépenses relatives au fonctionnement et à l'entretien des Interphones,
- . dépenses relatives à l'entretien des jardins et espaces verts,
- . dépenses relatives à la consommation d'eau froide et chaude (s'il y a lieu), à la location et l'entretien des compteurs, etc.....

**Le paiement des charges, taxes, prestations et fournitures s'effectuera par acompte trimestriel suivant les consommations réelles constatées sur l'année N-1. Le décompte des charges sera régularisé annuellement au moment de l'établissement des comptes.**

En outre, il est expressément prévu que les abonnements de téléphone, E.D.F., ... seront mis au nom du locataire qui devra en supporter les frais et devra régler directement les dépenses y afférentes.

### **RESPONSABILITÉ ET RECOURS**

**Le locataire devra faire assurer convenablement contre l'incendie, les explosions, les dégâts des eaux, les dégradations de son mobilier, ainsi que le recours des voisins et les risques locatifs ainsi que les risques inhérents à son activité, par une compagnie notoirement solvable et justifier de cette assurance et du paiement des primes, à toute demande du bailleur.**

- il devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurances et en informer en même temps le propriétaire, tout sinistre ou dégradation se produisant dans les lieux loués, sous peine d'être rendu personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.

- il ne pourra exercer aucun recours contre le bailleur en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux dont il pourrait être victime dans les lieux loués et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

### **ASSURANCES**

Le preneur fera son affaire personnelle de tous dommages causés aux aménagements qu'il effectuera dans les locaux donnés à bail, ainsi que ceux causés au mobilier, matériel, marchandises, tous objets lui appartenant ou dont il sera détenteur à quelque titre que ce soit, en renonçant et **faisant renoncer sa ou ses compagnies d'assurances à tous recours contre le bailleur et ses assureurs.**

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

407, avenue du Prof. E. Antonelli - CS 15590 - 34074 MONTPELLIER Cedex 3 - Station Tramway - MOULARES - Tél. : 04 99 52 75 00 - Fax : 04 67 22 15 50  
R.C. Montpellier B 351 808 977 - Siret 351 808 977 00034 - Code APE 6820 A - N° TVA Intracommunautaire FR13351808977  
Site internet : [www.oph-montpellier-agglo.fr](http://www.oph-montpellier-agglo.fr)





Il assurera les risques propres à son exploitation, ses locaux et fermetures auprès d'une compagnie notoirement solvable (incendie, explosion, dégâts des eaux, vol, bris de vitres, détérioration des entrées, fenêtres, rideaux métalliques, etc....). Le justificatif de cette assurance devra être transmis au bailleur dans les dix jours suivant la signature du présent bail.

Le preneur devra déclarer dans les délais impartis dans le code civil et le code des assurances, à son propre assureur, d'une part, au bailleur, d'autre part, tout sinistre affectant les biens que ce dernier, quelle qu'en soit l'importance et même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

Il fera garantir les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'il pourrait encourir à l'égard des voisins et des tiers en général.

Le preneur devra justifier de l'ensemble de ses contrats ou des notes de couverture dans le mois de son entrée en jouissance, et ensuite annuellement par la production de l'acquit des primes.

Dans le cas où les marchandises entreposées entraîneraient par leur nature, pour le bailleur, le paiement d'une surprime d'assurance, celle-ci lui serait remboursée par le preneur.

### **CHARGES PARTICULIÈRES**

Le preneur prendra à sa charge toutes les réparations de quelque nature qu'elles soient, à l'exception de celles reconnues comme entrant dans le cadre de la garantie décennale et les grosses réparations telles que définies à l'article 606 du Code Civil, ainsi que la taxe foncière sur les propriétés bâties.

### **VISITE DES LIEUX**

Le preneur devra laisser le bailleur, son architecte, tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux loués pour constater leur état, en présence du preneur.

Il devra laisser visiter les lieux par le bailleur ou d'éventuels locataires en fin de bail ou en cas de résiliation, pendant une période de six mois précédant la date prévue pour son départ; il devra souffrir l'apposition d'écriteaux ou d'affiches aux emplacements convenant au bailleur pendant la même période.

De même, le preneur devra laisser visiter les lieux par d'éventuels acquéreurs, dans l'hypothèse où le bailleur déciderait de mettre le local en vente.

### **LOYER & CHARGES**

Le présent bail est consenti à titre gratuit pour le loyer. Seules les charges locatives et consommation d'eau froide seront tarifées à 150,00 € par trimestre et ceci pour les 2 locaux loués (150,00 € X 2)

### **INDEXATION DU LOYER**

Sans objet.

### **DÉPÔT DE GARANTIE**

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

407, avenue du Prof. E. Antonelli - CS 15590 - 34074 MONTPELLIER Cedex 3 - Station Tramway - MOULARES - Tél. : 04 99 52 75 00 - Fax : 04 67 22 15 50  
R.C. Montpellier B 351 808 977 - Siret 351 808 977 00034 - Code APE 6820 A - N° TVA Intracommunautaire FR13351808977  
Site internet : [www.oph-montpellier-agglo.fr](http://www.oph-montpellier-agglo.fr)



Sans objet.

### **CLAUSE DE RÉSILIATION**

A défaut d'exécution parfaite par le preneur de l'une quelconque, si minime soit-elle, de ses obligations issues du présent contrat, le contrat est résilié de plein droit un mois après l'émission d'un commandement d'exécuter resté infructueux, reproduisant cette clause avec volonté d'en user, sans qu'il soit besoin d'autre formalité.

L'expulsion du preneur est, dans ce cas, obtenue par ordonnance de référé immédiatement exécutoire par provision. Le refus pour le preneur de quitter les lieux au jour de la résiliation, comme d'ailleurs à l'échéance du congé, l'oblige au profit du bailleur à une indemnité d'occupation sans titre par jour de retard, sans préjudice des dommages intérêts.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- le bailleur en son domicile
- le preneur dans les lieux loués.

Fait en deux exemplaires

**A Montpellier, le**

**Le Preneur  
Le Maire de Montpellier**

**La Directrice Générale de l'ACM**

**Madame Hélène MANDROUX**

**Madame Claudine FRÊCHE**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 251**

**Séance publique du  
mardi 29 mai 2012**

**Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Brahim ABBOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

**Absents :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

**Quartier Malbosc - Construction de l'école primaire François Mitterrand -  
Attribution de marchés de travaux - Lot n° 14 : Bardage bois - Avenant n° 1**

Monsieur Jean-Louis GELY rapporte :

Par délibération n° 2011 / 331 du 20 juin 2011, le Conseil municipal a autorisé la signature des marchés de travaux relatifs à la construction de l'école primaire François Mitterrand – Quartier Malbosc.

Ainsi, le lot n° 14 « Bardage bois » a été attribué à la SAS PISTRE ET FILS pour un montant de 444 244 € HT (Tranche ferme : 379 027 € HT + Tranche conditionnelle 2 : 65 217 € HT).

Suite à l'appréciation des pompiers, l'épaisseur du bardage bois qui recouvre une partie des façades doit être fortement augmentée pour satisfaire la prévention contre l'incendie, ce qui entraîne un surcoût de 71 014 € HT, soit une plus value de 15,98%.

Le 24 avril 2012, la Commission d'appel d'offres a émis un avis favorable à la passation d'un avenant n° 1 permettant d'augmenter le marché en question du montant indiqué ci-dessus.

**Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offres du 24/04/2012, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'accepter l'avenant au marché pour l'entreprise PISTRE ET FILS
- d'imputer la dépense correspondante sur le budget 2012 : fonction 90213 – nat 2313 – programme 10471- Opération 08D04580
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer l'avenant et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 30/05/2012**

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

S.A. PISTRE ET FILS  
*Représenté par*

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
ZAC DE MALBOSC rue LAGATTU 34000 MONTPELLIER  
Construction du groupe scolaire François Mitterrand  
Bardage bois

*N° du marché :*  
1H15269N

*Notifié le :*  
05 août 2011

*Montant initial du marché :*  
*Montant HT :* 444 244,00 Euros

---

*Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 24/04/2012*

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant : suite à l'appréciation des pompiers, le bardage bois doit être passé à une dimension supérieure (25 mm au lieu de 21 mm) pour satisfaire la prévention contre l'incendie.

### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 06 mars 2012.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 71 014 € H.T., soit en toutes lettres : soixante et onze mille euros quatorze centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 515 258 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 16 % du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A Montpellier le ,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Jean-Louis GELY

### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Transmission universelle du patrimoine de l'entreprise ERI à la société BOISSON

Monsieur Frédéric TSITSONIS rapporte :

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a autorisé la signature de deux marchés avec l'entreprise ERI comme suit :

- Délibération n° 2009 / 469 du 5 octobre 2009 : Centre d'art contemporain – Cité des artistes – Autorisation de signer et notifier les marchés de travaux lots 3 et 18 – Relance du lot 13. Cette délibération a été modifiée par délibération n° 2010 / 451 : Centre d'art contemporain – Cité des artistes – Autorisation de signer les avenants aux marchés de travaux et les avenants de prolongation de délais de travaux.
- Délibération n° 2011 / 331 du 20 juin 2011 : Construction du groupe scolaire François Mitterrand – Quartier Malbosc – Attribution de marchés de travaux - Lot n° 5 : Serrurerie.

A effet du 9 décembre 2011, l'entreprise ERI a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au profit de la société BOISSON.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer les avenants aux marchés sus-visés relatifs au transfert de l'ensemble des droits et obligations de l'entreprise ERI, tels qu'ils résultent des marchés précités et leurs avenants éventuels, à la société BOISSON, comme si elle avait été, dès l'origine, titulaire desdits droits et obligations.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 30/05/2012

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUE  
ET COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

**Titulaire du marché :**

ERI : ETUDES ET REALISATIONS INDUSTRIELLES

### B. Renseignements concernant le marché

***Objet du marché :***

ZAC DE MALBOSC rue Lagattu 34000 Montpellier  
Construction du groupe scolaire François Mitterrand  
Lot 5 : Serrurerie

***N° du marché :***

1H15269E

***Notifié le :***

05 août 2011

***Montant initial du marché :***

Montant HT : 178 964,40 Euros

---

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

### C. Objet de l'avenant

**ARTICLE 1**

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de la société Etudes et Réalisations Industrielles (E.R.I.) sis à ZA du Bosc - lot n°4 - 34130 MUDAISSON, à la société BOISSON sis à ZA de Mudaison - lot n°3 - 34130 MUDAISSON, nouveau titulaire.



## ARTICLE 2

A effet du 09/12/2011, l'entreprise Etudes et Réalisations Industrielles (E.R.I.) a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine au profit de la société BOISSON.

A compter du 09/12/2011, la société BOISSON, nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

## ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

## ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

### D. Signatures des parties

A ..... , le  
|

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué,

Monsieur le Directeur <sup>1</sup>  
(signature)

Jean-Louis GELY

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

<sup>1</sup> Dans le cas des avenants de transfert uniquement

MAIRIE DE MONTPELLIER

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUE  
ET COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE

## PROJET D'AVENANT N° 2

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Georges FRECHE  
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

**Titulaire du marché :**

ERI : ETUDES ET REALISATIONS INDUSTRIELLES

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*

CREATION D'UN CENTRE D'ART ET DE LOGEMENTS ETUDIANT  
RELANCE DES LOTS 3, 5 et 13 APRES APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX  
Lot 3 : Bardage - Menuiseries aluminium

*N° du marché :*

9M19016C

*Notifié le :*

09 novembre 2009

*Montant initial du marché :*

Montant HT : 661 251,00 Euros

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

### C. Objet de l'avenant

#### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de la société Etudes et Réalisations Industrielles (E.R.I.) sis à ZA du Bosc - lot n°4 - 34130 MUDAISSON, à la société BOISSON sis à ZA de Mudaison - lot n°3 - 34130 MUDAISSON, nouveau titulaire.

## ARTICLE 2

A effet du 09/12/2011, l'entreprise Etudes et Réalisations Industrielles (E.R.I.) a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine au profit de la société BOISSON.

A compter du 09/12/2011, la société BOISSON, nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

## ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

## ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

### D. Signatures des parties

A ..... , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué,

Monsieur le Directeur <sup>1</sup>  
(signature)

Philippe SAUREL

### E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

<sup>1</sup> Dans le cas des avenants de transfert uniquement

## Séance publique du mardi 29 mai 2012

Convoqué le lundi 21 mai 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 mai 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Brahim ABOU, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Arnaud JULIEN, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Philippe THINES, Patrick VIGNAL, Alain ZYLBERMAN.

### Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Stéphanie BLANPIED, Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Convention de mise à disposition - Avenant n°3 Ville de Montpellier/Association le Refuge Rectificatif

Monsieur Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération en date du 16 décembre 2011 le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°3 :

- prolongeant jusqu'au 31 décembre 2013 la durée d'occupation par l'association « Le Refuge » des locaux situés 2 rue Germain à Montpellier ;
- fixant le paiement d'un loyer annuel minoré à 3478,74 € ce qui constitue une subvention en nature annuelle de 3478,74 €, la valeur locative annuelle ayant été évaluée à 6957,48 € ;

Une erreur a été faite sur la valeur locative annuelle des locaux et par conséquence sur le montant du loyer annuel minoré et sur le montant de la subvention en nature annuelle.

Il convient d'apporter à l'avenant n°3, les rectificatifs suivants :

- la valeur locative annuelle des locaux s'élève à 579,79 € ;
- le montant annuel minoré est fixé à 289,90 € ;
- la subvention en nature annuelle s'élève à 289,90 € et sera reportée à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante ;

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°3 de prolongation rectifié joint en annexe ;

- d'approuver le loyer annuel minoré proposé à l'association « Le Refuge » d'un montant de 289,90 € et de porter au compte administratif de la Ville, le montant de l'aide en nature qui s'élève à 289,90 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**



**Publiée le : 30/05/2012**